

Le français des étudiants à Dakar : usages et attitudes linguistiques

Ingvild Kogstad Brodal



Encadré par Ingse Skattum

Mémoire de master II
(60 points de crédit ECTS)

Programme d'études africaines et asiatiques
Option : l'Afrique francophone au sud du Sahara
Département des études classiques et romanes
Université d'Oslo

Printemps 2009

Table des matières

Remerciements	4
Liste des sigles.....	6
Introduction	7
1 Cadre théorique	10
1.1 Sociolinguistique ou sociologie du langage ?	10
1.2 Bilinguisme, plurilinguisme	11
1.2.1 La diglossie	11
1.2.2 Le choix des langues	13
1.2.3 Les langues et les villes	16
1.3 Attitudes linguistiques	17
1.3.1 Définitions	17
1.3.2 L'insécurité linguistique et la norme	19
2 Sénégal – profil du pays	21
2.1 Géographie physique et humaine	21
2.2 Histoire.....	22
2.2.1 La période précoloniale (avant 1850).....	22
2.2.1 La période coloniale (1850-1960)	23
2.2.3 La période postcoloniale (1960-).....	24
2.3 Le Sénégal actuel : situation socio-économique.....	26
3 Situation sociolinguistique.....	28
3.1 La coexistence des langues au Sénégal.....	28
3.1.1 L'introduction du français et la coexistence des langues pendant la période coloniale.....	28
3.1.2 La situation sociolinguistique du Sénégal indépendant	30
3.2 La situation sociolinguistique actuelle.....	32
3.2.1 La diglossie actuelle	32
3.2.2 La wolofisation	34
4 Cadre méthodologique	36
4.1 Approche quantitative ou qualitative ?	36
4.2 Les instruments de l'enquête.....	37
4.2.1 L'entretien semi-directif.....	37
4.2.2 L'observation participante	38
4.2.3 Le questionnaire.....	39
4.3 Constitution de l'échantillon.....	40
4.3.1 Déroulement de l'enquête	40
4.3.2 Sélection du lieu et de l'échantillon	40
4.4 Fiabilité des données.....	42
5 Choix et usage des langues	44
5.1 Usage des langues en famille.....	44
5.2 Usages des langues au marché et avec un inconnu.....	51
5.3 Usage des langues à l'université	54
5.3.1 Le campus social : relations entre étudiants	55
5.3.1.1 Usage du wolof et des langues premières.....	55

5.3.1.2	Usage du français	57
5.3.1.3	Le code mixte wolof/ français	59
5.3.2	En classe : relations entre étudiants et professeurs	60
5.4	Remarques conclusives.....	61
6	Attitudes linguistiques.....	65
6.1	Attitudes envers le français	66
6.1.1	Le français du Sénégal	66
6.1.1.1	Y a-t-il un français sénégalais ?.....	67
6.1.1.2	Quel est le « bon » français ?.....	69
6.1.1.3	Différences générationnelles	74
6.1.1.4	Autoévaluation des compétences	78
6.1.2	Attitudes ambiguës à l'égard du français	79
6.1.3	Le français langue officielle.....	84
6.2	Attitudes envers les langues africaines	90
6.2.1	Le wolof, langue véhiculaire.....	91
6.2.2	Les langues premières	93
6.2.3	Les langues africaines dans le domaine de l'enseignement.....	95
6.3	Attitudes envers l'anglais	98
6.4	Remarques conclusives	101
Conclusion	104	
Ouvrages cités et consultés	108	
Annexes 1-4	116	
(1) Liste des tableaux.....	116	
(2) Guide d'entretien semi-directif.....	117	
(3) Questionnaire sociolinguistique.....	119	
(4) Sammendrag.....	123	

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier Ingse Skattum, ma directrice de mémoire, pour son soutien inconditionnel, sa générosité et ses judicieux conseils. Sa grande connaissance et sa passion aussi bien pour la culture africaine que de la sociolinguistique ont été de grande inspiration ; travailler sous sa direction a été un privilège.

Je remercie également mon cher Gaspard Paul Yves Marie Levavasseur pour son soutien. Merci pour ta patience !

Au Sénégal, de nombreuses personnes m'ont aidé pendant mes deux séjours d'enquête de terrain. Ma reconnaissance va tout d'abord aux professeurs de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de qui j'ai reçu une coopération inspirante : je remercie Papa Alioune Ndao qui m'a toujours accueilli à bras ouverts dans son bureau – merci pour de nombreux conseils scientifiques et culturels. Merci aussi à Moussa Daff, professeur en sociolinguistique, et à Falilou Ndiaye, ancien chef du Département de Lettres. Mes remerciements vont également aux chercheurs au Centre de Linguistique Appliquée à Dakar (CLAD) qui m'ont fourni un lieu tranquille pour travailler, et aux chercheurs de l'Institut Fondamental de l'Afrique Noire (IFAN) pour leur aide et leur confiance. Merci aussi à Mme Bathily, chargée de la direction du projet pilote d'enseignement bilingue dans l'école primaire, pour nos vives discussions autour de la politique linguistique au Sénégal et pour m'avoir donné accès à de précieuses informations.

Je remercie mon cher ami Bouilly Galissa d'avoir assisté à des tâches pratiques lors de mes deux séjours d'enquête et pour m'avoir mis en contact avec la plupart de mes informateurs.

Ma profonde reconnaissance va aussi à ma famille sénégalaise – Nassia, Fifi, Lafi, Djanké, Bébé, Pape Saliou, Modi, Moctar, Tiékorouba – de m'avoir acceptée comme leur fille, sœur et nièce, d'être toujours aussi hospitalier avec moi et mes amis. Merci aussi à Mohammed Lamine Manga et à sa femme Solveig Korum Manga pour leur soutien et hospitalité.

En Norvège, je tiens à remercier mes amis pour leur soutien : merci à ma camarade étudiante Anne Kalsnes Modalsli pour sa générosité infinie, pour ses avis et pour les vives discussions que nous avons eu ensemble. Merci à Guri Bordal, à Eric Tollu, à Laure Daudin, à Gabriel Moro et à Adélaïde Guillou pour leurs bons conseils. Merci à Bente Najana Kvernmo et à Harald Fetveit avec qui j'ai pu partager mes idées et soucis autour de mon travail.

Merci à mes parents et à mes grands-parents qui me soutiennent et m'encouragent

toujours.

Enfin, mes remerciements les plus chaleureux vont à tous mes informateurs pour leur participation à ce projet, pour leur générosité et gentillesse, pour leur *teranga*, pour avoir fait partie de ces deux beaux séjours au Sénégal, un pays que j'aime maintenant comme le mien.

Merci ! *Jërējëf* !

Oslo, 17/06/09

Liste des sigles

AOF	Afrique Occidentale Française
ANSD	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
BM	La Banque Mondiale
CFA	Contemporary French in Africa and the Indian Ocean : Usage, Varieties and Structure
CLAD	Centre de Linguistique Appliquée de Dakar
CNRF	Commission Nationale de Réforme de l'Éducation et de la Formation,
CP	Cours Préparatoire
EGEF	États Généraux de l'Enseignement et de la Formation
ENFOM	L'École Coloniale de France d'Outre-mer
FLE	Français Langue Étrangère
FLS	Français Langue Seconde
FMI	Fonds Monétaire International
IFAN	Institut Fondamental de l'Afrique Noire, Dakar
L1	Langue première
NTIC	Nouvelles technologies d'Information et de Communication
PDS	Parti Démocratique Sénégalais
PPF	Pour Parler Français
PSS	Parti Socialiste Sénégalais
RDA	Rassemblement Démocratique Africain
UCAD	Université Cheikh Anta Diop

Introduction

La situation sociolinguistique est, au Sénégal, comme dans de nombreux pays africains, marquée par la coexistence entre le français et différentes langues africaines. La langue française est la seule langue officielle et d'enseignement public du pays (à l'exception de quelques rares écoles primaires bilingues) et, n'étant maîtrisée que par une minorité de la population, elle bénéficie d'un prestige social et politique élevé. Les langues africaines, vernaculaires et véhiculaires, ne sont guère utilisées à l'écrit ou dans les domaines formels, et elles n'ont par la loi reçu aucune fonction spécifique. Ainsi, elles coexistent avec le français dans une relation diglossique. De telles relations se retrouvent également entre le wolof, la première langue véhiculaire nationale et dont l'importance ne cesse de croître et les autres langues nationales et locales, et entre les langues régionales et les langues locales. Toute personne vivant au Sénégal, sans égard à son niveau de compétence linguistique, est concernée par cette hiérarchie des langues, qui, d'ailleurs, est loin d'être stable. Les étudiants, qui sont des jeunes citoyens, francophones et intellectuels, constituent l'élite de demain. Comment se projettent-ils dans cette réalité sociolinguistique, éminemment dynamique ?

Cette étude s'intéresse à la place du français et des autres langues dans l'univers des jeunes étudiants à Dakar. Portant sur les usages des différentes langues et les attitudes envers celles-ci, elle se limite à l'aspect extrasystémique des langues, c'est-à-dire au côté social de la relation entre la société et la langue. Elle est centrée essentiellement sur le français, tenant cependant compte aussi des autres langues en présence.

Certaines études ont suggéré que l'expansion de la langue et de la culture wolof influence la diglossie entre le wolof et le français de telle sorte que les rôles entre ces deux langues se rapprochent : d'un côté, le wolof s'introduirait dans la sphère formelle et, de l'autre, le français prendrait pied dans certains segments de la sphère informelle, notamment dans l'espace familial (Dreyfus et Juillard 2004a, b, Berdal-Masuy 1998, McLaughlin 2008). Nous examinerons à travers ce travail à quel degré le français est utilisé par les étudiants en famille, et s'ils utilisent la langue française également dans d'autres domaines informels. Les étudiants sont, contrairement à la majorité de la population, tous francophones, et ils font partie d'un milieu social intellectuel dont les activités (les études, la recherche) sont dominées par la langue française. Leurs langues premières (L1) diffèrent, mais ils ont le français comme langue commune. Ainsi, ils peuvent utiliser cette langue entre eux.

Nous chercherons également à voir s'il y a, au sein de ce groupe de jeunes francophones, des variations dans les usages et les attitudes linguistique en fonction de leur

L1 (le wolof/les autres L1) et de leur sexe. L'expansion de la langue et de la culture wolof – la wolofisation – influence la relation non pas seulement avec le français, mais aussi avec les autres langues. Sous sa forme véhiculaire, le wolof est devenu un symbole de l'urbanité et en grande partie une image de la nation sénégalaise. Au demeurant, il reste aussi considéré comme une menace pour les autres cultures et langues qui coexistent au Sénégal (McLaughlin 2008). Dans cette étude, nous chercherons à savoir si la langue wolof est la cible d'attitudes négatives chez les étudiants ayant une autre langue comme L1, et si oui, si ces attitudes peuvent jouer en faveur de leur usage du français.

Les attitudes linguistiques constituent une partie importante de la sociolinguistique, et dans cette étude, elles sont un élément prépondérant. Pour le français, qui est au centre de notre intérêt, le degré de sécurité linguistique en et d'appropriation de cette langue sont des facteurs décisifs pour son usage en tant que langue véhiculaire. Les attitudes linguistiques indiquent le futur comportement linguistique (Baker 1992). Elles donnent ainsi à l'étude un aspect prospectif, renforcé par le fait que les étudiants constituent un groupe de l'élite, susceptible d'influencer la future situation sociale, politique et linguistique, aux niveaux local et national.

Ayant une perspective micro, l'approche méthodologique de l'étude est essentiellement qualitative, cherchant, à travers des entretiens et l'observation participante, à comprendre la réalité linguistique des 17 étudiants, qui ont été nos informateurs principaux. 68 personnes ont toutefois été interrogées par voie de questionnaire, afin de donner aux résultats un contexte plus grand, et pour indiquer quelques tendances parmi la population estudiantine.

*

Ce mémoire se divise en deux parties : la première, composée de quatre chapitres assez brefs, constitue les **prolégomènes** à l'analyse. Le premier chapitre consiste en une présentation du cadre théorique dont nous nous servons aussi bien pour la description de la situation sociolinguistique sénégalaise que pour la présentation et l'analyse de nos données. Nous proposons ici la définition de la sociolinguistique sur laquelle nous nous basons, avant d'aborder les théories sur le bi- et plurilinguisme au niveau social (la diglossie) et personnel (le choix des langues). Dans ce chapitre sera également présentée la sociolinguistique urbaine et les attitudes linguistiques. Dans un deuxième chapitre, nous donnons une brève description des contextes géographique, historique et socio-économique sénégalais, afin de donner une

assise contextuelle à notre analyse. Ceci est le but également du troisième chapitre, consacré au contexte sociolinguistique du Sénégal. Il s'agit ici de donner un aperçu historique de la coexistence des différentes langues du pays et de décrire la situation sociolinguistique actuelle. Dans ce chapitre nous présenterons aussi le phénomène de wolofisation : l'expansion de la langue et de la culture wolof. Dans un quatrième chapitre seront présentés la méthodologie de l'enquête et la sélection de l'échantillon.

La deuxième partie du mémoire est composée de deux chapitres portant sur la **présentation et l'analyse des données**. Le cinquième chapitre du mémoire est consacré aux choix et usages linguistiques des étudiants dans les domaines suivants : en famille, au marché/ avec un inconnu, à l'université. Il s'agit ici de broser une esquisse de la réalité linguistique de nos informateurs, et nous cherchons continuellement à connaître leurs motivations, les éléments sous-jacents, à leurs usages. Toutefois, ce chapitre cherche à décrire plutôt qu'à analyser, et les questions principales auxquelles nous cherchons à répondre sont les suivantes : Quelles langues sont utilisées par nos informateurs dans quelles situations ? Quels sont les facteurs déterminants pour ces choix et ces usages de langues ? Dans le sixième et dernier chapitre, nous présenterons et discuterons les attitudes linguistiques envers les différentes langues qui entourent nos informateurs, en particulier envers le français. Ce chapitre est de nature analytique, et nous nous demanderons: Quelles sont leurs attitudes envers les différentes langues qui les entourent ? Quels sont les éléments sous-déterminants pour ces attitudes ? Comment les attitudes influencent-elles les usages des langues ?

1 Cadre théorique

Dans ce chapitre, nous discuterons de certains aspects de la sociolinguistique en tant que discipline aussi bien que des théories précises qui sont pertinentes pour l'interprétation et l'analyse de nos données : soit parce qu'elles nous aident à placer notre étude dans un contexte plus large, soit parce qu'elles servent comme outil d'analyse.

Nous commencerons par définir notre approche à la sociolinguistique (1.1) et nous introduirons par la suite les notions de bi- et plurilinguisme, fondamentales pour l'interprétation de la réalité linguistique dans laquelle vivent nos informateurs (1.2). Enfin sera présenté le concept d'attitudes linguistiques et les notions clés dans ce domaine, utiles pour l'analyse de ce phénomène (1.3).

1.1 Sociolinguistique ou sociologie du langage ?

Depuis sa naissance au milieu des années 1960¹, la sociolinguistique a fait l'objet de nombreuses discussions théoriques. Une des questions posées est la suivante : doit-on partir de la langue ou de la société pour étudier les liens qui unissent ces deux domaines ? Face à cette problématique, certains ont fait une distinction entre *la sociologie du langage*, analysant l'influence de la langue sur la société, et *la sociolinguistique*, étudiant l'influence de la société sur la langue. Ici, nous nous concentrons sur le côté social des relations entre société et langue, et nous nous baserons sur une définition de la sociologie du langage centrée sur l'aspect sociologique de la discipline, définition que nous empruntons à Joshua Fishman :

La sociologie du langage étudie l'interaction entre ces deux aspects du comportement humain : usage du langage et l'organisation social du comportement. Bref, la sociologie du langage met l'accent sur toute la gamme de thèmes reliés à l'organisation social du comportement humain, incluant non seulement l'usage du langage *per se*, mais également les attitudes linguistiques, le comportement observable envers le langage et envers les usagers du langage (Fishman 1969 : 45, c'est nous qui traduisons)².

¹ La sociolinguistique doit être considérée comme une réaction à la linguistique structurale, qui étudie la langue en tant que « système qui ne connaît que son ordre propre » (de Saussure 1916, cité dans Calvet 1993 : 3). En sociolinguistique, l'on considère que la langue ne peut être étudiée sans prendre en considération son côté social, car « les langues n'existent pas sans les gens qui les parlent, et l'histoire d'une langue est l'histoire de ses locuteurs » (*ibid.*). William Labov est à considérer comme le fondateur de la sociolinguistique en tant que discipline scientifique, son article « The Social Stratification of English in New York City » (1966) (traduit en français en 1976, sous le titre de « La stratification sociale de (r) dans les grands magasins new yorkais » dans le livre *Sociolinguistique* du même auteur) donnant naissance à la sociolinguistique variationniste. Ici, Labov utilise la méthodologie quantitative pour dégager des correspondances systématiques entre variations sociales et linguistiques, montrant ainsi que les facteurs sociaux influencent les facteurs internes à la langue (dans ce cas : la phonologie).

² *The sociology of language examines the interaction between these two aspects of human behavior : use of language and the social organization of behavior. Briefly put, the sociology of language focuses upon the entire gamut of topics related to the*

1.2 Bilinguisme, plurilinguisme

Le concept de *bilinguisme* désigne la coexistence de deux langues différentes. Le terme est utilisé aussi pour la coexistence de plusieurs langues ; dans ce cas, parler de *plurilinguisme* serait plus judicieux. Le bi- ou plurilinguisme peut figurer au niveau tant individuel que communautaire (social). Au niveau individuel, il implique qu'une même personne possède plusieurs langues, alors qu'au niveau communautaire, la maîtrise de ces langues par l'ensemble des membres de la communauté n'est pas nécessaire : il suffit que ces dernières coexistent au sein de la même communauté. Au Sénégal, le plurilinguisme est répandu au niveau individuel pour une grande partie de la population et existe aussi au niveau social. Il est présent sous différents aspects dans la vie quotidienne, les familles étant par exemple souvent plurilingues (la langue de la mère diffère souvent de celle du père, et éventuellement aussi de la langue du village ou de la région) (Dreyfus et Juillard 2004b : 67).

Nous aborderons dans ce sous-chapitre les concepts nécessaires à la compréhension de la situation sociolinguistique au niveau social (1.2.1 : La diglossie) et au niveau individuel (1.2.2 : Les choix des langues), le premier servant essentiellement à décrire le contexte de nos résultats, alors que le second est plus étroitement lié à l'analyse. Enfin, nous discuterons brièvement certains aspects des rapports entre les langues et les villes, en nous basant sur les théories de la sociolinguistique urbaine (notamment Calvet 1994) (1.2.3).

1.2.1 La diglossie

Le terme diglossie fut d'abord utilisé dans le sens de bilinguisme (qui est le sens étymologique du mot), avant d'être repris et théorisé par Charles Ferguson qui, en 1959, avec l'article « Diglossia », établit le concept. Ferguson utilise le terme diglossie pour désigner la relation entre deux variétés d'une même langue coexistant sur le même territoire ; la variété ayant le statut social le plus élevé est dite haute (H), et celle ayant le statut social inférieur est dite basse (B). Le statut d'une variété est déterminé par ses fonctions sociales, économiques, politiques et autres, et les fonctions des deux variétés sont généralement complémentaires.

La variété H est associée au prestige et à la formalité, et elle appartient à la sphère publique et à la vie officielle. Ses fonctions sont entre autres les cérémonies à l'église ou à la mosquée, les discours politiques, les cours universitaires, les journaux et la poésie. Cette variété est fortement standardisée, et elle est pourvue d'une tradition littéraire, mais elle n'est,

social organization of language behavior, including not only language usage per se but also language attitudes, overt behavior toward language and toward language users.

selon Ferguson, utilisée en conversation ordinaire par aucun segment de la société (Ferguson 1977 (1959) : 245). La variété B est, quant à elle, associée à la vie privée et à l'informalité. Elle est rarement standardisée, étant transmise à l'oral au sein du cadre familial. Parmi ses fonctions sont les feuilletons, le folklore et la conversation avec la famille, les amis et les collègues (*op.cit.* : 236-244). Ferguson précise plus tard sa définition ainsi :

La diglossie est une situation linguistique relativement stable dans laquelle, en plus des principaux dialectes de la langue (qui peuvent comprendre une ou des standards régionaux), il existe, superposée, une variété fortement divergente et hautement codifiée (souvent grammaticalement plus complexe), qui sert de véhicule à un important corpus de littérature écrite de prestige, héritée d'une époque antérieure ou parlée dans une autre communauté linguistique, apprise avant tout dans l'éducation formelle et utilisée dans la plupart des fonctions écrites et formelles, mais qui n'est parlée par aucun segment de la communauté dans la conversation ordinaire (Ferguson 1972 : 245, cité in Fasold 1984 : 38, c'est nous qui traduisons)³.

En 1967, le concept de diglossie fut modifié par Joshua Fishman. Dans son article « Bilingualism With and Without Diglossia ; Diglossia With and Without Bilingualism » ('Bilinguisme avec et sans diglossie ; diglossie avec et sans bilinguisme'), Fishman systématise les relations qu'il peut y avoir entre la diglossie (caractérisant une communauté) et le bilinguisme (la capacité d'un individu à maîtriser plus d'une langue). Il fait la distinction entre les quatre situations suivantes : (1) diglossie et bilinguisme, où la plupart des membres de la communauté maîtrisent les deux langues, qui entrent dans une relation diglossique ; (2) diglossie sans bilinguisme, où il y a coexistence de deux groupes sociaux distincts, dont l'un (celui au pouvoir) ne maîtrise que la variété H et l'autre ne maîtrise que la variété B ; (3) bilinguisme sans diglossie, où une grande partie de la population est bilingue, mais aucune des langues en présence ne correspond à des fonctions spécifiques ; et (4) ni bilinguisme ni diglossie, où aucun des deux phénomènes n'est présent (Fishman 2000b (1967) : 82).

Selon Fishman, il peut donc y avoir diglossie sans bilinguisme, ce qui implique que la variété H peut être L1 pour une partie de la communauté linguistique, un point de vue qui s'oppose à celui de Ferguson. Fishman étend la diglossie à des communautés linguistiques où coexistent deux langues et non pas seulement deux variétés d'une même langue. Il conteste aussi la stabilité supposée des situations diglossiques décrites par Ferguson, montrant au contraire leur caractère dynamique. Le nombre des critères de la diglossie fut alors diminué, mais le critère le plus important, celui de la répartition des fonctions des différentes variétés

³ *Diglossia is a relatively stable language situation in which, in addition to the primary dialects of the language (which may include a standard or regional standards), there is a very divergent, highly codified (often grammatically more complex) superposed variety, the vehicle of a large and respected body of written literature, either of an earlier period or in another speech community, which is learned largely by formal education and is used for most written and formal spoken purposes but is not used by any sector of the community for ordinary conversation.*

sur un territoire donné, fut conservé. Ainsi, le champ d'application de la diglossie s'élargit, et il devient possible d'étudier au sein de cette théorie des situations sociolinguistiques telles que celles de l'Afrique subsaharienne, où la relation diglossique a lieu plutôt entre des langues différentes qu'entre des variétés de la même langue.

Si la diglossie ainsi définie aide à comprendre la relation hiérarchique entre deux langues, il ne permet pas d'appréhender entièrement des situations de plurilinguisme social. Pour cela, il se relève nécessaire d'utiliser le concept de *diglossie enchâssée* introduit par Louis-Jean Calvet, qui le définit comme « des diglossies imbriquées les unes dans les autres » (Calvet 1999 : 47). Cette notion permet de rendre compte de plusieurs diglossies coexistant sur un même territoire. Elle donne ainsi une image plus nuancée des situations sociolinguistiques comme celles que l'on trouve dans la plupart des pays francophones de l'Afrique subsaharienne (dont le Sénégal) où, d'un côté, le français, la langue officielle, domine les langues africaines, et où, de l'autre côté, une langue véhiculaire (nationale ou régionale) domine les langues locales. La diglossie enchâssée peut également comprendre plus de trois diglossies, par exemple au Sénégal dans la région de Kolda, où il y a diglossie entre le français et le wolof, ensuite entre le wolof et le pulaar (langue régionale), et enfin entre le pulaar et les langues locales (comme le manding, le manjaque, etc.). La diglossie enchâssée au Sénégal montre d'ailleurs à quel point la diglossie est maintenue en place non seulement par les pouvoirs politiques, mais aussi par les pouvoirs informels ou religieux et les forces économiques et culturelles. Nous y reviendrons au cours de notre analyse et tout particulièrement dans le chapitre 3, qui traite la situation sociolinguistique au Sénégal.

Remarquons enfin que, bien que les définitions de Ferguson et de Fishman soient fondamentales pour le concept de la diglossie, il continue à être discuté et raffiné. On s'est notamment éloigné du point de vue non conflictuel et stable de Ferguson (cf. la définition citée ci-dessus) pour voir la diglossie comme une situation de dominance qui est « en perpétuelle évolution » (Calvet 1993 : 44).

1.2.2 *Le choix des langues*

Dans les grandes lignes, ce sont ces passages d'une variété à l'autre qui forment l'objet de la sociologie du langage, – ou encore sociolinguistique, – science qui, entre autres, s'efforce de déterminer qui parle quelle variété de quelle langue, quand, à propos de quoi et avec quels interlocuteurs (Fishman 1971 : 17-18).

Nous comprenons que la question du choix des langues (et des variétés⁴) est fondamentale en

⁴ Désormais, dans ce chapitre, les variétés sont comprises dans le terme « langues ».

sociolinguistique. Elle est cruciale aussi pour notre étude : quels facteurs jouent pour qu'un étudiant choisisse de parler le français en classe, le wolof au marché, le pulaar avec ses parents et ces trois langues avec ses frères et sœurs ? Pourquoi parle-t-il wolof avec certains amis et pulaar ou manding avec d'autres, alors qu'ils parlent tous le français ? Les facteurs déterminants pour le choix des langues sont nombreux, et ils sont liés aussi bien aux facteurs individuels (la personnalité et l'identité du locuteur, la nécessité de se faire comprendre...) qu'aux structures socioculturelles. Ces facteurs peuvent comprendre par exemple le sexe et l'âge des locuteurs et leur appartenance à des groupes sociaux, par exemple la couche sociale à laquelle ils appartiennent, le type (*style*) de situation, le médium en question, le statut social des langues concernées et la structure de la société en question.

Mentionnons d'abord certains facteurs influents sur le choix des langues qu'il faut prendre en considération, indépendamment de l'approche théorique choisie. Premièrement, l'appartenance aux groupes semble importante. Chaque individu appartient à plusieurs groupes ou regroupements sociaux (en fonction de l'âge, du sexe, de la religion, du groupe ethnique, de la profession...) ; en choisissant l'une ou l'autre langue, l'on peut exprimer son appartenance à tel groupe ou le souhait d'appartenir à (ou d'être accepté par) ce groupe. Un deuxième facteur important est le type (*style*) de situation : celle-ci peut être formelle ou informelle, distancée ou proche, les locuteurs peuvent avoir ou non des liens de solidarité et leurs statuts sociaux peuvent être égaux ou inégaux. Troisièmement, le choix des langues est influencé par le médium : différentes langues peuvent dominer l'écriture, la lecture et le parler d'une même personne. La langue est utilisée pour penser, pour comprendre et pour produire des discours, et ces différents rôles peuvent agir sur le choix des langues. Ainsi, l'on préfère dans la plupart des cas penser et réfléchir (*inner speech*) dans sa L1 alors que la/les langue(s) dans laquelle l'on comprend ou produit le discours peuvent différer (Fasold 1984 : 189-204, Fishman 2000a). En ce qui concerne la présente étude, nous nous intéressons principalement au parler des étudiants.

Différentes approches théoriques traitent le sujet du choix des langues. L'école de la psychologie sociale (*social psychology*) donne le plus de poids aux questions d'identité, d'appartenance aux groupes et aux besoins de la personne (parler la langue que l'on maîtrise le mieux ou parler la langue attendue par les autres) (Fasold 1984 : 187-191). L'approche anthropologique, se basant en grande partie sur la méthodologie qualitative (voir *infra* 4), donne de l'importance aux structures de la communauté en question, au type de situation, mais aussi aux facteurs au niveau micro tels que les explications des informateurs eux-mêmes (Fasold 1984 : 207). L'approche sociologique cherche à expliquer les choix de langues par les

structures sociales, et nous présenterons par la suite certains des éléments propres à celle-ci, utiles pour notre analyse.

Joshua Fishman introduit dans l'article « Who Speaks What Language to Whom and When ? » (*Qui parle quelle langue à qui et quand ?*) (1965) la notion de *domaines du comportement linguistique*. Cette notion nous permet de prendre directement en considération l'influence de la diglossie sur les choix des langues. Le domaine doit être compris comme la constellation des différents facteurs de la communication qui agissent au niveau social : le *thème (topic)*, les *participants* et la *localisation géographique*. Ces trois facteurs sont congruents, et sont souvent, selon Fishman, déterminants dans le choix de la langue (et du style) dans laquelle l'on communique. Un domaine peut être par exemple l'université (étudiants et professeurs dans une salle de cours, communiquant sur un thème scientifique), le marché (communication, souvent entre inconnus, sur des thèmes quotidiens et commerciaux) ou la famille (dans la concession familiale, communication quotidienne entre membres de la famille). Au sein des domaines, les locuteurs ont des rôles différents qui peuvent influencer sur le choix des langues : dans le domaine de l'école, le rôle que joue l'élève vis-à-vis du professeur est différent du rôle qu'il joue vis-à-vis des autres élèves (il est ainsi possible de diviser le domaine d'école en celui de la classe et celui du cour). Les rôles sont particulièrement importants, selon Fishman, au sein des domaines de la religion et de la famille.

En ce qui concerne le thème en tant que facteur de la communication, Fishman (2000a (1965) : 92) affirme que dans toute communauté linguistique, certains thèmes paraissent (d'après les locuteurs) mieux convenir à une langue qu'à une autre⁵. Ce fait est lié, selon Fishman, à des facteurs comme le manque de termes spécifiques dans une des langues (tel est le cas pour les langues africaines dans le domaine scientifique) ou encore l'attitude des locuteurs, par exemple quand « il est considéré étrange ou inapproprié de discuter [le thème] *x* dans une langue *y* » (*op.cit.* : 92, c'est nous qui traduisons). Dans notre étude, cette observation est pertinente pour l'usage des langues par nos informateurs, mais aussi en ce qui concerne les fonctions des différentes langues dans la société : quelle langue peut, selon nos informateurs, exprimer les questions politiques, et quelle langue est apte à être langue officielle ou langue d'enseignement ? Quelle langue peut exprimer les sentiments amoureux ? Quelle langue exprime le mieux la modernité ou la tradition ?

⁵ Soulignons que l'impression que telle langue convient le mieux en parlant de tel thème a certainement à faire avec les habitudes des locuteurs, et non avec les langues en tant que telles.

1.2.3 Les langues et les villes

Tous nos informateurs habitent à Dakar, qu'ils soient originaires de cette ville ou non. Il nous semble pertinent d'examiner certains éléments de la sociolinguistique urbaine, afin de mieux comprendre les effets de la ville à la fois sur les identités et sur les dynamiques linguistiques et sociales faisant partie de la réalité de nos informateurs.

La ville n'est pas seulement une forme spatiale, mais aussi un phénomène culturel : « lieu de l'hétérogène et du pluriel, elle ne peut être saisie que dans sa complexité » (Moïse 2002 : 1). Elle est caractérisée par une population fortement concentrée et par la présence de différentes activités humaines (commerce, industrie, éducation, politique, culture, habitation, etc.). Dans le cadre des migrations, la ville est considérée comme un but. Ceci est important dans le cas de Dakar : une grande partie de la population dakaroise est composée de migrants venant de la campagne ou de l'étranger ; elle accueille donc différentes ethnies et nationalités.

Les particularités de la ville donnent souvent, en Afrique et ailleurs, naissance à de nouvelles formes langagières pouvant se traduire par des formes identitaires, comme le « français des jeunes » de la Réunion (Ledegen 2007), ou par une langue véhiculaire, dans les villes où le plurilinguisme social est important. La langue véhiculaire peut être la langue d'un groupe, tel que le wolof à Dakar⁶ (et au Sénégal), ou une langue créée, comme le munukutuba au Congo (Calvet 1993 : 40). Si la langue véhiculaire est celle d'un groupe, sa forme véhiculaire va différer de sa forme vernaculaire par le fait qu'il cherche davantage à affirmer « la transparence sémantique de l'énoncé » (Manessy 1992, cité dans Calvet 1994 : 64). Le renforcement de la détermination, l'élimination des marques de classes et l'apparition d'un ordre fixe des éléments dans la phrase en sont des exemples.

Dans le cas de l'Afrique, la langue véhiculaire urbaine représente souvent une nouvelle identité « moderne », et elle va par ce fait pouvoir redevenir langue vernaculaire urbaine (par un processus de *dévernacularisation*, quand la langue sous sa forme vernaculaire se transforme et devient une langue véhiculaire, et *revernacularisation*, quand la langue sous sa forme véhiculaire redevient vernaculaire). Calvet donne l'exemple du wolof : « ceux qui ont cette langue pour la première en feront un usage différent : [...] la forme légitime n'est plus celle des vieux du village ou des griots, mais celle des citadins ayant réussi » (Calvet 1994 : 66) : il est donc probable que c'est la forme véhiculaire, urbaine – celle des « citadins ayant réussi », qui sera transmise aux enfants wolof dakarois, et non la forme traditionnelle

⁶ Soulignons que la forme véhiculaire du wolof n'est pas récente au Sénégal, et du fait que le pays est fortement plurilingue, ceci n'est pas non plus un phénomène strictement urbain. Il n'en demeure pas moins qu'il existe une forme véhiculaire *dakaroise* du wolof, associée à la modernité et à la ville, et que l'urbanisation accroît fortement le nombre des personnes concernées par le besoin véhiculaire.

« des vieux du village ou des griots ». Dans la ville, les valeurs traditionnelles perdent de l'importance au profit des valeurs individualistes, représentées par la réussite et la richesse matérielle, et la langue (ou la forme) privilégiée sera celle qui permet « le plus de contacts, qui ouvrent sur la réussite » (*op.cit.* : 64). Associée justement à la modernité, c'est la langue véhiculaire urbaine qui remplit cette fonction. Dans le cas du Sénégal, c'est le wolof sous sa forme mélangée (d'un degré plus ou moins important) avec le français, qui joue ce rôle

1.3 Attitudes linguistiques

1.3.1 Définitions

Le linguiste Colin Baker définit *attitude*⁷ comme « une conception hypothétique qui est utilisée afin d'expliquer la direction et la persistance du comportement humain »⁸ (Baker 1992 : 10, c'est nous qui traduisons). Les attitudes ne peuvent pas être observées directement, car elles appartiennent aux pensées et aux sentiments de l'homme et non à son comportement ; elles peuvent donc être vues comme un indicateur des valeurs et des réflexions qui ne sont pas directement exprimées. Selon Baker, les attitudes sont plus stables et moins influencées par le contexte que les comportements : ces derniers peuvent être vus comme le résultat de plusieurs facteurs, dont l'attitude, qui se rencontrent à un certain moment. S'il n'y a pas nécessairement cohérence entre les comportements et les attitudes, cela est dû à la nature fluctuante des comportements, et non à cause des attitudes. Les attitudes peuvent ainsi être un meilleur indicateur du futur comportement que le comportement en question (*op.cit.* : 16).

La définition de Calvet (1993 : 46) des *attitudes linguistiques* souligne leur aspect affectif : « [...] sentiments des locuteurs face aux langues, aux variétés de langues et à ceux qui les utilisent ». Cependant, dans la tradition scientifique (celle-ci n'étant qu'une des approches possibles), certains ont dégagé trois aspects constitutifs du concept d'attitudes : l'aspect affectif (sentiments), l'aspect cognitif (pensées et croyances) et l'aspect conatif (facilité d'action). Sans aller plus loin dans la discussion, précisons que nous considérons les attitudes comme intégrant des sentiments aussi bien que des éléments cognitifs et conatifs (de nature utilitaire).

Les motivations des attitudes peuvent, selon la classification de Baker (1992), être de

⁷ Les termes de *représentations linguistiques* ou *d'imaginaire linguistique* sont également utilisés pour la désignation de ce que nous appelons ici *attitudes linguistiques* (voir discussion sur ce sujet dans Canut 1998 : 11-15).

⁸ *A hypothetical construct used to explain the direction and persistence of human behavior.*

nature instrumentale ou intégrative. Si une attitude est d'orientation instrumentale, elle « reflète des motifs pragmatiques et utilitaires » et elle est en général « individualiste et orientée sur soi-même » (Baker 1992 : 32, c'est nous qui traduisons). Dans le cadre des attitudes linguistiques, une attitude d'orientation instrumentale est par exemple de vouloir apprendre le français pour atteindre un statut social élevé, pour gagner de l'argent, ou pour avoir un travail. Les attitudes d'orientation intégrative sont en revanche motivées par des facteurs sociaux et associatifs et elles portent plus sur l'identification et l'adhérence à un groupe que sur des facteurs individualistes et utilitaires. Une attitude de motivation intégrative peut par exemple être celle de vouloir apprendre le français pour pouvoir communiquer avec des Français ou accéder à la littérature et à la culture françaises.

Les attitudes linguistiques peuvent être plus ou moins générales : elles peuvent porter sur une langue entière, sur une prononciation ou un accent, sur l'usage d'une langue spécifique dans un domaine donné (par exemple, en Afrique francophone, l'usage des langues africaines dans l'éducation), sur le bi- ou plurilinguisme, sur son propre parler et sur le parler d'autrui. L'objet de ces attitudes est donc de nature linguistique, mais cela n'empêche pas qu'elles puissent être de nature sociale. Il n'est pas rare que les attitudes envers une langue donnée reflètent les attitudes envers le groupe dont celle-ci est la L1. Ceci est pertinent pour les études sociolinguistiques en Afrique francophone subsaharienne, où les langues sont à l'origine celles des groupes ethniques⁹.

Le but des études sur les attitudes linguistiques est entre autres de a) déterminer les attitudes, et b) identifier les facteurs qui engendrent celles-ci. Certains de ces facteurs peuvent correspondre aux paramètres socioculturels, comme la classe sociale, le lieu de résidence, le niveau d'étude, l'origine ethnique, l'origine géographique, la L1, la tranche d'âge et le sexe. Les facteurs idéologiques, familiaux, nationaux et économiques sont aussi déterminants. Il faut ensuite prendre en considération le contexte politique et historique (les conflits, les modes, les institutions, le pouvoir, l'idéologie, etc.). Ceci doit être pris en considération dans les études sur l'Afrique francophone, car ici, la situation sociolinguistique est marquée par la colonisation et la présence française, et, plus récemment, par l'urbanisation et le développement économique (nous y reviendrons, notamment dans le chapitre 3). Le maintien, par le pouvoir politique, de la situation sociolinguistique nationale diglossique, favorisant certaines langues au détriment d'autres, rend nécessaire la prise en considération du contexte

⁹ On peut affirmer que certaines langues n'appartiennent plus aux groupes ethniques, comme est le cas pour le wolof au Sénégal : cette langue est devenue, avec l'urbanisation et le flux migratoire vers les centres urbains, une langue d'identité urbaine plutôt qu'une langue d'identité ethnique. Il n'en demeure pas moins qu'à l'origine cette langue correspondait à un groupe ethnique, et qu'elle est toujours (à un certain degré) associée à celui-ci.

politique.

1.3.2 L'insécurité linguistique et la norme

La notion d'*insécurité linguistique* fut mentionnée pour la première fois par Labov dans l'étude « La stratification sociale de (r) dans les grands magasins new yorkais »¹⁰ (1966, 1976 pour la traduction française) et porte sur le rapport entre ce que le locuteur considère comme l'usage correct de la langue et la manière dont il juge son usage et sa compétence personnels. Ici, nous nous basons sur la définition faite par Calvet :

On parle de *sécurité linguistique* lorsque, pour des raisons sociales variées, les locuteurs ne se sentent pas mis en question dans leur façon de parler, lorsqu'ils considèrent *leur* norme comme *la* norme. À l'inverse, il y a *insécurité linguistique* lorsque les locuteurs considèrent leur façon de parler comme peu valorisante et ont en tête un autre modèle, plus prestigieux, mais qu'ils ne pratiquent pas (1992 : 51).

Une personne peut se trouver en sécurité linguistique dans une situation et non pas dans une autre : un père de famille, par exemple, peut se sentir en sécurité linguistique devant ses enfants et sa femme, mais en insécurité linguistique devant un homme ayant une position socioculturelle supérieure à lui, etc. Nicole Guenier *et al.* (1978, cité in Knutsen 2007 : 242-243) ont proposé une distinction entre sécurité/insécurité linguistique régionale et sécurité/insécurité linguistique générale. La première se réfère à une norme (objective) régionale et l'autre à la norme centrale. Comme en Côte d'Ivoire (Knutsen 2007), il semble au Sénégal y avoir généralement sécurité linguistique régionale, les locuteurs considérant qu'ils parlent mieux que « les autres Africains », mais insécurité linguistique générale devant la norme centrale, métropolitaine. Pour les études sociolinguistiques sur l'Afrique, une autre distinction, faite par la linguiste française Cécile Canut, est pertinente : entre sécurité/insécurité linguistique, c'est-à-dire par rapport à la norme, et sécurité/insécurité *langagière*, qui porte sur le choix des langues (et, pour certains, l'impossibilité de choisir, par manque de compétence) (cité in Knutsen 2007 : 243).

Les études sur sécurité/insécurité linguistique peuvent être faites de manière directe : l'on demande à l'enquêté de s'exprimer explicitement sur sa propre manière de parler (discours épilinguistique), et sur la manière de parler des autres. Elles peuvent également être faites de manière indirecte : il s'agit, pour l'enquêté, « d'évaluer l'intelligence, l'éducation, l'honnêteté de locuteurs s'exprimant en des langues ou des lectures différents » (Francard in Moreau 1997 : 174), et le linguiste peut ainsi « dégager quelles valeurs, positives ou négatives, sont associées aux usages mis en présence » (*ibid.*). Ici, nous nous limiterons pour

¹⁰The Social Stratification of English in New York City

des raisons pratiques à étudier la manière directe.

La notion d'insécurité linguistique est étroitement liée à celle de *norme*, qui peut être interprétée comme ce qui est *normal*, se définissant par rapport à une fréquence, comme un état habituel, ou comme une instance *normative*, valorisée, régulatrice. En sociolinguistique, il est courant de faire la distinction entre normes *objectives* et normes *subjectives* (mentionnées par la première fois par le linguiste français Alain Rey en 1972), les premières se référant à la norme descriptive, scientifique. Quant aux normes subjectives, elles renvoient aux discours métalinguistiques des locuteurs. Anne-Marie Houdebine, linguiste française, propose de classer les normes subjectives dans les catégories suivantes : normes fonctionnelles/communicationnelles (qui justifient la manière de parler par le fait de la compréhension), normes évaluatives (auto-évaluatives et évaluatives des usages environnants), normes fictives (image de la langue idéale) et normes prescriptives (qui prescrivent comment l'on *doit* parler) (Houdebine 1993 : 37). Quand il est question d'insécurité linguistique dans notre étude, nous nous intéresserons principalement aux normes subjectives évaluatives, décrivant comment le locuteur évalue sa propre manière de parler et celle des autres, et les normes subjectives prescriptives, décrivant comment le locuteur pense qu'il faut parler.

2 Sénégal – profil du pays

Dans ce chapitre nous donnons une brève présentation de la géographie physique et humaine (2.1), de l'histoire (2.2) et de la situation socio-économique actuelle du Sénégal (2.3), éléments nécessaires pour comprendre la réalité dans laquelle vivent nos informateurs.

2.1 Géographie physique et humaine

Situé à l'extrémité occidentale du continent africain, le Sénégal est en fait un carrefour régional, au niveau aussi bien économique que social. Le pays a une superficie de 196.722 km², et est bordé par la Mauritanie au nord, la mer Atlantique à l'ouest, le Mali à l'est, et la Guinée et la Guinée Bissau au sud. Enclavée dans le Sénégal se trouve la Gambie qui, le pénétrant sur plus de 300 km des deux côtés du fleuve Gambie, partage son territoire en deux. Les huit régions administratives *Saint-Louis*, *Matam*, *Louga*, *Diourbel*, *Thiès*, *Dakar*, *Fatick* et *Kaolack* se trouvent au nord de la Gambie, les deux régions *Ziguinchor* et *Kolda* au sud, et *Tambacounda*, la région la plus grande, à l'extrême sud-est du pays.



Carte 2.1 Sénégal, tiré de fr.wikipedia.org

Le Sénégal compte plus de onze millions d'habitants, dont presque la moitié a moins de 15 ans (*FN-sambandet*). La population est composée d'une vingtaine de groupes ethniques

autochtones, dont les plus importants sont les *Wolof*¹¹ (43%), qui dominent les zones urbaines au nord de la Gambie, notamment à Dakar, Saint Louis et Thiès, les *Pulaar* (24%), dominants dans la région de Kolda, les *Serer* (15%), dominants la zone côtière de Mbour au sud de Dakar jusqu'à la frontière gambienne, et les *Joola* (5,5%), qui dominent dans la région de Ziguinchor. De plus, un nombre considérable de réfugiés et de commerçants étrangers vivent au Sénégal, particulièrement à Dakar. La grande majorité (94%) de la population est de conviction musulmane, 5% se confie au christianisme, et le restant 1% est animiste. (Tous les chiffres sont tirés du site internet du Gouvernement du Sénégal, gouv.sn.)

2.2 Histoire

Nous présenterons ici un bref historique du Sénégal, en nous basant principalement sur les travaux de Ki-Zerbo (1978), Hesseling (1985), Diouf (2001) et Diop (2002).

2.2.1 La période précoloniale (avant 1850)

On considère que les premiers hommes sont arrivés au nord du territoire du Sénégal actuel environ 2000 ans avant J.-C.. Leurs sociétés se basaient sur l'élevage et l'agriculture, puis au fur et à mesure se développèrent des sociétés d'échange, des villes et des structures étatiques. Certains de ces États sont devenus puissants. *Ghana*¹² fut le premier des grands empires ouest-africains, ayant son apogée entre le VIII^e et le X^e siècle. Il était situé à cheval sur les États actuels du Sénégal et de la Maurétanie. Les empires du *Mali* (XIII^e-XV^e siècles) et du *Gao* (XIV-fin XVI siècle) lui succédèrent, tous deux couvrant une grande partie de l'Afrique de l'Ouest, dont le Sénégal actuel. La grandeur de ces empires était due au commerce transsaharien d'or, d'ivoire, de sel, de cuir et d'esclaves. Avec ce commerce vint aussi la religion musulmane.

Le premier véritable État connu dans le territoire du Sénégal actuel fut le *Fouta Toro* (aussi connu sous le nom de *Tekrur*). Il était contemporain de l'empire du Ghana, duquel il fut tributaire. Le Fouta Toro se situait dans la vallée du fleuve Sénégal et était dominé par des Toucouleur musulmans. Mais c'était le deuxième grand État sénégalais qui fut le plus important. Dominé par des Wolof animistes, le *Jolof* émergea dans le territoire des régions actuelles de Kaolack et de Louga au début du XII^e siècle. Durant les deux siècles suivants, il prit le contrôle d'une grande partie de la zone au nord de la Gambie dans le Sénégal actuel.

¹¹ Les ethnonymes africains sont le plus souvent invariables en français.

¹² L'état médiéval de Ghana ne doit pas être confondu avec le Ghana actuel qui, étant la première colonie africaine britannique devenue indépendante, prit ce nom pour faire référence au passé glorieux de l'Afrique.

Dans cette zone se répandirent la structure sociale wolof, fortement hiérarchisée (politiquement et socialement), aussi bien que leur culture, dominée par le commerce et l'agriculture.

2.2.1 La période coloniale (1850-1960)

Les premiers Européens, des marchands portugais, sont arrivés en terre sénégalaise au milieu du XV^e siècle, et les premiers Français arrivèrent au milieu du XVII^e siècle. Ce ne fut qu'en 1854, avec l'instauration du capitaine Louis Faidherbe comme gouverneur du Sénégal, que commença la véritable colonisation française en Afrique de l'Ouest. Après une période de conquête finissant vers 1880, une administration coloniale fut mise en place et, en 1892, l'unité du Sénégal fut reconnue. L'Afrique Occidentale Française (AOF) naquit en 1895, et fut définitivement organisée en 1904, rassemblant sept colonies de l'Afrique de l'Ouest, avec Dakar pour capitale. Hébergeant Dakar, mais aussi les Quatre communes¹³, le Sénégal eut pendant toute la période coloniale une position assez particulière, fournissant une grande partie de l'élite africaine francophone.

Une idée sous-tendant la colonisation française était celle d'une différence profonde entre les peuples civilisés et non-civilisés. Il s'ensuivit que les civilisés avaient le droit, voire l'obligation, de diffuser la civilisation dans les parties non-civilisées du monde. Quoique les objectifs de la colonisation furent divers, sa justification se trouvait en grande partie dans cette *mission civilisatrice*. Pour les colonisateurs, civiliser voulait dire assimiler les peuples colonisés à la culture et à la langue française, et la politique coloniale française fut basée justement sur ce principe-là. De par son éloignement de la réalité coloniale, la politique d'assimilation ne resta qu'une utopie, et fut pratiquée seulement dans les Quatre Communes (Ki-Zerbo 1978 : 435). Cependant, l'idée de l'infériorité de l'Africain perdurait toujours chez les colonisateurs et dans les établissements français, et justifiait leur présence.

La période de l'entre-deux-guerres fut « l'âge d'or des étrangers » (*op.cit.* : 427) : les structures politiques étaient déjà établies, et la France pouvait enfin profiter économiquement des colonies, grâce au travail forcé et aux conventions fiscales qui imposèrent aux indigènes différentes obligations, entre autres celle de payer leurs impôts en francs. En même temps, cependant, des noirs scolarisés, tels que Blaise Diagne, commencèrent à prendre conscience de l'incohérence de la politique coloniale française et créèrent des partis politiques et des

¹³ Dakar, Rufisque, Gorée et Saint Louis eurent leur statut de communes de plein exercice entre 1871 et 1887 et depuis 1916, tous leurs habitants profitaient, en théorie, des mêmes droits que les habitants des communes de la Métropole. Ce statut resta jusqu'en 1946, dès lors, le Sénégal a constitué une seule unité administrative.

associations de noirs intellectuels, revendiquant l'égalité entre noirs et blancs.

En 1946, deux Sénégalais, le futur président Léopold Sédar Senghor et Lamine Gueye, participèrent à l'Assemblée constituante de la IV^e République. Celle-ci mit fin à l'Empire colonial français, le remplaçant par l'Union française, cette dernière donnant aux Africains le statut de citoyens (et non de sujets français), dotés de plus de droits démocratiques. Le travail forcé fut également interdit. Malgré de bonnes intentions, l'Union française fut vite une déception, et donna ainsi lieu au développement des associations et partis politiques africains indépendantistes, tels que le Rassemblement Démocratique Africain (RDA), créé en 1946.

En 1956 fut votée la Loi Cadre de Gaston Defferre, qui donna aux colonies une plus grande autonomie politique, notamment en ce qui concernait le budget. Ainsi, les colonies devinrent vite une charge financière pour la France, et de plus en plus, l'opinion politique en France voulait un abandon des colonies. En 1958 fut votée la constitution de la V^e République française, changeant à nouveau leur statut. Des référendums dans chaque territoire déterminèrent si les colonies seraient des États indépendants ou des États membres de la Communauté, fédération remplaçant l'Union française. Comme toutes les colonies françaises sauf la Guinée, le Sénégal opta pour ce dernier alternatif. Les États membres de la Communauté bénéficiaient d'une totale autonomie politique interne, ayant donc leurs propres constitutions, mais restaient toujours économiquement dépendants de la Métropole. La Communauté fut de courte durée, et correspond à une période de transition vers l'indépendance totale des colonies. Celle-ci fut obtenue par toutes les colonies françaises en Afrique subsaharienne en 1960 (à l'exception de la Guinée, indépendante en 1958, suite au vote « non » à la Communauté). Le Sénégal et le Mali actuels furent unis pour une courte période, du début de 1959 jusqu'en juillet 1960. L'indépendance de la République sénégalaise fut proclamée le 20 août 1960.

2.2.3 La période postcoloniale (1960-)

Le 5 septembre 1960, Léopold Sédar Senghor est élu le premier président du Sénégal indépendant. Sa politique sera en grande partie la continuité de celle des Français, notamment en ce qui concerne le système scolaire et la place de la langue française dans la vie officielle (Diouf 2001 : 206), mais elle sera aussi teintée par le panafricanisme et l'enracinement dans la culture traditionnelle africaine, ce qui fut aussi le fondement de la négritude¹⁴. Après une crise

¹⁴ Courant littéraire et politique mettant les valeurs spirituelles et culturelles des noirs en avant. Il fut fondé par trois étudiants noirs à Paris, Aimée Césaire (Martiniquais), Léopold Sédar Senghor (Sénégalais) et Léon Damas (Guyanais), tous trois devenus poètes et hommes politiques dans leurs pays.

politique, la constitution fut révisée en 1963, interdisant tout autre parti politique que celui du président, le Parti Socialiste Sénégalais (PSS). Bien que les droits politiques fussent restreints, le régime de Senghor fut assez ouvert ; il autorisa la liberté de la presse et prêta attention à l'opinion internationale.

Les années 1970 furent, comme dans d'autres pays subsahariens de l'Afrique de l'Ouest, marquées par des problèmes économiques de plus en plus graves, dont les causes furent naturelles (sécheresse, mauvaises récoltes d'arachides) et politiques, internationales (crise pétrolière) et nationales (corruption, clientélisme) (Diouf 2001 : 209). La mauvaise gestion politique de la situation conduisit à une intervention du Fonds Monétaire Internationale (FMI) et de la Banque Mondiale (BM), et à une soumission de l'économie sénégalaise aux programmes de restructuration, comme dans d'autres pays de la sous-région (*ibid.*). Suite aux problèmes économiques sont venus des problèmes sociaux. En 1974, après de graves agitations estudiantines, la fondation du Parti Démocratique Sénégalais (PDS) eut légalement lieu, et deux ans après, en 1976, une révision constitutionnelle autorisa l'existence de trois différents partis politiques.

Le 31 décembre 1979, Senghor renonça de son propre gré au pouvoir, laissant le siège présidentiel à son dauphin, le Premier ministre Abdou Diouf. Ce fut la première fois en Afrique qu'un président renonçait volontairement à son pouvoir, et le manœuvre reçut une grande attention sur la scène internationale. Diouf profita pendant les premières années de sa présidence d'une image internationale redorée. Il mit l'accent sur la démocratisation et la technocratisation, l'administration fut décentralisée, et l'économie connut une grande libéralisation, attirant les capitaux étrangers. Mais certains problèmes troublaient la paix sociale. En Casamance, une crise commença en 1983 et dura jusqu'en 2004, quand un accord de paix fut signé (la région est cependant toujours troublée). En 1994, la BM décida de dévaluer le franc CFA de 50% dans toute l'Afrique francophone et par la suite, des émeutes, notamment dans le milieu estudiantin, eurent lieu. Les dernières années sous Diouf se déroulèrent dans un climat de mécontentement général. Il jouit cependant d'une reconnaissance internationale grâce à sa dignité face à la défaite électorale en 2000.

En 2000, après quatre tentatives infructueuses pour être élu (1978, 1983, 1988, 1993), Abdoulaye Wade gagne en effet les élections présidentielles au Sénégal avec 58,5% des votes au second tour. Ainsi prirent fin 40 ans d'hégémonie du PSS, et une coalition de plusieurs partis de l'opposition réussit, avec le slogan *sopi* ('changement' en wolof), à gagner la confiance du peuple. Le premier véritable changement fait par cette coalition fut la mise en place en 2001 d'une nouvelle constitution, réduisant le mandat présidentiel de sept à cinq ans.

Ensuite, une politique de grands travaux fut menée. Le président a cependant été beaucoup critiqué, accusé de ne pas avoir aidé à résoudre d'importants problèmes comme par exemple la pauvreté et le manque de moyens éducatifs. De nombreuses critiques ont également été dirigées vers Wade pour avoir énormément utilisé les clientélismes religieux et sociaux. Mais malgré un mécontentement général, Wade a été réélu en 2008.

2.3 Le Sénégal actuel : situation socio-économique

L'économie sénégalaise est caractérisée par un secteur tertiaire dominant (62%), et des secteurs agricole et industriel (respectivement 17% et 21,2%) en continuelle régression (*FN-sambandet*). La culture arachidière, noyau de l'économie sénégalaise depuis la période coloniale, ne semble pas pouvoir sortir de la crise économique des années 1980-1990, et, bien qu'étant le deuxième produit agricole du pays (après les céréales) et l'un des principaux articles d'exportation (site internet du Gouvernement du Sénégal, gouv.sn), l'arachide n'apporte plus que très peu de revenus. La pêche, se trouvant elle aussi parmi les secteurs traditionnellement importants, souffre des conjonctures économiques défavorables aussi bien que des problèmes liés à l'environnement et de la surexploitation des chalutiers étrangers. Enfin, l'économie internationale n'est pas moins déterminante pour le secteur tertiaire, où le tourisme constitue le domaine le plus important. De fait, selon Dahou et Foucher (2004 : 8), les transferts des émigrés est le seul secteur important qui n'est pas directement influencé par les conjonctures économiques internationales, et qui atteignent peut-être « entre 300 et 500 millions d'euros par an, soit entre 5% et 10% du BIP » (*ibid*).

La pauvreté est au Sénégal un problème important ; le taux en est estimé à 17%, défini comme la part de la population qui, selon l'indice de parité du pouvoir d'achat, vit avec moins d'un dollar par jour. Selon les autorités sénégalaises, le taux de la population qui est considéré comme pauvre est de 33,4% (les chiffres sont tous de *FN-sambandet*). Lié à ce premier problème est le chômage : comme d'autres pays de l'Afrique subsaharienne, le Sénégal connaît un taux de chômage élevé, qui est cependant difficile évaluer, le secteur informel étant très développé..

Au cours des dernières décennies, la société sénégalaise a subi une forte urbanisation. Aujourd'hui, 41% de la population vit dans des zones urbaines, et un quart de la population habite dans la région de Dakar, qui est définitivement la plus grande et la plus dense de celles-ci (site internet du Gouvernement du Sénégal, gouv.sn). L'urbanisation est le résultat des migrations internes, causées entre autres par la crise quasi-continue du secteur primaire.

Cependant, elle entraîne en elle-même aussi des problèmes (l'environnement, l'infrastructure sociale et hygiénique...). Or, la migration n'est pas un phénomène qui se limite à la nation ; les ruraux migrent vers la ville, mais nous observons aussi une vague migratoire vers l'Occident.

*

Nous avons, dans ce chapitre, décrit brièvement l'entourage physique, historique et socio-économique du pays où vivent nos informateurs : c'est dans ce contexte qu'il faut voir les résultats de notre analyse, présentés plus loin. Dans le chapitre suivant, nous donnerons un aperçu à la situation sociolinguistique sénégalaise, étant plus étroitement lié à notre sujet d'étude.

3 Situation sociolinguistique

Environ 25 langues africaines coexistent au Sénégal¹⁵, toutes faisant partie de la famille des langues nigéro-congolaises : 90% de la branche atlantique nord et 10% de la branche mandé. À la première branche appartiennent le wolof, le serer cangin, le pulaar, le joola, le manjaaku, le balant et d'autres. Ce sont des langues caractérisées entre autres par un système de classes nominales étendu, et par le fait qu'elles ne sont pas tonales, contrairement à la plupart des langues nigéro-congolaises. Quant à la deuxième branche, les langues les plus importantes sont le manding et le saraxhole, qui sont, elles, des langues tonales et sont sans classes nominales. Un troisième groupe de langues au Sénégal est celui des langues étrangères, dont le français est évidemment la plus importante, étant la seule langue officielle du pays. Mentionnons aussi l'arabe, qui est important dans le domaine religieux, et l'anglais, qui devient le plus en plus populaire, notamment dans les zones urbaines (McLaughlin 2008 : 97).

Les langues coexistantes au Sénégal assument, comme nous l'avons déjà mentionné, différents rôles plus ou moins complémentaires. Alors que le français est la langue officielle, le wolof est la langue véhiculaire nationale *de facto*. D'autres langues ont aussi un rôle véhiculaire, mais au niveau régional, comme le manding en Casamance et le pulaar dans la région de Kolda. D'autres langues encore sont des langues vernaculaires au niveau local.

Ce chapitre complétera le contexte de nos données et permettra de situer nos informateurs dans l'environnement sociolinguistique, ce qui est nécessaire pour une bonne compréhension de leur réalité. Nous regarderons dans ce chapitre brièvement comment la coexistence des langues au Sénégal s'est développée au cours des temps (3.1), avant d'en venir à une présentation de la situation sociolinguistique actuelle (3.2).

3.1 La coexistence des langues au Sénégal

Dans ce sous-chapitre, nous donnerons une approche historique à la coexistence des langues au Sénégal, et nous nous basons essentiellement sur les œuvres de Dumont (1983), Daff (1995), Gellar (2003) et Cissé (2005).

3.1.1 L'introduction du français et la coexistence des langues pendant la période coloniale

La langue française fut introduite dans les zones côtières du Sénégal actuel dans le XVII^e

¹⁵ Le nombre exact est difficile à déterminer, du fait des limites floues entre langues, dialectes et variétés. Ici, nous nous basons sur les classifications utilisées dans McLaughlin (2008) et dans Greenberg et de Sapir (présentée dans Dreyfus et Juillard 2004b).

siècle, avec l'arrivée des Français : des hommes de commerce, des explorateurs et des soldats de l'armée coloniale qui avaient tous besoin de communiquer avec la population sur place. Au cours du XIX^e siècle apparurent des institutions telles que l'administration coloniale et des établissements scolaires, promouvant davantage la diffusion de la langue française, qui resta néanmoins une langue parlée seulement par une petite minorité de la population : une élite composée des blancs, des métis et des quelque rares Africains intermédiaires ou ayant des postes secondaires dans l'administration. La première école française au Sénégal, l'École Mutuelle de garçons de Saint-Louis, fut établie le 7 mars 1817 par l'instituteur Jean Dard. Au départ, l'enseignement y était bilingue français-wolof. Ceci ne plut cependant pas à l'administration, qui peu après interdit les langues locales dans l'enseignement dans les colonies¹⁶ ; les langues locales n'étaient pas considérées comme aptes à véhiculer une société moderne, et l'apprentissage de la langue française fut, au moins en théorie, une partie importante de la politique d'assimilation. Dard, quant à lui, fut renvoyé de son poste, et depuis, l'institution scolaire au Sénégal reste le lieu de transmission par excellence de la langue française. Le taux de scolarisation parmi la population locale était cependant faible pendant toute la période coloniale.

L'École Coloniale de France d'Outre-mer (ENFOM) à Paris, lieu où fut éduquée la plupart des colons français dans la période de 1889 à 1934, ne proposait pas de cours en langues africaines, et les Français se situant dans des colonies – qu'ils fussent des administrateurs, des explorateurs, des soldats ou des professeurs – étaient (pour la plupart) totalement dépendants des interprètes locaux pour communiquer avec la population locale. Les postes secondaires dans l'administration coloniale tel que chef de canton dans des zones rurales furent ainsi occupées par des Africains maîtrisant le français. D'autres métiers, comme par exemple interprète, écrivain des lettres publiques ou instituteur à l'école primaire, exigeaient également une connaissance de la langue française, la seule langue utilisée à l'écrit. En résumé, maîtriser le français fut pour l'Africain le moyen capital de se faire une place parmi l'élite sociale, et à la langue française fut (et est encore) associée le prestige et la modernité.

Dans les années 1930-50, certains intellectuels noirs, dont l'historien Cheikh Anta Diop, réclamèrent la revalorisation des langues locales, en demandant pour celles-ci une codification et une place dans l'éducation et dans la vie officielle du pays. Ceci fit partie d'une idéologie indépendantiste, où l'indépendance linguistique joua un rôle, mais fut aussi

¹⁶ Ce ne fut cependant qu'en 1928 que fut promulgué un arrêté spécifiant que le français était la seule langue utilisée dans les écoles (y compris dans le cour de récréation) (le rapport général de la Société des Nations 1928, cité in Cissé 2001 : 109).

dérivé des problèmes pratiques évidents. Diop le résume ainsi :

Il en est tout autrement quand celle-ci [la réalité] est exprimée dans une langue européenne. Dès ce moment, tout se passe comme si elle se couvrait d'une membrane étanche qui la sépare de l'esprit et ce dernier ne s'attache plus qu'à des formules, des énoncés, pris pour des recettes magiques et qui constituent en eux-mêmes le savoir (Diop 1990 (1948) : 36).

3.1.2 *La situation sociolinguistique du Sénégal indépendant*

Au moment de l'indépendance en 1960, le Sénégal garda le français comme seule langue officielle ; aucune des langues endogènes parlées dans le pays n'avaient une codification assez développée pour remplir une telle fonction, et le français fut ainsi un choix logique. Il y avait néanmoins d'autres raisons, idéologiques aussi bien qu'instrumentales, derrière ce choix : n'appartenant à aucun groupe ethnique, le français pouvait empêcher des conflits ethniques et fonctionner comme unificateur national (l'idéologie de l'État-nation). La langue française facilitait aussi la coopération politique, économique et culturelle avec la France et les autres anciennes colonies françaises. Mais il faut admettre un motif moins louable aussi : l'élite politique sénégalaise avait été formée en français, et la faible connaissance de cette langue parmi la population en général leur permettait de préserver leurs privilèges.

Le président Léopold Sédar Senghor, poète et agrégé en grammaire française, était personnellement engagé dans la question des langues. Pour lui, l'idéal était un bilinguisme harmonieux franco-sénégalais, où le français, étant « logique », « claire » et « apte à exprimer les relations internationales » (Senghor 1977 : 520), occuperait la fonction de langue officielle, de communication internationale et d'éducation. Le rôle des langues locales fut moins clairement défini, mais il est certain que le président souhaitait une promotion de celles-ci, et qu'il y voyait une valeur : « Le génie des langues africaines [...] c'est celui de la vie, du concret, de l'image » (Senghor 1983 : 9).

Dans les années 1960 fut menée une campagne de scolarisation (en français) et d'alphabétisation (en français et en langues africaines) parmi la population sénégalaise, raison pour laquelle on établit, en 1963, le Centre de Linguistique Appliquée de Dakar (CLAD), chargé d'améliorer la pédagogie du français dans les écoles sénégalaises. Leur méthode *Pour Parler Français* (PPF) se basa sur l'apprentissage du français en tant que langue étrangère, et non langue première, comme cela avait été le cas pendant la période coloniale (Daff 1995 : 143). Le CLAD mena aussi un travail important de codification des langues locales et, en 1971, six de ces langues codifiées (le wolof, le serer, le pulaar, le joola, le manding et le saraxhole) furent, par le décret n°71-566 du 21 mai, reconnues comme langues nationales. Ce statut ne fut cependant pas clairement défini, et les domaines d'utilisation pour ces langues ne

différait guère de celui des autres langues locales, malgré la pression exercée par des nationalistes linguistiques, notamment dans les années 1970. Parmi ceux-ci figurait des personnalités comme le cinéaste et auteur Ousmane Sembène et le linguiste Pathe Diagne, créateurs et éditeurs de la revue mensuelle *Kaddu*, écrit entièrement en wolof. Ils n'arrivèrent malheureusement pas à toucher les grandes masses.

En 1977, deux systèmes différents pour introduire les langues nationales dans l'enseignement primaire furent mis en place, mais ils furent abandonnés au bout de quelques années. Les langues nationales furent aussi introduites comme matière d'enseignement à la faculté de lettres à l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar, et y sont toujours enseignées. Enfin, on vit pendant cette période une croissance du secteur informel, où les langues nationales furent utilisées notamment dans l'alphabétisation fonctionnelle.

La ligne politique linguistique d'Abdou Diouf (donc à partir de 1980) rompit avec celle de Senghor, étant plus pratique qu'idéologique et plus favorable à l'égard des langues nationales. À la demande du nouveau président, une Convention des États Généraux de l'Enseignement et de la Formation (EGEF) se réunit en 1981, composée de « toutes les personnes et organisations intéressées par le processus éducatif » (Daff 1995 : 145), et avec le but de revoir tout le système éducatif. Une Commission Nationale de Réforme de l'Éducation et de la Formation (CNREF) fut ensuite créée pour mettre en place un nouveau système scolaire, démocratique et populaire, adapté aux besoins actuels du pays (*ibid.*). La CNREF décida d'abandonner la méthode PPF, et de mettre plus de poids sur les langues nationales dans l'éducation. Ce dernier point ne fut cependant jamais appliqué dû à un manque de moyens (ce qui doit d'ailleurs être mis en relation avec les programmes de restructuration de la BM et du FMI des années 1980). À partir de 1988, on vit une série de crises du système éducatif : un déficit pécuniaire et une croissance considérable de la masse estudiantine aboutirent à des grèves, souvent violentes, et des « années blanches »¹⁷.

Depuis 2000, la langue wolof semble avoir joué un plus grand rôle qu'avant dans le domaine public, et nous estimons que la politique menée par le président Abdoulaye Wade a contribué à ce développement. Pendant sa campagne électorale de l'an 2000, il donna des discours politiques bilingues wolof-français, introduisant ainsi la langue véhiculaire nationale dans l'espace politique, traditionnellement réservé au français. Selon Gellar (2003 : 16), l'emploi du wolof dans les médias a augmenté depuis l'arrivée au pouvoir d'Abdoulaye Wade, notamment dans les chaînes de télévision et les radios privées. Quant au statut officiel

¹⁷ Une année blanche est définie dans Corréard (2006 : 36) comme une « année scolaire ou universitaire qui ne peut être ni validée ni sanctionnée par des examens, en raison des grèves prolongées des élèves, des étudiants ou des enseignants ».

de ces langues, la constitution de 2001 garde la formulation de 1976 : « La langue officielle de la République du Sénégal est le Français. Les langues nationales sont le Diola, le Malinké, le Pular, le Serer, le Soninké, le Wolof », mais elle ajoute : « et toute autre langue nationale qui sera codifiée » (La Constitution de la République du Sénégal : titre premier, article premier).

En 2002 démarra un projet pilote dans l'enseignement primaire, financé en partie par la BM, qui introduisait les langues nationales comme moyen d'enseignement pendant les six premières années du cursus scolaire. Ce projet est toujours en vigueur, quoique confronté à des problèmes économiques et organisationnels¹⁸. En 2004, sur l'initiative du président, fut créée une *Académie des langues nationales*, rassemblant toute personne spécialisée en langues nationales sénégalaises et travaillant pour la promulgation de celles-ci, leur intégration dans le système éducatif, leur développement en tant que langues écrites, etc. Malheureusement, cette Académie n'a pas pu évoluer, faute de moyens. Bien qu'ayant fait des efforts pour les langues nationales, Wade, ainsi que ses prédécesseurs, est critiqué de ne pas avoir suivi et entretenu les projets qu'il a lancés.

3.2 La situation sociolinguistique actuelle

La situation sociolinguistique sénégalaise actuelle est déterminée par les relations diglossiques entre le français et le wolof, entre le wolof et les autres langues nationales, et également entre les langues véhiculaires régionales et les langues locales, soit une situation de diglossie enchâssée à trois échelles. Nous allons, dans ce chapitre, d'abord essayer de déterminer plus précisément ce qu'il en est de la diglossie (3.2.1), et par la suite, nous examinerons le phénomène de la wolofisation (3.2.2).

3.2.1 La diglossie actuelle

Selon *l'Atlas de la langue française* (1993, cité in Skattum 2006 : 214), le taux de locuteurs français au Sénégal en 1993 était, si l'on compte les locuteurs réels et potentiels¹⁹, de 24% seulement. Bien que datant d'il y a quinze ans, il n'est pas probable que ce taux ait beaucoup

¹⁸ Communication personnelle de Mme Bathily, directrice du projet pilote dans l'enseignement primaire, le 24 janvier 2008 à Dakar.

¹⁹ Les locuteurs potentiels sont définis comme ayant « suivi un cursus scolaire d'au moins deux ans en français et qui éventuellement peuvent perdre leurs acquis », alors que les locuteurs réels ont « suivi un cursus scolaire d'au moins six ans en français » (Skattum 2006 : 213). Skattum (*ibid.*) conclut cependant que ces chiffres sont « plutôt optimistes que pessimistes », entre autres parce que le matériel didactique peut être insuffisant, et parce que le phénomène de déscolarisation touche probablement même ceux qui ont complété entre deux et six ans d'école. Il peut cependant aussi y avoir une « acquisition informelle du français » qui n'est pas prise en compte dans le développement de ces chiffres, mais qui a probablement lieu dans les zones urbaines comme Dakar.

changé, si nous prenons en compte la croissance démographique et le taux de scolarisation. Le taux actuel de locuteurs wolof est estimé à approximativement 90% (McLaughlin 2008 : 92). Le français, en plus d'être privilégié par la constitution en tant que langue officielle et langue d'enseignement, domine les médias écrits, l'administration locale et la justice (Daff cité in Chaudenson et Rokotomalala 2004 : 235). La situation est proche de celle d'une diglossie sans bilinguisme où « un groupe ne parle que la forme haute tandis que l'autre ne parle que la forme basse » (Calvet 1993 : 44). Certes, cette définition ne convient pas parfaitement au cas sénégalais, car quasiment tout Sénégalais sachant parler français maîtrise aussi une ou plusieurs langues locales. Quant aux relations entre le wolof et les autres langues nationales nous y reviendrons dans le chapitre portant sur la wolofisation ci-dessous.

Maîtriser le français a traditionnellement facilité l'obtention d'un poste de travail dans la fonction publique. Bien que toujours associé à la modernité et à la réussite, aujourd'hui, connaître le français ne garantit plus un travail. Le taux de chômage ne cesse d'augmenter, aussi parmi ceux qui sont scolarisés en français, et même parmi les universitaires (Masuy 1994 : 58). Le français perd ainsi de son prestige et sur le long terme peut-être aussi de ses fonctions officielles. Néanmoins, il donne toujours accès aux domaines tels que la vie officielle et au travail dans le secteur public, fermés pour celui qui ne le maîtrise pas :

Dans un État où l'information politique, sociale, économique et politique [sic] a pour support principal, sinon exclusif, le français classique, sont exclus de la vie publique les citoyens qui ne comprennent pas cette langue, et y participent seuls pleinement ceux qui en ont une connaissance suffisante (Manessy 1994 : 36).

Ainsi, le français, censé par sa neutralité être une langue d'unification nationale et de pacification, renforce la division entre pauvre et riche, entre espace public et espace privé, et entre ville et campagne (Lexander 2004 : 31).

Les langues nationales servent, comme nous l'avons vu, dans l'alphabétisation fonctionnelle, et depuis 2002 dans quelques écoles publiques pilotes. Ces écoles ont obtenu de très bons résultats, en français comme dans d'autres matières : elles surpassent largement les écoles publiques monolingues en français²⁰. Toutefois, les langues nationales sont souvent conçues comme des « langues de famille », véhiculant la tradition et appartenant à celle-ci ; contrairement à la langue française et à l'écriture en tant que telle, elles ne font pas partie de la sphère formelle. Les attitudes envers les langues nationales (en qualité de langues écrites) sont souvent négatives, et représentent ainsi un problème important dans la promotion de celles-ci, notamment dans le système scolaire : il n'est pas rare que les parents refusent d'envoyer leurs enfants à l'école si la langue d'enseignement n'est pas le français, mais une

²⁰ Communication personnelle de Mme Bathily le 24 janvier 2008 à Dakar.

langue nationale. Remarquons enfin que malgré le statut de « langue nationale » (qui leur a été attribué par la Constitution selon le critère de la codification), aucun rôle spécifique n'a encore été défini par ces langues. Cela est encore plus clair dans la Constitution de 2001 que dans celle de 1976 (voir ci-dessus 3.1.2).

3.2.2 *La wolofisation*

Nous avons déjà mentionné que le wolof fonctionne comme *la* langue véhiculaire nationale au Sénégal. Maîtrisée par environ 90% de la population (McLaughlin 2008 : 92), elle domine largement la sphère non formelle de la société sénégalaise ; elle est utilisée pour la communication interethnique en général et elle est la langue des marchés et des commerçants. Elle domine aussi à la radio et dans les médias écrits en langues nationales ainsi que dans la vie politique locale et régionale, et son influence ne cesse de croître. Le wolof est à la fois langue vernaculaire et langue véhiculaire : pour environ 40% de la population sénégalaise, il est la langue première, vernaculaire (*op.cit.* : 90). 50% de la population la connaît en tant que langue véhiculaire. C'est dans les zones urbaines que le wolof se manifeste le plus en tant que langue véhiculaire : ici se rencontrent différentes ethnies et différentes langues, et le besoin d'une langue de communication interethnique est alors évident. À Dakar, l'expansion du wolof est d'une ampleur considérable : il semble devenir langue première pour un nombre croissant de locuteurs d'origine non wolof et dont les parents parlent une autre langue comme L1 (Calvet 1994 : 180) , ce qui est confirmé par un de nos informateurs :

WM7 Les Sénégalais, des gens par exemple qui viennent du Fouta, c'est des Toucouleurs, les gens qui viennent du Saloum, c'est des serer etc.. Mais dès qu'ils ont par exemple leurs parents ou leurs grands-parents qui sont venus de ces régions-là, et dès qu'ils résident à Dakar des années durant, ils vont se transformer, et ils vont laisser leurs langues premières pour parler le wolof. Et moi je suis de ce truc-là. Mon grand-père est né à Kaolack, à Saloum, et il est Serer, mais mon père ne parle pas cette langue-là, parce qu'il est né à Dakar. C'est parce que durant son séjour à Dakar, mon grand-père a perdu sa langue, parce qu'il était marié à une Wolof, je veux dire. Donc, ce qui fait que moi, je parle pas la langue serer. Parce que mes deux parents aussi ne parlent pas cette langue. Donc moi, je suis Wolof.

Ainsi, la wolofisation linguistique déclenche à son tour une wolofisation ethnique : des personnes ne parlant aucune autre langue que le wolof ne s'identifient plus forcément à leur groupe ethnique originel, mais plutôt à la culture (urbaine) wolofophone, et se déclarent ainsi wolof. Nous comprenons donc pourquoi le wolof, en plus d'être associé à la vie moderne et à

l'urbanité, représente pour certains un déracinement culturel auquel il faut résister. Les Pulaar, les Toucouleur et les Joola, se sentant négligés politiquement par l'État sénégalais (dominé largement par l'ethnie et la langue wolof), sont parmi ceux qui manifestent contre la wolofisation et prétendent à un nationalisme linguistique. S'opposant dans un premier lieu à l'expansion de la langue wolof, la résistance contre la wolofisation se traduit aussi par un rejet de la culture urbaine, de l'État sénégalais et de l'ethnie wolof en tant que telle.

Pour expliquer la wolofisation il faut chercher dans l'histoire aussi bien que dans les structures socio-économiques contemporaines de la société sénégalaise. D'une part, nous avons déjà mentionné que les Wolof furent les premiers sur le territoire du Sénégal actuel, à être en contact avec les Européens, et leur langue est ainsi vite devenue une *lingua franca* dans les zones côtières et urbaines. L'urbanisation a ainsi aidé à la propagation de cette langue. De l'autre part, la non promotion du wolof d'un point de vue politique peut en fait avoir aidé à sa diffusion, en limitant la possibilité de s'y opposer de manière explicite (McLaughlin 2008 : 94).

4 Cadre méthodologique

Dans ce chapitre sera présentée et évaluée la méthode dont nous nous sommes servie. Celle-ci est composée d'éléments du qualitatif aussi bien que du quantitatif, raison pour laquelle nous commencerons par comparer et discuter ces deux approches méthodologiques (4.1). Nous présenterons par la suite les différents outils méthodologiques utilisés (4.2) et la constitution de notre échantillon (4.3). La dernière partie du chapitre sera consacrée à une discussion sur la fiabilité des données (4.4).

4.1 Approche quantitative ou qualitative ?

La méthode quantitative, qui utilise très fréquemment le questionnaire, a une perspective descriptive et généralisante. Elle convient pour mesurer l'étendue, le nombre et ce qui est « classifiable », et se prête ainsi à une interprétation statistique. La méthode qualitative vise, par contre, à comprendre des nuances, des subtilités, des mécanismes, des rapports et des structures souvent complexes. Parmi les outils de cette dernière, l'entretien et l'observation dominent. La méthode qualitative cherche à analyser en profondeur son objet d'étude, souvent des personnes, pas forcément représentatives, alors que la méthode quantitative cherche à trouver des tendances générales, applicables à un plus grand groupe que celui qui est étudié. Si, tout en focalisant sur un objet d'étude restreint (comme nous le faisons dans cette étude), on parvient à en situer les résultats dans un contexte plus global, grâce à la méthode quantitative, cela ne peut être qu'un plus. Une combinaison des deux approches méthodologiques qualitative et quantitative peut donc approfondir ce qui est général, ou donner à ce qui est spécifique un contexte plus large, ce qui n'est d'ailleurs pas rare dans les études sociologiques et sociolinguistiques modernes (Thagaard 2003 : 17, Blanchet 1992 : 42-50).

Les méthodes quantitative et qualitative résultent de deux conceptions différentes de la recherche, et ont chacune leurs défauts. Alors que la méthode quantitative est souvent regardée comme donnant des résultats trop peu nuancés, la méthode qualitative a été critiquée pour son manque de fondement théorique et pour sa subjectivité. Une combinaison des deux approches n'est cependant pas rare, et c'est ce que nous ferons aussi dans cette étude. Elle a une perspective restreinte et une problématique de départ analytique, et nous nous basons donc principalement sur la méthode qualitative. Nous nous servons cependant aussi du questionnaire, outil quantitatif, qui peut nous indiquer quelques tendances nous permettant de

comparer les informations tirées des entretiens et des observations.

4.2 Les instruments de l'enquête

Pendant l'enquête de terrain effectuée pour la présente étude, nous nous sommes servie de différents instruments d'enquête, car « toute méthode est limitée par ses défauts propres, mais une combinaison des méthodes dont les sources d'erreurs sont complémentaires nous permet de faire des déductions solides »²¹ (Labov 1994 : 86, cité dans Gadet 2000 non paginé, c'est nous qui traduisons). Nos instruments d'enquête sont les suivants : l'entretien semi-directif, l'observation participative et le questionnaire.

4.2.1 L'entretien semi-directif

Dans son article « L'entretien et ses techniques » (dans Calvet et Dumont 1999 : 62), Jacques Bres met en évidence que tout entretien consiste en des interactions verbales, et que son objectif principal ne peut être que la parole, co-produite entre enquêteur et enquêté. Comparé aux entretiens directifs et libres, l'entretien semi-directif s'appuie davantage sur l'interactionnisme. Son but est toutefois non pas de parler, mais de *faire parler*, et il ne faut donc pas le confondre avec la conversation.

L'entretien semi-directif constitue notre principal instrument d'enquête. Nous avons effectué 17 entretiens auprès des étudiants, ceux-ci constituant notre principal matériel d'analyse, ainsi que 6 entretiens auprès des personnes ressources (des hommes politiques, des personnes travaillant dans l'administration des écoles pilotes bilingues et des chercheurs). Les entretiens principaux avec les étudiants ont tous été effectués au campus de l'UCAD, et ils ont été enregistrés. Quant aux entretiens avec des personnes ressources, effectués dans leurs bureaux, nous avons pris des notes. L'enregistreur en tant que « tiers absent » (Calvet et Dumont 1999 : 74) ne nous a pas posé de problèmes, en dehors d'un possible renforcement de la formalité de la situation, sur lequel nous reviendrons ci-dessous (*infra* 4.4).

Les entretiens avec les étudiants ont été réalisés avec l'aide d'un guide d'entretien se basant sur les expériences tirées de quelques entretiens pilotes effectués au début de janvier 2008 (voir le guide final en annexe, n°1). Ce guide comprend des questions sur le choix et l'usage des langues, l'évaluation de la compétence dans des langues différentes, les attitudes linguistiques à un niveau plus général et des rôles que jouent ou pourraient jouer (selon

²¹ Any one method is limited by its characteristic errors, but a combination of methods with complementary sources of error allows us to make strong inferences

l'enquêté) les différentes langues dans les sphères formelles et informelles de la société sénégalaise. Les questions du guide sont variées, étant de faits ou d'opinion, ouvertes ou fermées. Nous avons commencé par des questions simples et au fur et à mesure, les questions devenaient plus compliquées. Certaines des questions se sont avérées cependant trop ouvertes, supposant peut-être trop de connaissances ou trop de réflexions préalables de la part de l'enquêté ; nous avons donc, autant que faire se peut, explicité, expliqué et illustré d'exemples en tâchant de ne pas trop influencer l'enquêté. Néanmoins, nous n'oublions pas de prendre cela en considération pendant l'analyse des entretiens. Ces problèmes seront traités plus en profondeur ci-dessous (4.4), car ils sont liés à des questions concernant tout le corpus.

4.2.2 *L'observation participante*

Pour avoir accès à la parole authentique – à ce que disent les gens, non ce que ils disent dire – l'observation est un instrument utile, et selon Françoise Gadet, sans équivalent dans la sphère non officielle :

L'observation participante est une posture qui procure d'excellents résultats : les données y gagnent, outre en authenticité, en qualité et en intérêt, en compréhensibilité du point de vue des acteurs ; et c'est un accès sans équivalent aux pratiques non officielles, sur lesquelles les observés ne diront rien à un enquêteur, qu'ils les trouvent trop banales ou trop peu légitimes (Gadet 2000, non paginé).

En diminuant la distance que l'on trouve entre enquêteur et enquêté au cours de l'entretien, et aussi entre chercheur et objet de recherche dans le cadre de l'observation directe, l'observation participante contribue peut-être à rendre moins important le *paradoxe de l'observateur*, expliqué ainsi par William Labov : « Pour obtenir les données les plus importantes pour la théorie linguistique, nous devons observer comment les gens parlent quand ils ne sont pas observés »²² (1973 : 113, cité dans Gadet 2000, non paginé, c'est nous qui traduisons). Le fait que « l'observation modifie la chose observée » (Calvet et Dumont 1999 : 14) constitue un problème méthodologique majeur dans la sociolinguistique, problème qu'il faut toujours prendre en considération.

Afin d'avoir l'image la plus nuancée possible des situations linguistiques, nous avons voulu observer tous les étudiants avec qui nous avons effectué des entretiens semi-directifs (appelés ci-après les *interviewés*). Le but principal de l'observation a été de savoir dans quelle situation est utilisée telle langue ; quel étudiant parle quelle langue avec qui, et de quoi ? Et en quel lieu ?

²² *To obtain the data most important for linguistic theory, we have to observe how people speak when they are not being observed.*

A cause d'une grève estudiantine qui a duré pendant toute la période de notre premier séjour (janvier et février 2008), nous n'avons malheureusement pu observer que 15 de nos 17 interviewés. En revanche, avec certaines de ces 15 personnes, nous avons eu l'occasion de passer beaucoup de temps : ils nous ont invité à les suivre dans des situations différentes, par exemple en famille, au marché, avec des amis, en classe, etc. Le temps passé avec les enquêtés varie donc, ce qui peut représenter un problème pour les comparer. Malgré cela, les tendances dégagées des observations sont assez claires.

Du fait de ne pas avoir pu observer tous les informateurs et du fait que le français est très peu parlé, et que nous ne comprenons pas suffisamment les autres langues utilisées, nous avons décidé de ne pas trop nous appuyer sur les résultats dégagés avec cet outil méthodologique. L'observation s'est toutefois révélée un instrument utile pour connaître la situation sociolinguistique des informateurs, et nous a aidé à mieux comprendre la complexité de celle-ci. Les sessions d'observation n'ont pas été enregistrées, mais nous avons soigneusement noté les tendances et ce que nous avons trouvé d'intéressant.

4.2.3 *Le questionnaire*

Les avantages du questionnaire dans l'enquête sociolinguistique sont ceux de la méthode quantitative : sa réalisation est plus efficace que celles de la méthode qualitative, ce qui permet de travailler avec un échantillon plus large pour dégager des tendances plus générales.

Le questionnaire employé est élaboré à partir de celui utilisé dans les enquêtes du projet *Contemporary French in Africa and the Indian Ocean : Usage, Varieties and Structure* (CFA) (Skattum 2007). Il comprend 30 questions, ouvertes ou fermées, de fait ou d'opinion, portant sur les usages et les attitudes linguistiques, et il contient aussi une fiche signalétique de l'enquêté. Le questionnaire a été distribué à 68 étudiants à l'UCAD, 19 filles et 47 garçons (nous reviendrons sur cette distribution), la plupart à la Faculté de lettres et de sciences humaines, et quasiment tous fréquentant les mêmes réseaux sociaux. Pour des raisons pratiques, nous n'avons pas pu prendre en considération, dans le cadre de cette étude, toutes les informations obtenues à l'aide des questionnaires.

Les questionnaires ont posé problème en ce qui concerne la compréhension des questions et la manière dont ils ont été remplis ; nous nous sommes demandée si les questions avaient bien comprises, mais aussi si les enquêtés ont répondu « honnêtement ». Les réponses nous paraissent en effet parfois peu cohérentes, et certaines questions sont restées presque systématiquement sans réponses. De tels problèmes sont cependant courants dans la recherche

en Afrique, et peuvent être liés à une tradition écrite peu étendue ou à des sphères distinctes publique/privée. Pour obtenir des résultats suffisamment nuancés, il a donc fallu expliquer et expliciter les questions oralement et dans certains cas revenir aux enquêtés pour qu'ils y ajoutent des informations. Nous avons bénéficié pour cela de l'aide d'un assistant qui maîtrise le wolof et d'autres langues africaines. Celui-ci a aussi été chargé de la distribution et de la récolte des questionnaires.

4.3 Constitution de l'échantillon

4.3.1 Déroulement de l'enquête

La principale partie de l'enquête de terrain a eu lieu entre le 3 janvier et le 3 mars 2008. Pendant cette période ont été réalisés 15 entretiens sur 17 auprès des étudiants, ainsi que des entretiens avec les 6 personnes ressource. Nous avons aussi distribué et recueilli 68 questionnaires et nous avons effectué 70 heures d'observation participative. Du 4 novembre au 3 décembre de la même année ont été effectuées des recherches supplémentaires, dont les 2 derniers entretiens auprès des étudiants et des recherches documentaires. Les deux sessions d'enquête ont été menées principalement au campus de l'UCAD à Dakar, à l'exception des entretiens avec des personnes ressource et une partie de la recherche documentaire.

4.3.2 Sélection du lieu et de l'échantillon

L'UCAD a été choisie comme lieu d'enquête pour plusieurs raisons. Ayant passé six mois dans cette université au printemps 2007 (en tant qu'étudiant d'échange), nous connaissions le milieu professionnel et étudiantin, et nous avons ainsi une perception de la situation sociolinguistique dakaroise et universitaire. Ensuite, il paraissait que les études sociolinguistiques sur les populations jeunes scolarisées au Sénégal étaient peu nombreuses par rapport aux études menées sur d'autres parties de la population, ce qui nous permettait d'exploiter un domaine peu connu, mais toutefois comparable aux études antérieures. Enfin, le choix de la période de réalisation de l'enquête relevait du simple fait que le climat à Dakar à ce moment est le plus agréable. La deuxième partie de l'enquête n'était pas prévue au départ, mais comme nous avons choisi de passer un mois à Dakar, nous en avons profité pour élargir quelque peu notre corpus.

Le choix d'informateurs consiste à « déterminer les acteurs dont on estime qu'ils sont en position de produire des réponses aux questions que l'on se pose » (Blanchet *et al.* 2001:

50), et ils font ainsi partie de la construction même de l'objet de recherche. Le groupe d'informateurs est souvent défini très tôt dans le processus de recherche et peut jouer un rôle primordial dans la définition du projet. Dans l'étude présente, le groupe d'informateurs est défini déjà par le titre du projet, et sa définition fait ainsi partie de celle du projet même.

Notre groupe d'interviewés comprend 17 personnes, tous étudiants à la Faculté de lettres et de sciences humaines à l'UCAD à Dakar, notamment en histoire/géographie et en langues/littérature. La composition du groupe s'est faite à partir de deux paramètres élaborés en conformité avec notre question de départ et nos hypothèses : L1 (wolof/ langues nationales) et sexe. Tous nos informateurs sont nés entre 1981 et 1986, et avaient donc entre 22 et 27 ans au moment où les entretiens ont été effectués. Les tableaux ci-dessous montrent la répartition de nos interviewés selon les paramètres (4.1), et donne une présentation plus précise de chacun, tenant compte de leur L1, leur sexe, leurs origines géographique et ethnique, les langues qu'ils parlent et leur année de naissance (4.2) :

Tableau 4.1. Répartition des interviewés selon les paramètres L1 et sexe

L1	Sexe		Total
	F	M	
Wolof	5	3	8
Autre	3	6	9
Total	8	9	17

Tableau 4.2. Caractéristiques des interviewés

N°	Code*	L1	Origine géographique	Origine ethnique	Autres langues parlées**
1	WF1	Wolof	Dakar	Toucouleur	Fr, an
2	WF2	Wolof	Dakar	Créole	Cr, fr, an, esp
3	WF3	Wolof	Dakar	Wolof	Fr
4	WF4	Wolof	Kaolack	Pulaar	Fr
5	WF5	Wolof	Kaolack	Wolof	Fr
6	WM6	Wolof	Dakar	Wolof	Fr
7	WM7	Wolof	Dakar	Wolof	Fr
8	WM8	Wolof	Dakar	Wolof	Fr
9	AF9	Manding	Ziguinchor	Balant	Fr, w, pu, an
10	AF10	Serer	Dakar	Pulaar	Fr, w, an
11	AF11	Pulaar	Kolda	Manjak	Manj, w, fr
12	AM12	Serer	Kaolack	Serer	W, fr
13	AM13	Joola	Ziguinchor	Joola	W, fr, an
14	AM14	Manding	Kolda	Manding	Pu, fr, (w)
15	AM15	Pulaar	Kolda	Pulaar	Fr, w, mand, an
16	AM16	Pulaar	Dakar	Pulaar	Fr, w, an
17	AM17	Pulaar	Kolda	Pulaar	Fr, w

* Le code est constitué de 3 éléments : la L1 (W = wolof/ A = autre langue), le sexe (F=féminin/M=masculin) et le numéro de l'informateur

** Fr = français, an = anglais, cr = créole, esp = espagnole, w = wolof, pu = pulaar, manj = manjak, mand = manding

Nous remarquons que pour les 8 personnes ayant le wolof comme L1, 6 viennent de Dakar.

Pour ceux dont une autre langue que le wolof est L1, seulement 2 (AF10 et AM16) viennent de Dakar.

Quant aux 68 enquêtés par questionnaire (désormais, nous les appelons *enquêtés*), ils ont été choisis en fonction de leur L1 : 29 ont comme L1 le wolof, et 39 une autre langue. Concernant le sexe, il s'est révélé difficile de trouver sur place autant de filles que de garçons, et le nombre de garçons est donc supérieur (39) à celui des filles (19). Avec une telle différence en nombre, nous avons préféré ne pas exploiter statistiquement les informations concernant les sexes, mais nous avons toutefois cherché à voir des tendances.

Les deux types des informateurs, interviewés et enquêtés, ont été contactés à l'aide d'amis et de connaissances, et fréquentent pour la plupart le même réseau social. Le groupe d'informateurs n'est donc pas représentatif ne reflète pas l'ensemble de la population estudiantine sénégalaise, mais elle peut néanmoins indiquer des tendances au sein de leur groupe social et dans la société où ils vivent.

En ce qui concerne la réalisation de la sélection d'enquêtés, nous n'avons pas rencontré de grands problèmes ; trouver les informateurs sur place se faisait assez facilement avec l'aide d'amis et de connaissances. Nous avons voulu au départ inclure un paramètre concernant la spécialité universitaire de l'étudiant, mais ceci s'est révélé peu pertinent, car le choix d'étude n'est pas forcément motivé par l'intérêt de l'étudiant, mais souvent considéré comme la seule alternative au chômage. De plus, la matière étudiée dépend souvent davantage de facteurs tels que les intérêts de la famille de l'étudiant, les intérêts de ses professeurs et la capacité de l'université que de l'intérêt et du souhait de l'étudiant même. Ce paramètre a donc été mis de côté.

4.4 Fiabilité des données

Quant à la fiabilité des données recueillies, quelques difficultés se posent.

Un premier problème est lié au peu de familiarité des enquêtés avec le thème auquel nous nous intéressons : « lorsque le thème de l'entretien n'est pas familier à l'interviewé, il parle en novice et tend à augmenter sa dépendance thématique et relationnelle vis-à-vis de l'interviewer ; les représentations et raisonnements qu'il communique sont labiles, parfois contradictoires » (Blanchet et Gotman 2001 : 76). Les informateurs semblaient en effet souvent inconscients de leur propre situation sociolinguistique, ce qui se reflète dans les réponses que nous avons obtenues : ils semblent répondre ce qu'ils pensent être « correct » ou ce qu'ils croient que nous voulons entendre, et leurs attitudes exprimées alternent ou évoluent

souvent au cours de l'entretien. Ces remarques sont intéressantes dans la mesure où elles indiquent des attitudes linguistiques réelles.

Un autre problème est de nature (socio)linguistique. L'entretien, réalisé en français, est souvent aperçu comme une situation formelle. Par ce fait, il peut influencer les réflexions de l'enquêté, et mener à des réponses supposées (par lui) être « correctes ». Nous nous sommes demandée si les réponses n'auraient pas été différentes si les questions étaient posées en une autre langue ? La langue que l'on parle peut influencer sur les pensées et sur l'expression. Le français est, comme nous l'avons déjà mentionné, associé à un prestige certain, utilisé principalement dans les situations formelles et dans la sphère publique ; les étudiants ne sont pas forcément habitués à exprimer leurs avis personnels et dans des contextes formels. Invoquons aussi le rôle de la culture, où le respect envers les personnes plus âgées ou ayant un statut plus élevé est important. Pour critiquer quelqu'un ou quelque chose, il faut « être quelqu'un », ce qui est confirmé par un de nos interviewés : « Il faut d'abord accomplir des choses, devenir quelqu'un pour avoir le droit de critiquer qui que se soit » (WF1).

Les problèmes cités ci-dessus nous ont obligés parfois d'intervenir dans le raisonnement de l'enquêté, à poser des questions, à contredire, à expliquer... non seulement pour faire parler l'enquêté, mais pour contrôler que ce qui se disait reflétait ce qu'il pensait véritablement. Il faut par conséquent prendre en considération que nous avons pu par ce fait influencer les réponses.

*

Après maintenant avoir présenté notre méthodologie d'enquête (4), ainsi que le cadre théorique pour l'analyse (1) et les contextes historiques, socio-économiques (2) et sociolinguistiques (3), nous passerons dans le chapitre suivant à la partie principale de ce mémoire : la présentation et l'analyse des données.

5 Choix et usage des langues

Dans ce chapitre, nous présenterons la partie de nos résultats qui concerne le choix et l'usage des langues : quelles langues sont utilisées par nos informateurs dans quelles situations ? Quels sont les facteurs déterminants pour ces choix et usages de langues ?

Nous décrirons et discuterons l'usage linguistique dans chacun des domaines principaux où évoluent nos informateurs : la famille (5.1), la ville (5.2) et l'université (5.3), avant de faire quelques remarques conclusives, où nous discuterons globalement des facteurs qui nous semblent déterminants pour (et corrélant avec) les choix et usages des langues (5.4).

De brèves descriptions de l'entourage seront données dans les cas où cela facilite la compréhension de la réalité linguistique du domaine en question. Nous chercherons continuellement à établir des rapports entre le choix de(s) langue(s) et des paramètres extralinguistiques comme les traits sociaux du locuteur et de son (ses) interlocuteur(s) (notamment leur L1, leur sexe et leur relation interpersonnelle), la situation contextuelle (dont les domaines eux-mêmes) (cf. *supra* 1.2.2), ainsi que des facteurs comme le besoin de se faire comprendre. Les attitudes linguistiques, qui peuvent également constituer un facteur déterminant pour les usages, seront traitées principalement dans le chapitre suivant ; toutefois, nous n'excluons pas dans ce chapitre des remarques à leur égard, dans les cas où elles sont indiquées par les usages.

Les informations présentées et discutées dans ce chapitre sont obtenues à l'aide de l'observation, des entretiens et des questionnaires. Nous n'avons cependant pas pu, pour des raisons pratiques, observer nos informateurs en famille ; concernant ce domaine, il s'agit donc des usages déclarés. Quant à l'usage des langues africaines, surtout celui d'autres langues que le wolof, nous nous basons également sur les informations obtenues par la voie des entretiens et des questionnaires, n'ayant pas une compétence suffisante dans ces langues pour en observer l'usage.

5.1 Usage des langues en famille

La famille est à considérer comme un pilier de la société sénégalaise, voire africaine : elle « fonctionne comme un espace de solidarité entre ses membres mais 'aussi comme un espace de référence symbolique qui régent, pour une part importante, la vie en société'²³ » (Dreyfus et Juillard 2004b : 10). Il n'est pas excessif de dire que le réseau familial est prééminent par

²³ Antoine *et al.* 1992 : 137.

rapport aux autres réseaux sociaux, que ce soit dans les zones rurales ou urbaines (*ibid.*). Du côté linguistique, la famille est le lieu de transmission des langues (des parents) et le premier lieu d'usage de la L1. Dans les cas de plurilinguisme social, si la L1 n'est pas la langue dominante hors du foyer, la famille peut jouer un rôle de conservateur linguistique, étant le seul domaine où les locuteurs se servent de la langue en question (leur L1). Cependant, il se peut que d'autres langues (le plus souvent celles qui dominent hors du foyer) entrent dans la sphère familiale, et la/les langue(s) parlée(s) en famille est/sont ainsi le résultat d'une négociation entre les membres de la famille et la société dont ils font partie : la famille « apparaît comme le lieu d'un conflit linguistique qui fait écho aux conflits de la société » (Calvet 1999 : 105). Si l'usage de la L1 en famille diminue au profit des langues dominantes hors du foyer, la L1 risque de mourir : « Une langue utilisée par la génération des aînées plutôt que par celle des jeunes est menacée de mort quand cette génération des aînées meurt »²⁴ (Fishman in Baker 1996 : 67, c'est nous qui traduisons). L'usage des langues en famille peut ainsi subir l'influence du paysage linguistique ambiant, mais nous verrons que l'usage en famille peut également influencer les pratiques langagières dans d'autres domaines.

Il s'agit dans ce sous-chapitre de voir dans quelle mesure la L1, les langues véhiculaires régionales (comme par exemple le pulaar) et nationale (le wolof), ou la langue officielle (le français), sont utilisées en famille – une sphère informelle qui, dans le cadre de la diglossie, est dominée par les langues B (cf *supra* 1.3). Nous nous baserons sur les réponses provenant des questions suivantes : Q3²⁵ « Vous parlez quelle langue avec [...] votre père et mère(s)/grands-parents/soeurs et frères [...] ? » ; Qq5 « Langue(s) parlée(s) en famille : avec les parents (père, mère/co-épouse(s) du père)/ avec les grands-parents/ avec les frères et sœurs/ avec le/la conjoint(e)/époux/épouse(s) » et Q2 « Dans quelles situations utilisez-vous le français ? Le wolof ? Votre langue première ? ». Il s'agit donc d'usages déclarés.

Les informations concernant les usages des différentes langues dans l'espace familial seront présentées et discutées en fonction de la génération de l'interlocuteur : d'abord celle des grands-parents, puis celle des parents, et enfin celle de l'étudiant et de ses frères et sœurs.

*

La communication **entre les étudiants et leurs grands-parents** paraît dominée par la L1 du grand-parent en question ; ceci est le cas déclaré par nos 17 interviewés. La majorité des

²⁴ *A language used by the older rather than the younger generation is likely to die as that older generation disappears.*

²⁵ « Q » se réfère aux questions posées au cours des entretiens, et « Qq » désigne les questions des questionnaires.

enquêtés (60, soit 89%) déclare, comme nous le verrons ci-dessous, parler une seule langue avec les grands-parents (voir tableau 5.1., colonnes « Leur L1 seule » et « -L1 ») ; celle-ci correspond dans tous les cas à la L1 de la mère et/ou du père de l'enquêté.

Tableau 5.1. Langue(s) utilisée(s) dans la communication entre les étudiants et leurs grands-parents

	Langue utilisée	Leur L1 seule	-L1*	L1 + une autre langue	L1 + wolof
L1 de l'enquêté					
L1 = wolof (n=29)		19 (66%)	7 (24%)	3 (10%)	-
L1 = une autre langue (n=39)		31 (79%)	3 (8%)	2 (5%)	3 (8%)
Total (n=68)		50 (74%)	10 (15%)	5 (7%)	3 (4%)

* Une autre langue que la L1 de l'étudiant, seule.

Nous voyons ici que 50 enquêtés (soit 74%) déclarent utiliser seulement leur L1 dans la communication avec leurs grands-parents, 10 (soit 15%) seulement une autre langue que leur L1, 5 (soit 7%) leur L1 et une autre langue qui n'est pas le wolof et enfin 3 (soit 4%) leur L1 et le wolof.

8 sur 68 (soit 12% des) enquêtés²⁶ déclarent donc utiliser plusieurs langues dans la communication avec leurs grands-parents, mais il est difficile de savoir si langues sont utilisées en alternance avec le même grand-parent, ou si, avec différents grands-parents, l'enquêté parle différentes langues. Retenons donc principalement que la L1 du grand-parent ou celle des parents semble être la langue la plus utilisée dans la communication entre l'étudiant et le grand-parent, et que cette image paraît uniforme, que l'on se base sur les entretiens ou les questionnaires. L'aspect peut-être le plus important de l'usage des langues dans la communication entre étudiant et grands-parents est l'absence totale du français : aucun de nos 17 interviewés ou des 68 enquêtés ne déclare parler le français avec leurs grands-parents.

Pour la communication **entre les étudiants et leurs parents**, l'image paraît plus diversifiée. De manière générale, nous voyons une forte utilisation de la L1 aussi bien qu'une (faible) présence du français et d'autres langues. Le wolof est absent dans les cas où il n'est pas L1.

Tableau 5.2. Langue(s) utilisée(s) dans la communication entre les étudiants et leurs parents

	Langue utilisée	L1 seule	L1 + français	L1 + autres langues africaines	- L1*	L1 + wolof**
L1 de l'enquêté						
L1 = wolof (n=29)		17 (59%)	7 (24%)	2 (7%)	3 (10%)	-
L1 = une autre langue (n=39)		28 (72%)	4 (10%)	6 (15%)	-	1 (3%)
Total (n=68)		45 (66%)	11 (16%)	8 (12%)	3 (5%)	1 (1%)

*Une autre langue que la L1, seule.

²⁶ Ici sont compris les réponses correspondant aux colonnes « L1 + wolof » et « L1 + une autre langue ».

**Dans le cas où le wolof n'est pas L1.

Parmi les enquêtés, 45 (soit 66%) déclarent utiliser seulement la L1 dans la communication avec leurs parents, 11 (soit 16%) déclarent utiliser la L1 et le français, et 8 (soit 12%) déclarent utiliser la L1 et une (ou plusieurs) autre(s) langues africaines à cette occasion. 3 enquêtés (soit 5%), ayant tous la langue wolof comme L1, déclarent ne pas utiliser celle-ci dans la communication parentale, et un seul parmi les 39 (soit 3%), ayant une L1 autre que le wolof, déclare utiliser le wolof dans la communication parentale.

La quasi-absence du wolof dans la communication entre les étudiants et leurs parents est considérable chez les enquêtés aussi bien que parmi nos interviewés (dans le cas où il n'est pas la L1, évidemment). Parmi les interviewés, aucun des 9 dont la L1 est une autre langue que le wolof ne déclare se servir de cette langue en communiquant avec leurs parents. Si le wolof est la langue dominante au niveau social, il ne semble donc pas, dans le cadre de notre étude, que cette langue ait pénétré la communication familiale intergénérationnelle dans les familles où elle n'est pas perçue comme la L1 des enfants. Ceci est affirmé explicitement par certains de nos informateurs, surtout les locuteurs du pulaar, dont les familles sont sûrement « conservatrices » de leur L1, et refusent ainsi l'entrée du wolof (ou d'une autre langue) dans l'espace familial. Dans l'extrait suivant d'un l'association entre L1 (pulaar), ethnie et tradition est nette :

- AM16 En général, je parle pulaar que quand je suis à la maison. Ma mère elle est trop exigeante, elle ne parle que pulaar, hein.
- IB Oui ?
- AM16 Oui, tu sais, en général, les Peul aussi, c'est ça aussi, c'est l'étiquette qu'on leur colle le plus souvent : ils sont très conservateurs, donc ils aiment (.) ils tiennent beaucoup à leurs traditions. Donc en général, ma maman, elle ne parle que le pulaar avec nous, ce qui fait que... quand je suis à la maison, avec ma famille, je parle que le pulaar [...] même dans d'autres maisons, même quand parfois je vais voir un oncle, une fois chez lui, quand je commence à parler le wolof, il me dit : non, non. Faut parler pulaar, parce que tu es Pulaar²⁷.

Dans les cas où plusieurs langues sont utilisées dans la communication entre l'étudiant et ses parents, il s'agit pour tous nos interviewés de la L1 et du français. Parmi nos 17 informateurs, 7 déclarent utiliser le français dans la communication avec le père (aucun d'entre eux n'a déclaré parler français avec la mère), et ces 7 ont comme L1 le wolof ou une autre langue. Les résultats provenant des questionnaires montrent cependant une (légère) différence en fonction

²⁷ Nos transcriptions sont orthographiques et non phonétiques (les *schwa* ne sont pas non plus transcrits). Le signe (.) représente une pause, [...] signifie une omission d'un ou plusieurs mots.

de la L1. Le taux de ceux ayant déclaré utiliser le français dans la communication avec les parents est plus élevé parmi les enquêtés dont le wolof est la L1 (7, soit 24%) que parmi les autres (4, soit 10%). Ceci peut être mis en relation avec le conservatisme linguistique²⁸ mais peut aussi être relié à la compétence : la plupart des informateurs dont le wolof est L1 viennent de Dakar, où le nombre de francophones est plus élevé que dans le reste du pays (Calvet 1994 : 210). La différence peut cependant aussi être due à l'étroitesse de notre corpus. Il ne semble pas y avoir de rapport entre l'usage du français dans la communication avec les parents et le sexe de l'informateur, mais par contre avec le sexe des parents.

Si l'utilisation du français en famille ne vaut que pour une partie de nos interviewés et enquêtés, le rejet familial des langues véhiculaires semble plus global. En comparant la communication entre étudiants et grands-parents d'une part, et celle avec les parents d'autre part, nous pouvons dégager un changement des attitudes d'une génération (les grands-parents) à une autre (les parents), corrélant avec leurs usages : l'interlocuteur de la génération des grands-parents semble rejeter le français aussi bien que le wolof, et seule la L1 est utilisée. Quant aux parents, certains acceptent le français, mais il y a toujours une opposition à la langue dominante, le wolof. Ceci est illustré par le propos d'un de nos informateurs :

- AM15 Avec mes parents je parle pulaar ou français [...] ils parlent bien français.
 IB Et tes grands-parents ?
 AM15 Pulaar seulement
 IB Jamais le français ?
 AM15 Jamais. Est-ce qu'ils aiment même le français ? Ils aiment même pas le français. Non, non, non.
 IB Ils le parlent pas ?
 AM15 Ils ne parlent même pas français. Ils aiment pas. Ils ont fait les bancs, mais ils parlent pas le français.

En ce qui concerne la communication **entre les étudiants et leurs frères et sœurs**, l'usage tant du wolof que du français se révèle, de manière générale, beaucoup plus important que dans la communication familiale intergénérationnelle. Parmi nos interviewés ayant pour L1 une autre langue que le wolof, environ la moitié (4 sur 9) déclarent utiliser le wolof dans la communication avec leurs frères et sœurs, soit en alternance avec la L1 (qui leur est commune), soit en alternance avec leur L1 plus le français. L'image ne diffère pas beaucoup pour les enquêtés :

²⁸ Il s'agit d'un conservatisme linguistique qui, dans le cadre de la communication familiale, refuse aussi bien la langue véhiculaire (régionale ou nationale) que le français, langue officielle, toutes perçues comme une menace à la L1, minoritaire. En ce qui concerne les familles dont le wolof est L1, le sentiment conservateur sera moins important, la L1 étant dominante dans la relation entre langues africaines au pays (langue H dans la diglossie entre langue véhiculaire nationale et autres langues africaines).

Tableau 5.3. Langue(s) utilisée(s) dans la communication entre les étudiants et leurs frères et sœurs

	Langue utilisée	L1 seule	L1 + wolof	L1 + français	L1 + wolof et français	L1 + langue véhiculaire régionale + wolof + français	Wolof seul*	L1 + langue africaine
L1 de l'enquête								
L1 = wolof (n=29)		9 (31%)	-	18 (62%)	-	-	-	2 (7%)
L1 = une autre langue (n=39)		11 (28%)	3 (8%)	5 (13%)	11 (28%)	6 (15%)	3 (8%)	-
Total (n=68)		20 (29%)	3 (4%)	13 (19%)	11 (16%)	6 (9%)	3 (4%)	2 (3%)

* dans les cas où il n'est pas L1

Pour les enquêtés n'ayant pas le wolof comme L1, 23 (soit 59%)²⁹ déclarent parler le wolof lors de la communication avec ses frères et sœurs, mais seulement 3 (soit 8%) déclarent utiliser uniquement cette langue. 30 (44%)³⁰ déclarent parler le français entre frères et sœurs, mais aucun n'affirme l'usage unique de cette langue. Pour l'ensemble de nos informateurs, la communication entre frères et sœurs admet donc la présence du wolof aussi bien que celle du français, et ces deux langues semblent être beaucoup utilisées en alternance et en mélange avec d'autres langues africaines (les autres L1). La différence entre les générations s'accroît donc, et pourrait prédire un futur meilleur pour ces deux langues dominantes, aux dépens de langues dominées.

Un deuxième trait intéressant concernant l'usage des langues dans la communication entre frères et sœurs est l'emploi d'une seule langue, quand celle-ci ne correspond pas à la L1 (qui leur est commune). Tel est le cas, comme nous l'avons vu, pour 3 enquêtés (soit 8%) ainsi que 3 de nos interviewés dont la L1 est une autre que la langue dominante hors du foyer. L'influence du milieu semble dans ce cas jouer un plus grand rôle pour le choix des langues des enfants que la politique linguistique familiale³¹. Un informateur (AM12) originaire de Kaolack (ville wolofophone), dont la L1 est le serer, déclare utiliser exclusivement le wolof dans la communication avec ses frères et sœurs. Ce cas correspond à celui d'un autre informateur (AF11), originaire de Kolda, et dont la L1 est le manjak. Ici, la langue véhiculaire est le pulaar, utilisé entre enfants, mais non avec les parents :

AF11 Je suis née au milieu des Peul³², et je comprends mieux le peul que le manjak [...] Si on est entre frères et sœurs, on parle que peul, mais avec les

²⁹ Ici sont comprises les réponses correspondant aux colonnes « L1 + wolof » (3, soit 8%), « L1 + wolof et français » (11, soit 28%), « L1 + langue véhiculaire + wolof + français » (6, soit 15%) et « wolof seul » (3, soit 8%).

³⁰ Ici sont comprises les réponses correspondant aux colonnes « L1 + français » (13, soit 19%), « L1 + wolof et français », (11, soit 16%) et « L1 + langue véhiculaire + wolof + français » (6, soit 9%).

³¹ La définition de Calvet de la politique linguistique est la suivante : « nous appellerons *politique linguistique* un ensemble des choix conscients concernant les rapports entre langue(s) et vie sociale » (1993 : 110). La politique linguistique familiale est donc les choix conscients concernant les langues utilisées en famille.

³² Peul est une des termes utilisés en français pour pulaar, qui est l'orthographe pour pulaar le plus souvent utilisée au Sénégal.

	parents, comme mon père, on parle manjak. [...] On parle aussi le manjak avec ma mère.
IB	Mais le peul, tu le parles pas avec tes parents ?
AF11	Non, non, non. Mon papa refuse ça. Il ne veut pas, il ne veut pas.

*

Qu'ils soient obtenus au cours des entretiens ou à l'aide des questionnaires, les résultats concernant l'usage des différentes langues dans l'espace familial sont relativement cohérents, et la tendance est à un usage beaucoup plus important des langues véhiculaires et de la langue officielle dans la communication inter-familiale chez les jeunes (les étudiants avec leurs frères et sœurs) que dans la communication entre les étudiants et leurs parents et grands-parents. Alors que les langues véhiculaires, dont le wolof, sont déclarées complètement absentes dans la communication familiale intergénérationnelle (dans les cas où elles ne sont pas L1), le français semble jouer un rôle dans la communication entre certains des étudiants et leurs pères (jamais avec les mères ou les grands-parents). Si l'on prend en compte aussi l'usage du français entre frères et sœurs, il semble que cette langue soit utilisée (avec d'autres langues, jamais seule) par une légère majorité de nos informateurs dans l'espace familial. Le wolof et le français semblent tous deux être importants dans la communication entre frères et sœurs (peut-être en mélange), indépendamment de la L1 du locuteur.

L'alternance des différentes langues dans la sphère familiale nous donne un indice des interférences entre société et famille. En ce qui concerne l'usage du français entre l'étudiant et son père, il semble destiné à « préparer » l'enfant à l'école et à la vie professionnelle, dont la réussite dépend de la maîtrise de cette langue. A ce niveau, l'usage est fonction de la génération et du sexe de l'interlocuteur : l'usage du français dans les relations intergénérationnelles se trouve uniquement entre l'étudiant et son père. Sans nous livrer à des spéculations, nous supposons que cela est dû principalement au niveau de scolarisation plus élevé du père, mais aussi aux rôles différents que jouent les parents au sein de la famille : si la mère représente la tradition et l'intimité (valeurs associées à la L1), le père représente l'autorité (représenté par le français). Selon Dreyfus et Juillard (2004b : 290), qui font référence aux études de Swigart, ces rôles se manifestent également dans le wolof parlé : les femmes, « conservatrices » et « novatrices » (*ibid.*), sont moins influencées par le français dans leur manière de parler wolof que les hommes.

Rappelons également que les rôles familiaux sont considérés par Fishman (2000a

(1965) : 95) comme particulièrement importants dans la détermination des usages linguistiques (cf. *supra* 1.2.2), logique selon laquelle on peut considérer le rôle conservateur de la femme en famille comme un frein au développement du français comme langue familiale.

Nous avons pu dégager un usage relativement important de la langue wolof au sein de la famille, mais dans les cas où elle n'est pas L1, elle figure uniquement dans la communication entre frères et sœurs. L'usage du wolof en famille reflète son emploi de plus en plus important dans la société, mais il nous indique aussi un changement des attitudes : les jeunes semblent en général être moins conservateurs vis-à-vis de leur L1 que leurs parents et grands-parents. Leurs attitudes semblent avoir des motivations intégratives, le wolof étant souvent déclarée comme la langue la plus facile ou la mieux maîtrisée (nous y reviendrons). L'impact de la société sur les choix des langues ici est évidente – et pèse dans beaucoup de cas plus lourd que les politiques linguistiques familiales et le souci de conserver la L1 minoritaire. Dans la communication intergénérationnelle en revanche, la langue utilisée n'est probablement pas le résultat d'un choix fait par l'étudiant, mais par son aîné (cf. les rôles hiérarchisés familiaux).

L'usage aussi bien des langues véhiculaires que de la langue officielle dans la sphère familiale peut également indiquer une évolution de la situation de diglossies enchâssées. Si la L1 n'est utilisée en famille qu'avec les aînés, nous pouvons supposer, selon la théorie de Fishman (in Baker 1996 : 67) que cette langue est menacée et qu'elle risque de mourir.

5.2 Usages des langues au marché et avec un inconnu

Si l'emploi des langues en famille peut nous indiquer « l'état » de la L1, les usages linguistiques dans des situations informelles où se rencontrent des personnes qui ne se connaissent pas (et qui peuvent avoir des L1 différentes) permettent d'évaluer la véhicularité des différentes langues. Dans ce sous-chapitre, nous traiterons brièvement l'emploi des langues chez les étudiants dans le domaine informel du marché et, de manière plus générale, dans la communication avec des personnes inconnues. Les informations utilisées sont ici tirées des observations aussi bien que des entretiens et des questionnaires, et proviennent principalement des questions suivantes : Q3 « Vous parlez quelle langue avec [...] un inconnu/ au marché ? » Qq6 ; « Langue(s) parlée(s) en dehors de la famille (par ordre de fréquence) [...] au marché, avec un inconnu ». Il s'agit principalement des usages déclarés.

Le wolof est cité par tous nos informateurs comme la première langue utilisée au

marché. En ce qui concerne nos interviewés, nous n'avons pu dégager de divergences ni en fonction du sexe ni en fonction de la L1.

Tableau 5.4. Langue(s) utilisée(s) par les étudiants au marché

	Langue utilisée	Wolof seul	Wolof + français	Wolof + français + pulaar	Wolof + pulaar	Pas de réponse
L1 de l'enquêté						
L1 = wolof (n=29)		26 (90%)	2 (7%)	1 (3%)	-	-
L1 = une autre langue (n=39)		26 (67%)	4 (10%)	4 (10%)	3 (8%)	2 (5%)
Total (n=68) ³³		52 (76%)	6 (9%)	5 (7%)	3 (4%)	2 (3%)

Quant aux enquêtés, 52 (76%) déclarent utiliser seulement le wolof, 6 (9%) le wolof et le français, 5 (7%) le wolof, le français et le pulaar, et 3 (4%) le wolof et le pulaar. 2 personnes n'ont pas répondu à cette question. Les réponses sont légèrement diversifiées en fonction de la L1 de l'enquêté : le taux de ceux qui déclarent parler uniquement le wolof au marché est plus élevé (90%) chez ceux dont cette langue est la L1 que chez les autres (67%). Cela n'empêche pas que le wolof domine toujours largement. Le français figure comme la deuxième langue utilisée ; or, elle n'est jamais déclarée utilisée seule, mais en alternance avec le wolof par 11 des 68 enquêtés (soit 16%)³⁴, la plupart ayant une autre langue que le wolof comme L1. Selon nos interviewés et nos observations, si le français est utilisé, c'est dans un code mixte avec le wolof, mais où domine le wolof.

La motivation pour l'usage du wolof est toujours intégrative, répondant à un besoin de se faire comprendre³⁵ ; nous verrons dans le chapitre suivant (6) que le wolof est effectivement associé à l'obligation de le parler pour que les autres puissent comprendre. Certains informateurs, ayant tous déclaré parler le français à la maison, affirment qu'ils auraient préféré parler français au marché, mais que ceci est impossible, « les autres » ne comprenant pas cette langue. Ces affirmations sont d'abord un indice des attitudes linguistiques en faveur du français et de la sécurité linguistique en cette langue, mais ils confirment également la fonction du wolof comme langue véhiculaire et commerciale à Dakar et la non véhicularité du français dans cette situation. A part le wolof, le pulaar, deuxième langue véhiculaire du pays, est la seule langue africaine déclarée utilisée au marché, par nos enquêtés.

Selon Calvet (1994 : 188), l'usage des différentes langues aux marchés à Dakar dépend de deux facteurs principaux. Premièrement, les langues utilisées peuvent différer d'un

³³ Les chiffres sont arrondis, et le total des pourcentages ne correspond donc pas à 100%.

³⁴ Ici sont compris les réponses correspondant aux colonnes « wolof + français » (6, soit 9%) et « wolof + français + pulaar » (5, soit 7%).

³⁵ L'intercompréhension est pour nous, dans ce cas, lié à l'intégration et non pas à un gain personnel : nous considérons donc cette motivation comme intégrative, et non instrumentale, bien que ceci n'est qu'une des interprétations possibles.

marché à un autre suivant la composition ethnique des quartiers. Le wolof est cependant utilisé partout. Deuxièmement, les langues peuvent différer aussi en fonction du secteur commercial en question : s'il est question d'un produit laitier, le pulaar sera davantage utilisé, les Pulaar étant des éleveurs de vaches. S'il est question de marchandises « touristiques », par exemple de tissus, le taux de français va augmenter. Nos données ne sont pas assez diversifiées pour qu'il soit possible d'en dégager de telles tendances. Nos observations confirment toutefois la dominance du wolof et le fait que le taux de français diffère d'un marché à l'autre (il est plus élevé aux marchés du centre). Si, au marché, le français est très peu (ou jamais) utilisé seul, il est néanmoins beaucoup parlé (et même dominant) dans les supermarchés et supérettes, et dans des endroits touristiques.

Quant aux réponses provenant de la question Q3/Qq6 « Vous parlez quelle langue avec un inconnu ? », elles sont plus diversifiées. Ici également, il paraît que le wolof joue un rôle majoritaire, mais qu'il figure aussi en alternance avec le français :

Tableau 5.5. Langue(s) utilisée(s) par les étudiants dans la communication avec un inconnu

	Langue utilisée*	W	W + fr	Fr	W + fr + pu	W + fr + an	W + pu	Fr + pu + joola	Mandingue	Pas de réponse
L1 de l'enquêté										
L1 = wolof (29)		11 (38%)	10 (34%)	6 (21%)	-	-	-	-	-	2 (7%)
L1 = une autre langue (39)		11 (28%)	10 (26%)	11 (28%)	2 (5%)	1 (3%)	1 (3%)	1 (3%)	1 (3%)	1 (3%)
Total (68)		22 (32%)	20 (29%)	17 (25%)	2 (3%)	1 (1%)	1 (1%)	1 (1%)	1 (1%)	3 (4%)

*W = wolof, fr = français, pu = pulaar, an = anglais

Nous voyons ici que la diversité des langues est beaucoup plus importante dans la communication « avec un inconnu » que dans la communication « au marché » : 22 (32%) des enquêtés déclarent parler uniquement le wolof, 20 (29%) le wolof et le français, 17 (25%) uniquement le français et 2 (3%) le wolof, le français et le pulaar. Une personne (1%) a déclaré utiliser le wolof, le français et l'anglais, une personne (1%) a également déclaré parler le wolof et le pulaar, une autre (1%) déclare parler le mandingue et 3 personnes (4%) n'ont pas répondu à cette question.

La tendance ne diffère pas beaucoup entre enquêtés et ces derniers : les langues les plus souvent mentionnées sont le wolof et le français, parfois en plus le pulaar ou d'autres langues africaines, ou encore l'anglais. Il ne semble pas y avoir de différences importantes en fonction de la L1 de l'informateur, mais ceux ayant comme L1 une autre langue que le wolof mentionnent souvent celle-ci parmi les langues utilisées. Il n'y a pas de tendance observée

concernant le sexe.

De manière générale, il semble difficile de dégager chez les étudiants une préférence pour une langue spécifique dans les cas où il faut s'adresser à une personne qui leur est inconnue : environ la moitié de nos interviewés déclarent s'adresser à un inconnu d'abord en français, l'expliquant par le fait que « c'est la langue officielle » (WM6) ou [qu'] « on est un pays francophone » (AM13) ; certains préfèrent utiliser le wolof, car « tout le monde parle wolof au Sénégal » (AM16) ; d'autres encore semblent ne pas avoir de préférence : « s'il parle français, je parle français, s'il parle wolof, je parle wolof, s'il parle pulaar, si je comprends, je parle pulaar » (WF5). Certains affirment également que la langue utilisée dépend soit de « la personnalité » de l'interlocuteur, soit de la situation (formelle/informelle). Par exemple, le français est souvent déclaré utilisé dans le milieu universitaire et dans les supermarchés. Le pulaar est utilisé par un Pulaar quand la personne à qui il s'adresse paraît être « sudiste ». Si le wolof domine toujours largement comme langue véhiculaire, il est toutefois intéressant de noter que d'autres langues (dont le français) sont également déclarées présentes dans une telle communication.

5.3 Usage des langues à l'université

Alors que la famille est le lieu d'usage privilégié de la L1, que la communication au marché et avec des inconnus montre comment sont résolus des problèmes causés par le plurilinguisme social (ce qui montre le degré de véhicularité de ces langues), les situations de communication à l'université sont plus diversifiées et ont des structures plus complexes. L'université est le site des sciences par excellence, donc un domaine formel ; cependant, dans son espace, dominant différentes activités de la vie quotidienne. La vie universitaire en dehors des salles de classe et des bureaux sera donc, dans le cadre de notre analyse, considérée en son sein domaine informel, sous l'appellation « campus social », qui est le terme utilisé par les étudiants eux-mêmes. Il s'agit ici des usages déclarés et réels, et les discours épideictiques seront donc pris en considération.

Ce sous-chapitre sera composé de deux parties : la première portant sur l'usage des langues entre étudiants sur le campus universitaire social (5.3.1), et la deuxième sur l'usage des langues dans l'espace formel de l'université, en classe et dans les contacts avec les professeurs (5.3.2).

5.3.1 *Le campus social : relations entre étudiants*

Le campus universitaire social à l'UCAD comprend des restaurants et des cantines, des boutiques, une mosquée, des « cyber cafés » et plusieurs maisons d'étudiants (logeant des associations politiques et sociales estudiantines), aussi bien que des chambres universitaires où résident une grande partie des étudiants, dont environ la moitié de nos informateurs. Lieu de toute sorte d'activité quotidienne, le campus social a un caractère plus informel que formel, bien qu'intégrant aussi des activités liées à la sphère formelle de l'université (telles que la révision des cours) et aux associations politiques et estudiantines.

Le campus social se distingue du reste de la société sur deux points importants relatifs à notre étude : il est un des rares endroits informels au pays où pratiquement tout le monde maîtrise le français et l'utilise quotidiennement ; le français est en fait la seule langue comprise par tout le monde, le campus social hébergeant des étudiants venant de tous les coins du pays et aussi de l'étranger. Il est donc (théoriquement) *possible* pour les étudiants d'utiliser le français en tant que langue véhiculaire. Il faut noter également qu'au campus social, la famille est absente, ce qui est important (entre autres) en raison de sa position sociale, conservatrice, importante dans la société sénégalaise et aussi d'un point de vue linguistique (cf. *supra* 5.1) ; n'étant pas soumis à la politique linguistique familiale, l'étudiant vivant au campus social se distingue du reste de la population, pouvant *choisir* quelle langue il utilise dans le quotidien.

Nous présenterons et discuterons les usages des langues au campus social de l'UCAD en fonction de la langue en question : d'abord le wolof et (brièvement) les autres langues africaines (5.3.1.1), puis le français (5.3.1.2) et ensuite le code mixte wolof-français (5.3.1.3). Les informations sur lesquelles nous nous basons sont essentiellement tirées de l'observation et des entretiens et, en ce qui concerne ce dernier, notamment des réponses provenant de la question suivante : Q3/Qq6 « En quelle langue parlez-vous avec vos amis ? À l'université ? ». Les données obtenues à l'aide des questionnaires seront utilisées dans certains cas, mais il paraît que les questions concernant les domaines du campus social et de l'université n'ont pas été assez nuancées pour provoquer des réponses pour cette partie de l'enquête.

5.3.1.1 Usage du wolof et des langues premières

La dominance du wolof dans la communication entre étudiants au campus social de l'université est incontestable. Elle est indiquée tout d'abord par une compétence importante dans cette langue ; toutes les 68 personnes enquêtées ainsi que 16 de nos 17 informateurs

déclarent la maîtriser. Un seul de nos informateurs (AM14), venant de Kolda et arrivé à Dakar six mois avant le moment de l'enquête, affirme parler le wolof seulement « un peu », n'ayant pas « habité avec des Wolof ». A part ce dernier, ceux de nos informateurs qui ne parlaient pas le wolof à leur arrivée à l'université et à Dakar, l'ont appris par la suite. Ceci indique que l'acquisition du wolof est une nécessité pour l'intégration des étudiants non dakarois dans le milieu étudiant, bien que français soit la langue commune pour tous les étudiants.

L'importance de la langue wolof au campus social de l'université se confirme ensuite par le fait qu'elle est en effet largement utilisée dans les conversations entre étudiants. Dans la grande majorité des communications que nous avons observées, le wolof a été la langue principale, et dans les réponses que nous avons obtenues au cours des entretiens et dans les questionnaires, rien ne conteste sa dominance : tous nos interviewés ainsi que la plupart des enquêtés (52 sur 68, soit 76%) déclarent utiliser le wolof (seul ou en le mélangeant ou alternant avec une autre langue) dans la communication amicale et entre étudiants. En comparant les réponses des questionnaires avec nos observations et les résultats provenant des entretiens, il semble cependant que l'usage du wolof est (légèrement) sous-représenté chez les enquêtés. Une explication possible à cela est, comme nous l'avons déjà mentionné, que la question n'a pas été posée de manière suffisamment nuancée : pour les enquêtés, les amis dont il est question peuvent être ceux du village, où sûrement le taux d'usage du wolof est moins important qu'à Dakar. Une autre explication peut être les attitudes linguistiques (défavorable au wolof, favorable à la L1) : l'on déclare utiliser la L1 dans la communication amicale, alors que le wolof est la langue véritablement utilisée.

A l'instar de l'usage du wolof dans d'autres domaines informels, notamment au marché, l'usage du wolof au campus social semble être motivé soit par le besoin d'être compris (motivation intégrative), soit parce que c'est la L1 de l'informateur. Certains le justifient davantage par le fait que l'interlocuteur ne parle pas (ou préfère ne pas parler) la langue que l'on aurait souhaité utiliser, qu'il s'agisse d'une langue africaine – « il y en a qui parlent pas le serer, donc on est obligé de parler wolof, parce que c'est la langue la mieux parlée au Sénégal » (AM12), ou du français : « même ici à l'école je parle wolof. Parce qu'il y en a ici qui parlent pas bien le français » (WF2).

Bien que le wolof domine la communication entre étudiants au campus universitaire, d'autres langues africaines n'en sont pas exclues. Dans la plupart des cas, la L1 est déclarée utilisée dans les cas où elle est partagée par les interlocuteurs : « je parle le serer avec les Serer, le wolof avec les Wolof » (AM12) ; « Je parle le serer avec des amis qui parlent le serer » (AF10) ; « Si je rencontre un Pulaar, on parle pulaar » (AM16). Il est curieux,

cependant, de constater que ceci ne fait pas l'unanimité : certains parmi nos informateurs déclarent utiliser le wolof en communiquant avec des personnes avec qui ils partagent une L1 autre que celle-ci : « On est obligé de parler wolof avec tout le monde pratiquement, même entre Peul » (AM15).

Selon nos observations, l'usage réel est moins systématique qu'il ne peut apparaître dans les déclarations ci-dessus ; les locuteurs passent souvent d'une langue à une autre au cours de la conversation, même en l'absence de départs ou d'arrivées de nouvelles personnes. Sans entrer dans les détails (pour cela, nous ne maîtrisons pas assez bien les langues africaines), il semble que le changement de langue se fait souvent en fonction du thème de la conversation. Un de nos informateurs déclare utiliser le français ou le wolof quand il parle avec des amis à l'université, mais qu'il passe au pulaar s'il veut exprimer l'humour : « Si je veux blaguer avec toi, bon, j'utilise en pulaar, quoi, parce que c'est plus facile, quoi, pour moi » (AM17), évidemment à condition que la personne avec qui il parle maîtrise aussi cette langue. Nous verrons ci-dessous (5.3.2) qu'au cours d'une conversation ou d'une discussion en français, il n'est pas rare d'exprimer l'humour en wolof, pour continuer en français.

5.3.1.2 Usage du français

L'usage du français au campus social varie beaucoup au sein de notre groupe d'informateurs et semble corrélérer avec l'usage du français en famille (cf. *supra* 5.1) : ceux déclarant parler le français en famille font l'usage le plus important de cette langue au campus social. Malgré sa maîtrise par tous, le français est rarement utilisé (seul) dans la conversation entre étudiants.

Dans les réponses provenant de la question Q3/Qq6 « En quelle langue parlez-vous avec vos amis ? », 21 sur 29 (soit 72%) des enquêtés dont le wolof est la L1 déclarent utiliser le français dans la communication amicale, or seulement 17 sur 39 (44%) des enquêtés dont la L1 est une autre langue déclarent utiliser le français à cette occasion. Nous ne retrouvons cependant pas, parmi nos interviewés, une telle corrélation avec la L1, car 14 sur 17 mentionnent le français parmi les langues qu'ils utilisent dans la communication entre étudiants. Les observations montrent cependant que l'usage réel du français est moins important que ce qui est déclaré, ce qui est peut-être la manifestation d'une attitude en faveur du français. Les informateurs ont également pu référer au code mixte français/wolof en mentionnant le français.

La perception qu'ont nos interviewés de l'usage du français au campus social ressort également des réponses à la question Q2 « Dans quelle situation utilisez-vous le français ? » ;

les 14 informateurs précédemment cités déclarent l'utiliser en communiquant avec d'autres étudiants. Certains d'entre eux mettent l'accent sur les interlocuteurs et/ou leur compétence en français : « [je parle français] avec des copains, des camarades intellectuels surtout, ceux qui ont fait l'école » (AM16). D'autres insistent sur le fait que le français est parlé entre étudiants au campus social ; ils spécifient ainsi le lieu où il est utilisé aussi bien que leurs interlocuteurs (ou encore la combinaison de ces deux facteurs) : « j'utilise le français peut-être quand je suis au campus, des fois, dans les discussions entre amis, entre étudiants quoi » (AM13) ; « [je parle français] avec des étudiants comme moi, ici à la fac » (AF9).

Quant aux raisons déclarées de l'usage du français, le désir d'améliorer ses compétences est souvent évoquée : « même des amis, des fois on discute [...] sur des sujets français, pour aider nos (.) nos grammaires, la grammaire en français et le lexique. Parce que si on le parle souvent, peut-être on (.) on s'améliore » (AM14). Remarquons l'expression « sujets français » qui indique la présence, au moins pour l'informateur en question, d'une relation entre thème et langue, sans qu'il soit cependant explicité de quels sujets il est question.

Une relation entre thème et langue (française) dans la communication entre étudiants est d'ailleurs exprimée en ce qui concerne les sciences, un thème formel qui à cette occasion est discuté dans une sphère informelle. Il semble néanmoins que la révision des cours aussi bien que les discussions autour des sujets scientifiques soient souvent faites en alternant français et wolof : « on lit les cours en français, et on développe en wolof pour mieux comprendre » (WF5). En outre, la langue française semble être associée à l'amour : « C'est la langue romantique, c'est la langue qui sonne bien pour parler de ces choses » (WM7). Environ la moitié de nos interviewés déclarent utiliser le français en communiquant avec leurs copains/copines, et ceci se confirme aussi par nos observations. Un troisième thème associé à la langue française par nos informateurs est la politique, qu'elle soit nationale, locale ou estudiantine. Cette dernière s'inscrit parmi les activités du campus social dont l'aspect est plutôt formel, et où la langue française est dominante.

Le facteur le plus décisif pour l'usage du français entre étudiants semble être, comme nous l'avons déjà mentionné, l'usage de cette langue en famille : parmi nos interviewés, ceux qui d'après nos observations utilisent le plus le français avec leurs amis et entre étudiants, déclarent aussi avoir parlé français avec leur père pendant la petite enfance. Certains parmi ces informateurs affirment qu'ils préfèrent parler le français à toute occasion, et qu'ils se sentent à l'aise en parlant cette langue : « je parle français n'importe quand, n'importe où, avec tout le monde. Tous ceux qui peuvent me répondre là-dessus » (WF1).

5.3.1.3 Le code mixte wolof/ français

Tous nos interviewés et 65 de nos 68 enquêtés (soit 96%) déclarent mélanger le français avec le wolof au cours des conversations amicales et entre étudiants, ainsi que dans d'autres domaines informels (par exemple entre frères et sœurs, cf. *supra* 5.1). Certains déclarent aussi mélanger le wolof avec l'anglais, ce qui doit surtout être compris comme la manifestation d'une attitude en faveur de cette langue. Selon nos observations, le code mixte, notamment entre le wolof et le français, mais aussi ces deux langues avec l'anglais, figurent largement au campus social de l'université, et le wolof ne semble pas être utilisé dans cette sphère informelle sans que le français intervienne de manière plus ou moins importante. Il semble que nos informateurs, quand ils parlent du « wolof », se réfèrent au code mixte.

Selon Dreyfus et Juillard (2004b : 220), le code mixte connaît de nombreuses variations, « en fonction des lieux, des interlocuteurs, des enjeux et des thèmes ». Ils soulignent également que le discours mixte est « reconnu par une catégorie de locuteurs : les jeunes, comme emblématique d'une identité urbaine et/ou une identité de groupe ».

Nous n'analyserons pas ici le code mixte français-wolof ; notons tout simplement son existence et sa répartition : il ne semble pas y avoir de différences à ce propos entre garçons et filles, mais quant au mélange avec l'anglais, il paraît être plus répandu parmi les garçons. Il ne semble pas non plus y avoir de corrélations par rapport à la L1. De manière générale, il paraît que l'usage de ce code est plutôt lié à la situation d'énonciation et aux interlocuteurs qu'à la L1 et au sexe. Parmi nos interviewés, tous reconnaissent ce code, comme nous l'avons déjà mentionné, et son intégration est souvent explicitée : « les mots qu'on ne connaît pas en français, on les parle en wolof ; les mots qu'on ne connaît pas en wolof, on les parle en français. On a tendance à parler beaucoup de langages à la fois, sans s'en rendre compte » (WF3). Certains de nos informateurs confirment aussi le caractère urbain du code mixte wolof-français, qui s'oppose au wolof rural, devenu pour eux inaccessible :

WF5 Tu sais, le wolof, c'est très profond. Nous, c'est le wolof terre-à-terre qu'on utilise, mais des fois, pour bien s'exprimer et pour bien se faire comprendre, ils mettent un peu de français dedans, c'est ça [...] Dans la région de Kaolack, au fond de Kaolack, dans des villages, eux, ils n'ont pas la possibilité d'aller à l'école, la plupart des vieux ne vont pas à l'école, ils grandissent avec leur langue maternelle seulement. Eux, ils te parlent un wolof que vous n'arrivez pas à comprendre.

5.3.2 En classe : relations entre étudiants et professeurs

Officiellement, le français est la seule langue à être utilisée en classe à l'université au Sénégal (comme dans la plupart des autres établissements éducatifs du pays), pratique qui s'inscrit dans la théorie de la diglossie, où la langue de l'éducation correspond à la langue H : il s'agit d'un domaine formel où l'usage des langues n'est pas le résultat des choix personnels, mais de la politique linguistique de l'État. À l'UCAD, tous les étudiants maîtrisent le français, mais la plupart parlent aussi le wolof (tous sauf un de nos informateurs maîtrisent, comme nous l'avons vu, le wolof). A notre connaissance, le wolof est maîtrisé aussi par la majorité des professeurs.

Tous nos informateurs déclarent utiliser le français en classe, et, selon nos observations, il est clair que le français est la langue dominante à cette occasion. Le français est pratiquement la seule langue à être utilisée par les étudiants (à part, évidemment, l'anglais pendant les cours d'anglais, le pulaar pendant les cours de pulaar etc.). Quant à l'usage des langues par les professeurs en classe, le wolof est utilisé dans deux cas bien déterminés : premièrement, le professeur utilise, comme les étudiants, souvent le wolof s'il veut exprimer l'humour. Deuxièmement, le wolof est utilisé dans les cas où les étudiants ne comprennent pas ce qui est dit en français : « Même des fois, notre (.) notre professeur quand il parle français, si on ne parvient pas à comprendre, il lance des mots wolof » (WF5) ; « En classe, si on ne comprend pas, il [le professeur] change. Il parle ça en wolof. Et là, tu vois : tout le monde rit, par exemple. Le français ça cache des choses » (AM15). Il apparaît donc clairement que le français est la langue *de facto* utilisée à l'université et quand il s'agit des propos scientifiques, mais que le wolof est mieux compris, du moins par la plupart des étudiants. Ceci apparaîtra clairement aussi lorsque nous traiterons les attitudes linguistiques. Nous retrouvons d'ailleurs, comme nous l'avons vu, cette tendance chez les étudiants quand il s'agit des révisions des cours, où ils traduisent en wolof pour mieux comprendre.

Certains de nos informateurs déclarent utiliser le wolof dans les cas où ils se retrouvent seuls avec les professeurs, en dehors des salles de classe, aussi quand le thème de la conversation est lié au secteur formel (sciences). La langue française peut ainsi apparaître liée aussi au domaine de l'université, qui influence l'usage langagier en sa faveur. Il faut cependant mentionner qu'un usage important des langues africaines dans le domaine de l'université demanderait qu'elles soient développées pour un usage scientifique, ce qui n'est pas le cas pour la plupart d'entre elles. Si, comme en wolof, un tel vocabulaire existe à un

certain degré³⁶, ce n'est ni sûr que les locuteurs universitaires (étudiants et professeurs) en soient conscients et connaissent ce vocabulaire, ni qu'ils voudraient s'en servir.

En ce qui concerne les raisons déclarées pour l'usage du français comme la seule langue, les informateurs invoquent qu'elle est la langue officielle et « la langue d'étude » (AF10), [qu'] « on est obligé de le parler » (WM8), ou encore « qu'il y en a [des professeurs] qui aiment pas qu'on parle wolof. Ici il y a des profs qui ne comprennent pas le wolof » (WF2). Ces explications, se rapportant à l'obligation et non au choix, sont d'une nature différente de celles évoquées en ce qui concerne l'usage par exemple du wolof, où la compétence et le besoin de se faire comprendre dominant.

5.4 Remarques conclusives

Dans ce chapitre, nous avons dégagé quelques tendances concernant les choix et usages des langues dans les domaines suivants : la famille, le marché (ici est intégrée aussi la communication avec un inconnu), l'université (campus social et classe). Nous avons également indiqué quelques facteurs en corrélation avec ces usages : des paramètres extra-linguistiques concernant l'informateur et son interlocuteur (notamment la L1 et le sexe), mais aussi les domaines eux-mêmes : la constellation du *thème*, des *participants* et de la *localisation* de la communication (cf. Fishman 2000a), ceux-ci pouvant être formels ou informels. Des facteurs liés aux attitudes linguistiques ont également été mentionnés, mais cet aspect sera traité plus en profondeur dans le chapitre suivant.

En ce qui concerne la **famille**, la L1 prime sur les autres langues, ce qui n'est pas surprenant. Des disparités dans l'usage des différentes langues sont néanmoins présentes au sein de ce domaine informel, traditionnellement réservé à la L1, notamment en fonction de la génération et (en partie) du sexe de l'interlocuteur. Dans la communication entre étudiant et grands-parents ne sont utilisées ni la langue française, ni les langues véhiculaires (non correspondantes à la L1). Entre l'étudiant et son père, le français figure comme une des langues parlées, alors que le wolof véhiculaire n'est jamais utilisé dans la communication intergénérationnelle. En communiquant avec leurs frères et sœurs, par contre, les étudiants utilisent souvent, en plus de la L1, des langues véhiculaires (nationale ou régionale) et le français. Conformément à la théorie de Fishman (2000a), les rôles qu'ont les différents membres au sein de la famille (père, mère, grands-parents, enfant, frère...) semblent en

³⁶ Pour montrer que les langues africaines peuvent servir pour les propos scientifiques, l'historien et physicien sénégalais Cheikh Anta Diop a traduit des théories physiques célèbres (entre autres celle du Principe de la relativité d'Einstein) en wolof. Certains de ces textes sont publiés dans son livre *Nations, nègres, culture* (1979 : 353-357).

grande partie déterminer la langue utilisée, mais le domaine en tant que tel est tout aussi pertinent, étant souvent le seul lieu où les étudiants utilisent leur L1.

Quant à l'usage des langues au **marché**, domaine informel, il est dans cette étude présenté conjointement avec la communication « **avec un inconnu** ». Alors que la communication au marché s'effectue pratiquement toujours en wolof (seul ou mélangé avec le français) et quelques rares fois en alternance avec le français ou le pulaar, la communication « avec un inconnu » peut se passer dans plusieurs langues : le français et le wolof sont les plus fréquemment cités, et le choix de langue dépend selon nos résultats de la formalité de la situation/ du domaine et de l'apparence physique et le statut de l'interlocuteur (sa « personnalité »).

C'est dans un autre domaine informel, au **campus social universitaire**, que nous voyons la diversité la plus importante quant à l'emploi des langues, et c'est aussi un domaine à propos duquel l'on pourrait supposer l'existence d'un *choix* entre différentes langues ; ici, il n'y a de contrainte directe ni de la part de la famille, ni par la loi.

Au campus social, comme dans les autres domaines informels non-familiaux traités ici, le wolof est la langue dominante, mais d'autres langues (africaines et européennes) sont aussi utilisées ; les étudiants ayant en commun une L1 autre que le wolof utilisent souvent cette langue dans la communication entre eux, et ceux venant d'une même région non wolofophone, parlent entre eux la langue véhiculaire de cette région. Quant au français, qui est la seule langue commune à tous nos informateurs (et à tous les étudiants à l'UCAD), il est déclaré être beaucoup utilisé, mais, selon nos observations, il est rarement utilisé seul. L'usage du français diffère toutefois au sein de notre groupe d'informateurs. En outre, le français figure fréquemment dans un code mixte wolof-français, et aussi en alternance avec le wolof et d'autres langues. Pour ce qui est des autres langues européennes utilisées au campus social, l'anglais est le plus souvent cité. Son usage réel est cependant très limité, et les déclarations affirmant son usage doivent être comprises tout d'abord comme des manifestations d'attitudes favorables à cette langue.

Les motivations pour l'usage des différentes langues au campus social semblent varier en fonction de la langue en question. Pour l'usage du wolof et des langues africaines au campus social, la motivation est souvent la compréhension, mais pour les langues autres que le wolof, il peut également être question de la manifestation d'une identité ethnique.

Pour ce qui est de l'usage du français dans ce domaine, il peut correspondre aux thèmes spécifiques, tels que les sciences, l'amour et la politique. Il peut également être motivé par le désir de s'améliorer en cette langue. Quoi qu'il en soit, le facteur le plus important

déterminant l'usage du français au campus social est l'usage de cette langue en famille : ceux qui sont habitués à parler le français avec leur père manifestent une sécurité linguistique en français que nous ne retrouvons pas chez les étudiants dont l'usage du français dans la sphère informelle est plus limité. Ainsi, ceux qui parlent le français en famille ont un usage du français au campus social qui est beaucoup plus important que les autres. Le sujet d'insécurité linguistique sera traité plus en profondeur dans le chapitre suivant, et nous allons voir que l'usage du français en famille joue un rôle important aussi en ce qui concerne les attitudes linguistiques envers tant le français que d'autres langues.

Dans le domaine de **la classe à l'université**, qui est le seul domaine formel à être traité ici, le français domine largement, ce qui s'inscrit dans la logique de la diglossie. Le wolof y est utilisé dans certaines conditions bien précises : à propos de l'humour, de la part de l'étudiant aussi bien que de celle du professeur, et par le professeur si les étudiants ne parviennent pas à bien comprendre ce qui est d'abord dit en français. Les motivations pour l'usage du français en classe ne renvoient pas à un choix ; au contraire, les étudiants évoquent principalement que parler le français est une obligation selon la loi ou que le français est la langue officielle et la langue de l'éducation.

*

Il est clair que la répartition fonctionnelle des langues est nette dans le cas des étudiants comme dans d'autres groupes de la société sénégalaise : alors que la L1 domine dans le domaine familial, le wolof véhiculaire semble primer dans les autres domaines de la sphère informelle traités dans cette étude. Au campus social, malgré la présence du français comme langue commune à tous, c'est le wolof qui fonctionne comme langue véhiculaire, comme en ville. Le seul domaine formel étudié, la salle de classe à l'université est pratiquement l'unique domaine où le français est utilisé sans mélange. La répartition n'est cependant pas absolue : la langue française semble entrer (quoique faiblement) dans la communication familiale aussi bien qu'amicale, et le wolof s'introduit dans l'enseignement à certaines occasions.

Si la famille et la L1 symbolisent la tradition, ce sont en revanche le français ainsi que le wolof et certaines langues véhiculaires régionales qui dominent dans la société, représentant la modernité et la réussite. L'entrée de ces langues dans la sphère familiale peut ainsi être l'indice d'un changement non seulement des pratiques, mais aussi des attitudes (cf. Calvet 1994 : 66). Nous pouvons donc nous demander si, dans les générations à venir, l'usage des langues véhiculaires, notamment du wolof, et, à un moindre degré, le français, ne va pas

prendre la place des L1 dans la communication familiale (cf. Fishman in Baker 1996 : 67). Cela qui impliquerait, selon la théorie de Fishman (*ibid.*) la disparition de ces L1. On sait en effet, qu'à l'échelle mondiale, la mort des langues menace aujourd'hui la diversité linguistique.

6 Attitudes linguistiques

Ayant dégagé dans le chapitre précédent quelques tendances concernant les étudiants sénégalais à Dakar et leurs choix et usages des différentes langues qui coexistent au pays, nous nous intéressons maintenant aux attitudes linguistiques : quelles sont les attitudes envers les différentes langues qui entourent les étudiants ? Quels sont les éléments sous-jacents à celles-ci ? Comment les attitudes influencent-elles les usages des langues ? Notre point principal portera sur les attitudes envers le français, mais nous aborderons également celles envers le wolof et les autres langues premières et envers l'anglais. Nous traiterons aussi dans ce chapitre les attitudes envers les différentes langues dans des domaines divers, notamment la langue française en tant que langue officielle et une possible introduction des langues nationales dans le domaine éducatif.

L'étude des attitudes linguistiques est intéressante tout d'abord parce qu'elle nous aide à compléter l'image de la situation linguistique de nos informateurs, et elle est nécessaire pour la compréhension des dynamiques (socio)linguistiques à un niveau plus global. Connaître les attitudes linguistiques permet entre autres de mieux comprendre les choix et usages des langues.

Un deuxième élément intéressant par rapport aux attitudes linguistiques est, selon Baker (1992, voir aussi *supra* 1.3), que les attitudes linguistiques peuvent être de bons indicateurs du comportement linguistique futur, leur nature étant en général plus cohérente que celle des comportements, ces derniers dépendant souvent du contexte. Cette théorie est particulièrement pertinente dans le cadre de notre étude, car notre groupe d'informateurs consiste en des personnes scolarisées faisant partie de l'élite sociale. Nos informateurs sont donc susceptibles dans l'avenir d'occuper des positions d'influence sociale et/ou politique.

Ce chapitre est divisé en trois sous-chapitres. Le premier (6.1) cherche à déterminer et discuter les attitudes qu'ont les étudiants envers le français. Ici, nous cherchons à connaître la norme à laquelle se réfèrent nos étudiants, et nous évoquerons le concept d'insécurité linguistique. Nous traiterons les attitudes envers les différentes normes topologiques du français et les attitudes envers le français en tant que langue officielle sénégalaise. Le deuxième sous-chapitre (6.2) porte sur les attitudes envers les langues africaines : envers le wolof, langue véhiculaire et L1, et envers d'autres langues véhiculaires et L1. Nous traiterons également, dans ce sous-chapitre, une possible introduction des langues nationales dans le système éducatif. Le troisième sous-chapitre (6.3) s'intéresse aux attitudes envers l'anglais.

Les informations qui sont à la base de ce chapitre sont tirées des entretiens et des

questionnaires. Elles sont obtenues principalement de manière directe, c'est-à-dire que nous avons demandé aux informateurs de s'exprimer explicitement sur les thèmes évoqués.

6.1 Attitudes envers le français

Nous traiterons dans cette section les attitudes linguistiques qu'ont nos informateurs envers la langue française. Nous commencerons par discuter les attitudes envers le français du Sénégal (6.1.1), avant de voir plus en profondeur leur caractère ambigu (6.1.2). Enfin, nous aborderons les attitudes envers le français en tant que langue officielle (6.1.3).

6.1.1 Le français du Sénégal

La plupart des chercheurs travaillant sur la langue française au Sénégal considèrent le français comme une langue seconde³⁷, et non une langue étrangère : « Le français n'est pas pour l'habitant d'un des Etats francophones de l'Afrique, quel que soit son niveau réel de compétence, une langue étrangère ; il fait partie de son univers politique et social, dont il est même une composante principale » (Manessy 1994 : 12). Il n'y a pas de doute que cette langue a pris des formes particulières adaptées aux réalités sénégalaises. Selon entre autres Daff (1995, 1998b) et Corréard (1998, 2006), il existe en effet au Sénégal une norme endogène du français qui se distingue de la norme scolaire (hexagonale) par des traits lexicosémantiques et morphosyntaxiques. Cette norme « sénégalaise » de la langue française, est-elle identifiée comme telle par nos informateurs ? Quel français considèrent-ils comme le plus correct ? Pouvons-nous parler d'une insécurité linguistique en français chez les étudiants ? Comment évaluent-ils leur propre compétence en français ? Nous tenterons de répondre à ces questions dans ce qui suit.

Dans une première section, nous aborderons la notion de français du Sénégal telle que la conçoivent nos informateurs (6.1.1.1), pour ensuite étudier ce que nos informateurs entendent par le « bon » français (6.1.1.2). Puis, nous aborderons les différences générationnelles dans la manière de parler français, différences qui existent selon nos informateurs (6.1.1.3), pour enfin étudier leurs autoévaluations des compétences en cette langue (6.1.1.4).

³⁷ Le français langue seconde est définie ainsi par Cuq (1991 : 139) : « [...] c'est une langue de nature étrangère. Il se distingue des autres langues étrangères éventuellement présentes sur ces aires par ses valeurs statutaires, soit juridiquement soit socialement, soit les deux, et par le degré d'appropriation que la communauté qui l'utilise s'est octroyé ou revendiqué. Cette communauté est bi- ou plurilingue [...] ».

6.1.1.1 Y a-t-il un français sénégalais ?

Nous nous baserons dans cette section sur les réponses provenant des questions suivantes : Qq18 « Est-ce qu’au Sénégal il y a une façon spécifique de parler français ? » et Q7 « Est-ce que les Sénégalais parlent le français d’une manière différente de celle des autres Africains/des Français? Quelles sont les différences ? »

Tous nos interviewés font la différence entre le français parlé au Sénégal d’une part et le français de France (le « français européen » ou encore le « français parisien ») de l’autre. Le français du Sénégal se distingue également, selon eux, du français parlé par les *niak*³⁸. Les enquêtés, en revanche, apparaissent moins uniformes dans leurs propos : seuls 22 des 68 parmi eux (soit 32%) reconnaissent qu’il y a au Sénégal « une façon spécifique de parler français » :

Tableau 6.1. Réponses à la question Qq18 « Est-ce qu’au Sénégal il y a une façon spécifique de parler français ? »

	Réponse	« Oui »	« Non »
L1 de l’enquêté			
L1 = wolof (n=29)		6 (21%)	23 (79%)
L1 = une autre langue (n=39)		16 (41%)	23 (59%)
Total (n=68)		22 (32%)	46 (68%)

La divergence apparente dans les données provenant des deux outils méthodologiques est frappante et s’explique probablement par la manière différente dont sont formulées les questions : lors des entretiens, nous avons posé la question « Est-ce que les Sénégalais parlent le français d’une manière différente de celle des Français/ des autres Africains ? Quelles sont les différences ? » (Q7), alors que dans les questionnaires, la question était la suivante : « Est-ce qu’au Sénégal il y a **une façon spécifique** de parler français ? » (Qq18). « Spécifique » peut être interprété comme « se différenciant de la norme ». Ne pas considérer « spécifique » la manière de parler français des Sénégalais montre une sécurité linguistique chez ces enquêtés vis-à-vis de la norme à laquelle ils se réfèrent (mais pas forcément une sécurité linguistique personnelle). Il n’empêche que les enquêtés puissent, comme les interviewés, considérer la manière de parler des Sénégalais différente des Français et celle des *niak*. Nous regarderons par la suite un peu plus en profondeur ces distinctions.

La première distinction faite par nos informateurs, celle entre le français du Sénégal et le français de France, se fait à travers deux traits (phonologiques) bien définis : la prononciation, notamment du phonème /r/, qui est uvulaire chez les Français et apical chez la

³⁸ L’expression *niak* se réfère aux Africains de « tout autre pays africain francophone » (Auzanneau 2000 : 96). L’expression est péjorative.

plupart des Sénégalais (« Les Français roulent le /r/ »³⁹ (WF5)), et le débit de la parole (« le français de France est plus rapide » (WM6)). Ces deux traits sont également cités par Papa A. Ndao, sociolinguiste sénégalais, comme étant les plus souvent mentionnés par les professeurs et étudiants concernant la différence entre le français du Sénégal et le français de France (2002 : 52-54).

De manière générale, dans la distinction entre le français du Sénégal et le français de France, nos interviewés n'évoquent pas de traits du domaine sémanticolexical ou morphosyntaxique. Cependant, certains ont affirmé que, par rapport au français de France, le français du Sénégal est « plus académique » (WM8), ce qui doit être vu en relation avec son usage, se limitant en grande partie aux domaines formels. Deux informateurs ont également affirmé que, contrairement au français de France, le français du Sénégal se mélange avec d'autres langues (le plus souvent le wolof), et qu'il est pour cela moins « pur » que la variété hexagonale. Ceci peut renvoyer à la norme endogène française telle qu'elle est décrite par Corréard (dir.) (2006), marquée entre autres par un certain nombre d'emprunts au wolof ou à l'arabe.

La deuxième distinction, celle entre le français du Sénégal et le français des *niak*, également mentionnée par Ndao (2002) et d'autres études (Auzanneau 2000, Moreau *et al.* 1998), semble correspondre à une vision commune sénégalaise des variétés du français. Il est cependant difficile de cerner exactement en quoi consiste cette distinction, mais « l'accent » et « l'intonation » sont des traits souvent mentionnés. La manière dont le français est parlé par des Africains non sénégalais est jugée par tous nos interviewés moins bonne que celle parlée au Sénégal :

AM16 On les qualifie de *niak*, et eux, ils ont un ton lourd, là. Le langage est un peu lourd. Le Sénégalais, lui, il a l'accent très raffiné. Donc quand il parle, peut-être (.), c'est pas trop lourd, quoi. Il a un français très fin.

Le fait de juger sa propre manière de parler supérieure à celle des autres ne semble cependant pas particulier au Sénégal. La sociolinguiste norvégienne Anne M. Knutsen (2007 : 243) a trouvé la même tendance en Côte d'Ivoire, et dans une enquête au Mali, Ingse Skattum, également sociolinguiste norvégienne, a obtenu des résultats semblables⁴⁰ :

³⁹ Cf. N. Thiam : « Rouler le /r/, dans le langage de beaucoup de francophones au Sénégal ne signifie pas avoir une prononciation apicale de ce phonème, mais, bien au contraire, en produire la réalisation uvulaire du français standard » (1998 : 96).

⁴⁰ Communication personnelle de I. Skattum le 15 mai 2009. Enregistrement fait dans le cadre du projet CFA (*Contemporary French in Africa and the Indian Ocean*) en janvier 1998 à Bamako.

TRS	[...] Les Burkinabé sont fortement marqués par le /r/. Les Wolof aussi hachent les mots. [...] C'est le français du Mali qui est le plus proche [inaudible]
	phonologique [inaudible]
Enq.	Le plus proche de quoi ?
TRS	Du français.
Enq.	Du français de France ?
TRS	Voilà.

D'après P. Ndao, ce phénomène peut être lié au principe de *primus inter pares* en psychologie sociale : « plus un individu adhère aux normes d'un groupe (ici la francophonie périphérique), plus la tendance à se distinguer des autres membres du groupe est forte. Il chercherait à être celui qui dans le groupe est le plus représentatif des normes du groupe » (2002 : 56). Selon cette théorie, la distinction entre le français du Sénégal et le français des *niak* appartient donc à l'imaginaire de nos informateurs, et n'est pas un reflet de la réalité. Cette hypothèse se confirme par le fait que le français des *niak* est désigné dans nos données comme une seule variété, or, en réalité il en existe plusieurs (Dumont 1991 : 15). Quant à nos informateurs, ils tendent à justifier la différence entre le français du Sénégal et le français des *niak* par la présence française plus ancienne au Sénégal que dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne, et par la position particulière du Sénégal pendant la période coloniale.

Nous constatons que nos interviewés reconnaissent l'existence d'un français sénégalais distinct de celui « de France » et aussi de celui des *niak* par des traits phonétiques plus ou moins identifiables. Il ne semble cependant pas être question de la conscience d'une norme endogène distincte caractérisée par des traits lexicaux ou syntaxiques, bien que nous savons que de telles différences existent (Daff 1998b, Corréard 2006). Pour cela, nos résultats corrélaient avec ceux de Daff (1998b), Ndao (2002) et Masuy (1994) : aucun de ces chercheurs n'ont trouvé dans leurs données de reconnaissance significative de la norme endogène par les Sénégalais, mais ils confirment que les Sénégalais tendent à distinguer leur propre parler du français de France et du français des *niak*. Daff (*op.cit.*) et Masuy (*op.cit.*) ont cependant trouvé que les jeunes tendent à être moins normatifs que leurs aînés, et qu'ils acceptent plus facilement la norme endogène sénégalaise du français. Notre groupe d'informateurs, étant constitué de personnes de la même tranche d'âge, il ne nous permet pas une telle comparaison.

6.1.1.2 Quel est le « bon » français ?

Le français du Sénégal, correspond-il au « bon » français ? Au cours des entretiens, nous n'avons pas posé de question portant directement sur le « bon » français, mais le thème a

toutefois été relevé, notamment dans les réponses aux questions Q6 « Est-ce que vous pensez que les Sénégalais parlent bien le français ? » et Q8 « Est-ce que vous souhaitez parler français comme un Français ? Pourquoi/ pourquoi pas? ». Pour les questionnaires, nous nous basons sur les réponses aux questions Qq20 « Est-ce que selon vous le français parlé au Sénégal est du « bon » français ? », Qq28 « Est-ce qu'il existe un français correct ? » et Qq27 « Si oui, où est-il parlé ? »

Tableau 6.2. Réponses à la question Qq28 « Est-ce qu'il existe un français correct ? »

	Réponse	« Oui »	« Non »
L1 de l'enquête			
L1 = W (n=29)		28 (97%)	1 (3%)
L1 = une autre langue (n=39)		34 (87%)	5 (13%)
Total (n=68)		62 (91%)	6 (9%)

Comme le montre ce tableau, 62 (soit 91%) des enquêtés confirment l'existence d'un français correct. Les interviewés s'expriment dans le même sens.

Tableau 6.3. Réponses à la question Qq27 « Si oui où est-il parlé ? »

	A l'université	Au Sénégal	En France, en Europe	Partout	En Afrique	Dans l'administration
N=62	20 (32%)	19 (31%)	12 (19%)	5 (8%)	4 (6%)	2 (3%)

Nous avons demandé à nos enquêtés d'accorder au terme « bon français » un lieu, et nous voyons qu'une majorité relative (20, soit 32%) le situent à l'université, ce qui peut signaler une association du « bon » français à l'école, à la norme scolaire, littéraire, au français académique et non à un lieu géographique déterminé. Le deuxième plus grand groupe d'enquêtés (19, soit 31%) associe cependant le « bon » français au Sénégal, et seulement 12 personnes (soit 19%) l'associent à la France ou à d'autres pays francophones en Europe. Le faible taux de ceux qui le situent hors du Sénégal peut être l'indication d'une sécurité linguistique régionale et générale (par rapport à la norme hexagonale), bien qu'il ne permette pas de déduire le degré de sécurité linguistique au niveau individuel.

Pour ce qui est de nos 17 interviewés, ils se divisent en deux tendances majeures. La majorité d'entre eux soulignent, comme les enquêtés, l'aspect scolaire du bon français, image qui coïncide avec la vision décrite par Gabriel Manessy :

La norme classique n'est pas en Afrique comme en France une forme idéale, épurée, régulatrice d'une pratique quotidienne polylectale, instable mais admise ; elle est la vraie langue, contenant toutes les ressources nécessaires à la réflexion logique, au raisonnement et à la communication ; tout écart est donc l'indice d'une erreur ou d'une ignorance ; l'usage populaire n'est qu'une approximation fautive et dépréciative (1994b : 13)

L'autre partie de nos interviewés associent le « bon » français au français de France. À notre avis, ces deux penchants ne sont cependant pas contradictoires : le « bon » français tel qu'il est décrit par Manessy et par la majorité de nos interviewés concerne la correction, l'orthographe et le fait de « parler comme on écrit » (WM6). Le français de France est, comme le français du Sénégal, caractérisé par nos informateurs essentiellement à l'aide de traits phonétiques et peut tout à fait (mais pas obligatoirement) correspondre à cette norme. Pour les interviewés associant le « bon » français au français de France, il peut donc effectivement être question d'une norme géographique similaire la norme scolaire, mais il est également possible (et même probable) qu'ils se réfèrent uniquement à la prononciation « à la française ». Il convient ici de nous demander si nos informateurs considèrent le français du Sénégal comme bon. Y a-t-il sécurité linguistique par rapport aux autres normes géographiques ?

Nous avons déjà vu que 19 parmi les 68 enquêtés (31%) associent le français « correct » tout d'abord au français parlé dans leur pays (tableau 6.3), et que 65 des 68 enquêtés (soit 96%) répondent également « oui » à la question Qq20 « Est-ce que selon vous le français parlé au Sénégal est du bon français ? ». Quant à nos interviewés, ils ont tous répondu « oui » à la question Q6 « Est-ce que vous pensez que les Sénégalais parlent bien le français ? ». Ils tendent cependant à nuancer leur réponses durant l'entretien : certains affirment qu'il existe en effet des façons différentes de parler le français au sein du pays, et que tout le monde ne le parle pas bien : « certains Sénégalais parlent bien le français » (AM15) ; « oui, il y en a qui parlent bien, mais pas tout le monde » (WF3). Cette variabilité se retrouve également chez certains de nos enquêtés :

Tableau 6.4. Réponse à la question Qq21 « Est-ce que au Sénégal les gens parlent français de différentes manières ? »

	Réponse	« Oui »	« Non »
L1 de l'enquêté			
L1 = wolof (n=29)		11 (38%)	18 (62%)
L1 = une autre langue (n=39)		16 (41%)	23 (59%)
Total (n=68)		27 (40%)	41 (60%)

27 (40%) des enquêtés ont affirmé [qu'] « au Sénégal les gens parlent français de différentes manières », et 41 (60%) ne reconnaissent pas l'existence de variations internes.

Pour les interviewés, ceux qui sont censés le mieux parler le français, sont les « scolarisés » (WF2), les « professeurs » (WF5), « celui qui a été à l'école » (AM14), etc. Cette tendance est la même chez les enquêtés, où « les enseignants », « les intellectuels » et « celui qui parle le français académique » sont mentionnés comme parlant le mieux (réponses

à la question Qq22 : « Si oui [les gens au Sénégal parlent le français de différentes manières], qui parlent « le mieux » le français ? ». Ceci renforce encore l'hypothèse que le « bon » français est assimilé au français scolaire. Il semble être question, quand il est dit que « certains Sénégalais parlent bien le français », d'une maîtrise plus ou moins bonne de cette norme (scolaire) et non de plusieurs normes.

Le français du Sénégal, généralement jugé « bon », est par certains même considéré comme supérieur au français de France :

- WM7 Il y a beaucoup de Sénégalais qui parlent mieux le français que (.) que, que les Français de France, je veux dire [...] c'est-à-dire, quand le Français parle le français (.) ça va vite, quoi. C'est comme si (.) c'est sa langue naturelle, quoi, je veux dire. Peut-être le Sénégalais, il peut réfléchir en parlant, pour ne pas faire des erreurs, etc.
- WM6 L'expression est plus bonne quand les Sénégalais parlent français, par rapport à un Français, quoi. Et eux, c'est leur langue maternelle, donc les Français, certes, les Français sont plus rapides, mais les Sénégalais ont une (.) c'est la bonne utilisation des mots, quoi.

Dans ces citations sont évoqués comme traits différenciant les variétés sénégalaise et française de la langue française d'abord le débit rapide qui, selon l'informateur WM7, influe de manière négative sur la qualité de la langue, et ensuite, chez les Sénégalais, la « bonne utilisation des mots » (WM6). La différence lexicale relevée ici est plutôt rare dans notre corpus, mais renvoie peut-être à l'argot, et à la non correspondance de celui-ci avec la norme scolaire. Selon Auzanneau, « une telle surévaluation du français du Sénégal semble motivée par la faible conscience de la variation stylistique du français dans la mesure où son acquisition, comme son usage, sont circonscrits aux sphères officielles » (2000 : 97). La faible conscience des Africains des registres qui existent dans la langue française est également mentionnée par Manessy (1994a : 29). Etant exposés aux médias français (internet, télé, films, musique, etc.), nos informateurs sont, selon nous, probablement conscients qu'il existe en France différentes manières de parler français mais ils ne maîtrisent pas nécessairement le fonctionnement des registres. Certaines de ces manières de parler peuvent donc être considérées par eux comme du « mauvais » français. Considérer le français du Sénégal meilleur que le français de France peut en tout cas être la manifestation d'une sécurité linguistique par rapport à ce dernier, mais aussi d'une attitude normative qu'on peut supposer héritée de l'école, justement. Encore que le fait de surévaluer sa propre manière de parler ou celle de son groupe peut également être l'indice de certaines failles dans la sécurité

linguistique, compensées justement par cette surévaluation. Celle-ci fonctionnerait ainsi comme une manière de « se rassurer ». Nous y reviendrons plus loin.

Indépendamment d'une éventuelle non correspondance entre la norme de référence et le français de France, la prononciation « à la française » bénéficie d'une certaine admiration de la part de nos informateurs. 7 de nos 17 interviewés ont répondu « oui » à la question (Q8) « Est-ce que vous souhaitez parler français comme un Français ? Pourquoi/ pourquoi pas ? »

Tableau 6.5. Réponses à la question Qq29 : « Est-ce que vous souhaitez parler comme un Français beaucoup/un peu/pas du tout ? »

	Réponse	« Beaucoup »	« Un peu »	« Pas du tout »
L1 de l'enquêté				
L1 = wolof (n=29)		10 (34%)	4 (14%)	15 (52%)
L1 = une autre langue (n=39)		13 (33%)	13 (33%)	13 (33%)
Total (n=68)		23 (34%)	17 (25%)	28 (41%)

Parmi les enquêtés, l'attitude est encore plus favorable : une légère majorité ont répondu qu'ils souhaitent « beaucoup » (34%) ou « un peu » (25%) parler comme un Français, soit au total 40 sur 68 (59%). Si nous considérons les chiffres sous la colonne « pas du tout », nous voyons que les enquêtés ayant comme L1 le wolof sont un peu plus favorables à « l'accent sénégalais » (52%) que les autres (33%). Concernant les sexes, il ne semble pas y avoir de corrélation avec la préférence ou non de l'accent « à la française ».

Le désir d'imiter les Français semble pour la plupart venir de motivations intégratives :

- IB Est-ce que c'est une bonne chose d'imiter l'accent français comme ça ?
 WF2 Moi je trouve. Parce que (.) on se comprend mieux (.), voilà, et on a la possibilité de s'ouvrir vers d'autres cultures et tout, quoi. Pour être riche intellectuellement.
- IB Donc tu souhaites parler français comme un Français ?
 WF2 Ouais ! Pourquoi pas ? Pour le plaisir [...] c'est joli de les entendre bien prononcer. Ça fait partie de l'éducation, quoi, pour moi.

Ici, nous voyons que l'accent de français de France est associé premièrement à la compréhension, et ensuite à la richesse intellectuelle et à « l'éducation » ; l'informateur veut, en parlant le français de France, exprimer une identité intellectuelle et cosmopolite. Remarquons également que la prononciation « à la française » est en effet considérée comme la plus correcte (« bien prononcer »). Nous pouvons donc considérer, dans ce cas, le souhait de « parler comme un Français » comme la manifestation d'une insécurité linguistique (générale) par rapport au français de France. Cette insécurité linguistique semble en

contradiction avec la sécurité linguistique montrée par nos informateurs lorsqu'ils considèrent le français du Sénégal comme « bon » et parfois meilleur que le français de France et lorsqu'ils ne localisent pas nécessairement le bon français en Europe. Ces deux éléments en apparence antithétiques soulignent, à notre avis, l'ambiguïté de la relation qu'ils semblent avoir avec la langue française et avec la France, où d'un côté le français symbolise des valeurs telles que la modernité et la richesse matérielle et intellectuelle auxquelles l'on veut tendre et de l'autre le déracinement et la soumission. Nous y reviendrons.

Il peut également être question d'un changement concernant la norme de référence, la prononciation « à la française » gagnant du terrain (auparavant, celle-ci était l'objet d'attitudes négatives, cf. Corréard 1998). Nous allons voir plus loin plusieurs traits pouvant être des indices d'un tel développement.

Soulignons que la question de sécurité ou insécurité linguistique vis-à-vis du français de France ne semble pas porter sur le sujet du « bon » français. Or, celui-ci semble, pour la plupart de nos informateurs, correspondre au français scolaire, et non à la prononciation ou à l'accent, qui constituent des facteurs distinguant, selon eux, le français du Sénégal de celui de France.

6.1.1.3 Différences générationnelles

Dans cette section nous nous intéressons à des différences générationnelles dans la manière de parler français, et les attitudes qu'ont nos informateurs envers celles-ci. Nous nous basons sur les questions Q5 « Est-ce que les jeunes au Sénégal parlent français d'une manière différente de celle des adultes ? » et Qq24 « Est-ce qu'il existe une façon de parler le français propre aux jeunes Sénégalais ? ».

Tableau 6.6. Réponses à la question Qq24 : « Est-ce qu'il existe une façon de parler le français propre aux jeunes Sénégalais ? »

	Réponse	« Oui »	« Non »
L1 de l'enquêté			
L1 = wolof (n=29)		15 (52%)	14 (48%)
L1 = une autre langue (n=39)		27 (69%)	12 (31%)
Total (n=68)		42 (62%)	26 (38%)

La majorité des enquêtés (42 sur 68, soit 62%) reconnaissent l'existence d'une façon de parler français propre aux jeunes Sénégalais. Il ne semble pas y avoir de corrélation entre la perception d'une manière de parler propre aux jeunes et la L1 de l'enquêté. Tous nos interviewés font également la différence entre la manière de parler français des jeunes et celle

des « vieux⁴¹ ».

Selon nos interviewés, les différences entre les manières des « jeunes » et des « vieux » de parler le français se trouvent aux niveaux lexical et phonétique : les vieux parlent un français « pur », académique, plus proche de la norme scolaire, et leur prononciation est marquée par l'insistance sur le /r/ apical, « sénégalais ». Cette variété est par la plupart de nos informateurs considérée comme la plus exacte et la plus soutenue. La manière de parler français des jeunes est considérée moins correcte, et ils ont, selon nos interviewés, « une expression moins riche » (WF2). Nos interviewés affirment également que certains jeunes parlent avec « l'accent français », notamment le /r/ « roulé » (c'est-à-dire uvulaire, voir ci-dessus), forme qui, comme nous l'avons vu, est considérée comme prestigieuse par certains.

- AM15 Parce qu'actuellement c'est que (.) est-ce que la jeunesse même sénégalaise, est-ce que les jeunes parlent français couramment ? C'est ça le problème (.) Les adultes qui ont fréquenté l'école parlent même mieux le français que les jeunes de ma génération, par exemple. Eux ils maîtrisent bien. [...] Le français colonial, c'est trop différent du français moderne même, je dirais.
- IB Aha ? Quelles sont les différences ?
- AM15 Bon, le ton, l'accent. Ça diffère. Même (.), il y a certains mots qu'ils emploient que tu ne pourras même pas comprendre si tu es jeune. En tout cas nous (.) auparavant ça (.) bon, ça voudrait dire ceci, par exemple, avec le contexte actuel, il y a eu beaucoup de changements, le français a évolué.
- IB Evolué vers quoi, tu penses ? Le français de France où (.) ?
- AM15 Au Sénégal, on parle un français qui est pratiquement un français-français, hein. Mais les vieux parlent un français trop ancien même.

Selon cet informateur (AM15), le « français colonial » est la variété la plus correcte, et les vieux « parlent mieux » que les jeunes. Ces derniers parlent le « français moderne », variété comparée au « français-français », le français de France. Il semble donc, selon lui, que l'évolution tend vers un français qui ressemble au français de France, mais également vers une maîtrise moins bonne de la langue.

Pour ce qui concerne les enquêtes, ils mentionnent les particularités suivantes du parler des jeunes : une prononciation correcte (10)⁴², l'accent (9), le fait que c'est un français de la rue (8), les mélanges (8), les mots nouveaux (2) et la simplification (1). L'affirmation

⁴¹ Le sens et les connotations du mot « vieux » tel qu'il est utilisé au Sénégal (et ailleurs en Afrique) sont particuliers par rapport au « français de France ». Selon Corréard (dir) (2006 : 565), « vieux » peut vouloir dire en français du Sénégal « homme d'âge mûr [...], personne âgée », et « la connotation qui s'attache à *vieux*, *vieille* est positive au Sénégal, où les personnes âgées, vues comme pleines de sagesse et d'expérience, sont l'objet d'une réelle vénération ». Nous utilisons ici ce terme pour parler des personnes des générations antérieures à celle de nos informateurs, car, étant le mieux compris, c'est ce terme que nous avons utilisé au cours des entretiens.

⁴² Les chiffres entre parenthèses réfèrent au nombre d'informateurs qui ont mentionné ce trait. 38 parmi les 42 qui ont répondu « oui » à la question Qq24 (« Est-ce qu'il existe une façon de parler le français propre aux jeunes Sénégalais ? ») ont précisé les spécificités dont il s'agit.

des interviewés selon laquelle le parler des jeunes est moins correct que celui des vieux ne se confirme pas chez les enquêtés. Au contraire, notre impression que la prononciation « à la française » est une forme prestigieuse (« une prononciation correcte ») et, au niveau plus général, que « l'accent » diffère (plus ou moins systématiquement) d'une génération à une autre, est confirmée.

Quant au « français de la rue », le terme revient aussi chez certains de nos interviewés, mais pas pour décrire la manière de parler le français des jeunes en général. Il s'agit, selon nos interviewés, d'un français approximatif acquis hors institution et parlé par exemple par des mécaniciens, des menuisiers et, plus typiquement encore, par des jeunes guides touristiques en contact fréquent avec des étrangers ne maîtrisant pas le wolof. Une telle variété est aussi appelée le « français débrouillé » (Corréard 2006 : 245). En ce qui concerne les réponses de nos enquêtés, il est cependant plus probable que le « français de la rue » renvoie au code mixte français-wolof ou à d'autres « mélanges » qui, selon nos observations, caractérisent la manière de parler français des jeunes.

Le terme « français de la rue » peut également être une tournure pour exprimer l'admiration pour le « français de la rue » parlé en France. Cette variété semble en effet bénéficier d'un certain prestige parmi les jeunes Sénégalais, notamment les garçons ; transmise au travers de la musique rap et de la culture hip hop, très populaires, elle est (pour eux) typique des Français noirs des banlieues auxquels ils s'identifient : « Je t'ai dit à tout à l'heure que nous, (.) nous copions. Parfois le français parlé par les jeunes de la banlieue française, c'est le même français que nous retrouvons dans la banlieue sénégalaise [...] parce que nous écoutons le rap français » (AM16). Ici, il est clairement question d'une culture « des jeunes » ; les jeunes souhaitent se distinguer des adultes, aussi par la voie linguistique. A notre avis, la motivation derrière l'attitude positive envers cette manière de parler est uniquement intégrative. Il n'est pas question ici du « bon » français, et les jeunes peuvent en cela apparaître moins « normatifs » que les adultes, affirmation déjà faite par la linguiste belge F. Masuy : « Les étudiants ont un rapport à la langue officielle beaucoup moins puriste que celui des cadres » (1994 : 67) et M. Daff : « Les enseignants du supérieur sont plus normatifs, suivis dans l'ordre par les enseignants du secondaire, les étudiants, les élèves » (1998 : 100). Dans les propos de ces deux chercheurs, il s'agit (chez les étudiants) d'un mélange du français avec d'autres langues, des inventions de nouvelles formes et la considération des « sénégalismes » comme des formes normales et non des fautes. Ce début d'acceptation de la norme endogène du français au Sénégal par les jeunes et en même temps l'utilisation de formes de français moins normatives et exogènes (le /r/ uvulaire), montrent

leur plus grand libéralisme par rapport à leurs aînés, et souligne ainsi notre hypothèse que la norme de référence semble changer vers des formes moins conformes au français scolaire. Pour nos informateurs, nous n'avons cependant pas, contrairement à Daff et Masuy, trouvé des signes d'acceptation de la présence d'une norme endogène, mais nous n'avons pas non plus posé de questions de manière indirecte sur ce sujet (c'est-à-dire que nous n'avons pas demandé d'évaluation de la langue – d'un texte, d'un parler, etc, mais avons posé des questions plus ouvertes portant sur le français au Sénégal).

Quant à nos interviewés, ils évoquent deux éléments principaux pour expliquer les différences de parler entre les vieux et les jeunes, l'école et la modernisation :

AM16 Bon la différence, peut-être c'est, c'est dû au temps aussi. Ici, on dit que l'enseignement auparavant était beaucoup plus (.) beaucoup plus (.) sérieux. Donc la formation était beaucoup plus (.) dure, beaucoup plus sérieuse, tu vois. Donc il y a peut-être un problème de la génération. Donc, les jeunes d'aujourd'hui, les mentalités ont changé, donc avec la télé, la culture, donc la mondialisation, donc il y a un métissage culturel. Les jeunes ont tendance à copier ce qui vient de l'étranger. Donc il y a un changement, quoi.

La rigueur de l'école coloniale comparée au laxisme du système scolaire actuel et le fait que pendant la période coloniale les professeurs étaient des « blancs » ne pouvant communiquer avec leurs élèves qu'en français, constitue, selon une partie de nos informateurs, une des raisons de ce qu'ils considèrent comme un niveau faible de français chez les jeunes aujourd'hui. La démocratisation des médias, l'expansion des NTIC⁴³ et plus généralement « la modernisation » contribuent également, d'après eux, à des changements dans la manière de parler le français au Sénégal (tendant notamment vers une prononciation du français plus proche du français de France). Il est intéressant ici de voir nos résultats en relation avec ceux de Juillard (2005), qui a également trouvé que les adultes sont considérés comme parlant mieux le français que les jeunes :

Mme S. pense que le français des élèves n'est pas bon, en référence à une norme scolaire centrée sur l'écrit et exogène (au sens de Manessy et de Wald), parce que les modèles de français diffusés présentent un écart important par rapport à la norme. Cette 'baisse de la qualité du français', est due selon S., à l'usage de plus en plus fréquent du wolof en classe et dans les échanges quotidiens (*op.cit* : 35).

Nous voyons ici que Juillard, ayant interviewé (entre autres) des professeurs, a trouvé d'autres raisons pour la baisse de la qualité du français que le laxisme de l'école actuelle, argument principal évoqué par nos informateurs. (Quoique l'usage du wolof puisse être considéré comme du laxisme).

⁴³ Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication.

*

Bien que la manière de parler français des jeunes diffère de celle des vieux, il ne s'agit pas, à notre avis, d'un « parler jeune » ; le parler des jeunes ne peut pas être compris comme le marqueur d'une identité jeune, la langue française étant pour eux quasi-limitée à la sphère formelle, et très peu utilisée entre eux. Leur français ne semble pas non plus avoir une fonction cryptologique, une des fonctions d'un « parler jeune » tel qu'il est défini par Ledegen (2007) (voir aussi Bulot 2004). S'il existe un parler jeune au Sénégal il est probable que ce n'est pas une variété du français, mais un code mixte wolof/ français, où domine le wolof. Ce code mixte caractérise, selon entre autres Thiam (1991, 1998), l'identité urbaine, et une variante de ce code (où sont inclus entre autres des lexèmes anglais) fonctionne effectivement comme marqueur d'une identité jeune (1991 : 506-508). Que le français ne fonctionne pas comme « parler jeune » au Sénégal, n'empêche pas qu'il soit utilisé à un certain degré pour manifester des identités, ce qui semble être le cas de l'imitation du français argotique de France. Ce phénomène est toutefois trop marginal pour qu'il puisse être considéré comme une variété spécifique aux jeunes Sénégalais en tant que groupe.

6.1.1.4 Autoévaluation des compétences

Comment nos informateurs évaluent-ils leur propre compétence en français ? Pouvons-nous parler d'une insécurité linguistique au niveau individuel ? Nous nous baserons dans cette section sur les réponses provenant des questions suivantes : Q1 « Quelles langues parlez-vous ? Comment évalueriez-vous votre compétence dans chacune de ces langues ? », Q8 « Est-ce que vous souhaitez parler français comme un Français ? Pourquoi/pourquoi pas ? » et Qq28 « Est-ce que vous parlez le français bien/ assez bien/ mal ? ».

Notre groupe d'informateurs s'est révélé assez diversifié en ce qui concerne l'évaluation de leur propre parler en français.

Tableau 6.7. Réponses à la question Qq28 : « Est-ce que vous parlez le français bien/ assez bien/ mal ? »

	Réponse	« Bien »	« Assez bien »	« Mal »
L1 de l'enquêté				
L1 = wolof (n=29)		14 (48%)	12 (52%)	-
L1 = une autre langue (n=39)		13 (33%)	25 (64%)	1 (3%)
Total (n=68)		27 (40%)	40 (59%)	1 (1%)

Parmi les enquêtés, 27 (soit 40%) déclarent qu'ils parlent « bien » le français, 40 (soit 59%)

trouvent qu'ils le parlent « assez bien » et 1 (1%) déclare parler « mal » cette langue. Quant aux interviewés, ils semblent un peu moins positifs, 14 d'entre eux déclarant ne pas parler couramment (ou « bien ») le français et souhaitant ainsi mieux le parler.

Pour ce qui est de la L1, il semble y avoir chez les enquêtés une petite différence, le taux de ceux qui considèrent leurs compétences comme bonne (« bien ») étant un peu plus élevé chez ceux ayant le wolof comme L1 (48%) que ceux ayant pour L1 une autre langue (33%). Nous n'avons pas pu dégager de rapports entre ces déclarations et le sexe de l'informateur, ni pour les enquêtés, ni pour les interviewés.

Pour nos interviewés, les autoévaluations en français semblent corrélées avec leur usage du français et non avec les paramètres L1 et sexe : ceux qui utilisent le français en famille et entre amis évaluent leur compétence comme bonne et déclarent se sentir à l'aise en le parlant. Ceux dont l'usage du français est déclaré restreint se montrent généralement plus en insécurité linguistique (vis-à-vis de leur propre parler) que les autres, déclarant qu'ils ne parlent pas couramment le français : « En fait, le simple fait que ce débat soit en français, ça bloque beaucoup de choses, parce que bon, je sais pas m'exprimer beaucoup en français » (WF3).

On pourrait croire que ceux dont la L1 est une autre langue que le wolof parleraient mieux (ou considéreraient parler mieux) le français que les autres, étant les moins compétents en wolof et préférant le français à ce dernier. Ceci n'est pas le cas pour nos informateurs. S'il y a des différences entre les informateurs ayant ou non le wolof comme L1, c'est au contraire ceux dont le wolof est L1 qui ont manifesté le degré le plus élevé de sécurité linguistique. Nous avons vu dans le chapitre précédent que l'usage du français dans les domaines non-familiaux ne semble pas corrélés avec la L1 du locuteur, mais plutôt avec l'usage du français en famille. L'usage du français en famille (ou l'appartenance sociale) semble être le facteur déterminant aussi quand il s'agit de l'autoévaluation. Toutefois, les énoncés de certains rares informateurs indiquent que les différences dans les compétences en français selon les différentes ethnies est un préjugé qui est présent parmi la population des étudiants : « Et les Joola, tu sais ici, les Joola aiment trop parler le français. Ils détestent le wolof, ils aiment trop le français » (WF2). En ce qui concerne les attitudes envers le wolof, nous allons voir qu'elles sont souvent négatives, mais que cela ne semble pas empêcher son usage.

6.1.2 Attitudes ambiguës à l'égard du français

Les attitudes des Sénégalais vis-à-vis de la langue française sont ambiguës. D'une part, elle fait l'objet de ressentiment en tant que langue de l'ancien colonisateur, langue soupçonnée de véhiculer des valeurs étrangères, mais d'autre part on l'accepte pour son utilité présente, à condition qu'elle porte des marques de sénégalité (Corréard 1998 : 81).

Nous avons déjà vu que les attitudes envers le français de France peuvent paraître ambiguës et que les étudiants ont manifesté des sentiments à la fois de sécurité et d'insécurité linguistique vis-à-vis du parler métropolitain. Il nous semble que cette ambiguïté s'inscrit dans un ordre plus général d'associations à la fois positives et négatives liées à la langue française et à la France. L'ambiguïté que représente la langue française s'est manifestée principalement au cours des entretiens ; par conséquent, les enquêtés ne sont guère pris en considération dans cette section. Nous commencerons par les valeurs positives accordées à la langue française, avant de présenter des éléments plus complexes, voire négatifs.

La question (Q11) « Quels sont d'après vous les avantages de parler français ? », obligeant les enquêtés à souligner les aspects positifs de la langue française, nous a permis de dégager deux tendances majeures concernant les valeurs positives attribuées à la langue française : la communication internationale (et/ou la communication avec les étrangers), mentionnée par la totalité de nos interviewés, et la modernité, citée par 7 d'entre eux.

AF9 Bon, les avantages de parler français est de pouvoir communiquer avec tout le monde, de pouvoir communiquer avec des étrangers qui viennent ici, de pouvoir communiquer avec les hommes d'affaires, qui sont souvent des Français. C'est pas si nécessaire de comprendre par exemple le wolof. C'est une langue nationale qui se limite uniquement au Sénégal.

AF10 Ici, la modernisation gagne son plein, bon (.) les gens préfèrent parler français, se dire que 'moi, je suis français'.

Ces attitudes positives peuvent traduire des motivations aussi bien intégratives qu'instrumentales, mais il s'agit, selon nous, principalement des motivations instrumentales. Les attitudes envers la langue française en tant que langue de communication internationale doivent en effet être vues en relation avec ce que peut représenter l'étranger, qui est souvent des biens matériels et un mode de vie occidental ; s'il s'agit de vouloir s'identifier avec les Français, comme c'est le cas dans la deuxième citation ci-dessus (AF10), ceci se distingue difficilement du souhait d'obtenir l'argent et le statut social qu'ils représentent. Le lien entre la langue française et la modernité est souligné également par Thiam, qui l'oppose à celui qui existe entre les langues africaines et la tradition (1998 : 96).

Quant au français en tant que langue de communication internationale, il est intéressant de noter qu'aucun de nos informateurs n'a mentionné la communication inter-africaine ; si l'étranger a été identifié, il a toujours été question d'un Occidental. Langue d'ouverture et de

communication internationale, le français est en fait étroitement lié aux Français et à la France, et il ne semble pas, malgré une certaine reconnaissance d'un français sénégalais, être considéré par nos informateurs comme une langue africaine. D'autre part, à un moment ou un autre au cours des entretiens, nos interviewés ont tous mis la langue française en relation avec la colonisation, sans que nous ne l'ayons évoquée. Pour la plupart, cette association est décrite soit de manière neutre (« on a été colonisé par la France, la raison pour laquelle cette langue est langue officielle » (AM15)), soit de manière négative. Deux informateurs l'ont cependant évoquée en des termes positives. L'extrait suivant porte sur l'utilisation des interprètes pour traduire entre les langues nationales et le français, dans les cas où les personnes qui participent à la conversation comprennent toutes la langue nationale en question :

- | | |
|------|--|
| IB | Est-ce que ça aurait pu être possible d'aller directement à la langue nationale, que la personne comprend ? |
| AM14 | Parce que si (.) tellement les Sénégalais respectent la langue des colons (.) Dans les bureaux, on aimerait parler le français. Même si on, l'on comprend sa langue, la langue qu'on pouvait parler, que les gars comprennent, ils préfèrent parler le français [...] C'est le respect envers le colons. |
| IB | Envers la France ? |
| AM14 | Oui, c'est ça peut-être. [...] C'est le respect. Comme on a étudié le français. Peut-être les Français, la France a amené quelque chose, même si c'est, il y a un côté négatif, il y a un autre côté positif : la France nous a amené des écoles et d'autres (.) d'autres choses aussi. |

Pour cet informateur (AM14), le français appartient à la France en tant qu'ancien colonisateur. L'allusion historique sous-tend une relation hiérarchique où les Sénégalais sont inférieurs aux Français, auxquels ils doivent le respect. Ce respect est justifié par l'apport de l'école par les Français, selon lui un des apports positifs de la colonisation. Un autre informateur n'évoque pas le respect, mais il est toutefois question d'une séparation, causée par la colonisation française, obligeant les Sénégalais à « penser comme les Français » : « Les Français ont tout mis au Sénégal (.) on est beaucoup plus proche de la France que de l'Afrique (.) donc les gens sont obligés de penser comme les Français, même si on est loin d'être français » (WM6).

Nos données, montrant chez tous nos informateurs une association entre la langue française et la colonisation, sont en contradiction avec ce qu'écrit Daff (1995 : 145) : « Le français n'est plus senti comme langue du colonisateur, langue d'assimilation culturelle et politique, mais plutôt comme outil de communication utile qui appartient désormais au patrimoine linguistique du pays, même si cette langue introduite par superposition ne permet

plus l'accès facile à une situation sociopolitique enviable ». Dans notre corpus, la langue française est associée justement à la colonisation et elle est aussi perçue par la majorité de nos interviewés comme une langue à travers laquelle il est possible de s'assimiler à la culture française, occidentale. Si elle est considérée par la majorité comme une langue indispensable en tant que langue officielle (nous y reviendrons), elle est tout d'abord considérée comme une langue appartenant à la France et aux Français :

WF1 Les gens considèrent la France comme la, une mère (.) une mère. Ils considèrent la France comme une tutrice comme ça. Pour eux, ils doivent suivre derrière la France, quoi. Carrément. [...] Si on était plus (.) plus (.) plus libre, quoi. Plus libre dans tous les domaines, libre dans la conscience. Peut-être qu'on ira plus vite quoi. On s'attardera pas [...]

C'est la mentalité, ils te [celui qui parle le français] voient comme quelqu'un de supérieur, quoi. Quelqu'un qui a quelque chose de plus, quoi. C'est leur nature. Les Sénégalais voient le français comme quelque chose de classique, quelque chose de (.) classe, quoi. Quelque chose de vraiment (.) vraiment conforme, quoi [...] Peut-être c'est un complexe d'infériorité, peut-être c'est un complexe vis-à-vis des Européens, c'est ça. L'Africain verra toujours l'Européen comme (.) comme quelqu'un de supérieur, quoi. C'est naturel chez eux.

L'image de la mère fait allusion à la fois au rôle éducatif et nourricier de la mère, avec tout ce que cela implique comme intimité et chaleur au sein de la famille, et au respect que l'on doit aux aînés. Cette image indique que l'informateur en question voit le Sénégal comme un enfant ; il y a donc clairement une notion de pouvoir (la France) et de dépendance (le Sénégal), à l'instar des relations générationnelles, qui sont d'ailleurs plus hiérarchisées au Sénégal qu'en Europe (Sylla 1982). Le complexe d'infériorité est, selon l'informateur cité, relatif non seulement aux langues (traduisant une insécurité linguistique), mais à un complexe plus fondamental, appartenant à la « nature » même des Sénégalais, une image qui rend cet état commun à tous, statique et difficile à changer.

Notons que l'informateur en question (WF1) ne semble pas s'identifier aux Sénégalais, les désignant à la troisième personne (« eux », « ils »). Etant de ceux qui ont parlé français avec leur père depuis la petite enfance, elle se sent à l'aise en le parlant, contrairement à ceux qu'elle désigne ici comme « les Sénégalais ». Comme cette personne fait partie d'une couche sociale plutôt aisée, il s'agit probablement d'une identité d'« élite ». L'insécurité linguistique (et donc le sentiment d'infériorité par rapport à celui qui parle français) est en fait mentionné comme un trait caractéristique des Sénégalais par plusieurs de

nos informateurs, notamment par ceux qui se sentent à l'aise en le parlant, et qui ne ressentent apparemment pas eux-mêmes cette insécurité :

- WF2 Les gens se sentent mal à l'aise, le fait de parler français, ça donne une impression d'infériorité et de supériorité [...] Ils me disent que je fais du (.) comme les *toubabs*⁴⁴, comme le français de France : 'regarde celle-là, elle se prend pour une Française !'
- WM7 Quand on s'exprime en français, ben, on va te coller des étiquettes. Dire que celui-là, il est, je sais pas moi, il aime parler le français alors que ses parents sont nés wolof, sa mère et sa sœur ce sont des Wolof. Donc tu es obligé de parler le wolof.

Parmi les informateurs qui déclarent n'être pas confortables dans les situations où il faut parler français, seule une personne relie le français à des facteurs comme le déracinement ou le complexe d'infériorité :

- WF3 Je pense qu'on a des (.) des problèmes du côté (.) du point de vue linguistique. Je sais pas, mais (.) bon, c'est peut-être quelque chose, bon, qui nous détermine et qui nous bloque sur beaucoup de points [...] C'est assez complexe, mais (.) l'ignorance qu'on a de nous-mêmes, quoi.

L'évocation du déracinement en relation avec l'insécurité linguistique n'est pas inattendu. Dans une situation de diglossie sont souvent associées à la langue B des valeurs liées à l'identité, à l'authenticité et à la tradition, et à la langue H des valeurs telles que le déracinement et l'aliénation culturelle.

*

La manière de considérer le français – en tant que langue internationale et moderne et/ou en tant que source de déracinement et d'un complexe d'infériorité – ne semblent être en rapport ni avec la L1 de l'informateur, ni avec son sexe. L'usage et le degré de sécurité linguistique personnelle dans cette langue paraissent plus décisifs. Sans avoir des informations systématiques sur la classe sociale de nos informateurs, notre impression est que ceux venant des familles aisées sont moins complexés par rapport à la langue française.

Les informateurs ayant une autre langue que le wolof comme L1 et étant potentiellement négatifs envers sa dominance ne sont pas, comme l'on pourrait s'y attendre,

⁴⁴ « Toubab » veut dire, au Sénégal et dans d'autres pays ouest-africains, « Toute personne ayant la peau blanche, à l'exclusion des Arabo-Berbères » (Racelle-Latin 1988 : 372).

les plus favorables au français, et il n'y a pas non plus d'indication d'attitudes plus favorables envers le français chez les garçons que chez les filles. Sur ce dernier point, nos résultats ne correspondent pas à ceux de Dreyfus et Juillard (2004b), qui étudient des personnes de différentes couches sociales, d'âges différents et dans différents lieux géographiques. Elles ont remarqué une « attitude conservatrice des femmes » (*op.cit.* : 290), qui sont plus « enracinées au sens culturel, que les hommes » (*ibid.*). Elles seraient donc défavorables au français. Cette divergence dans les données s'explique par la situation scolaire et culturelle de nos informateurs, et plus particulièrement celle des filles : contrairement aux filles restées en famille, nos informateurs passent en général peu de temps à faire des tâches ménagères, étant souvent au campus universitaire. Leur situation s'approche donc de celle traditionnellement réservée aux hommes. Nos informateurs ont également un niveau d'éducation bien supérieur à celui de la population en général, où le taux de scolarité est plus élevé chez les hommes que chez les femmes.

6.1.3 *Le français langue officielle*

Est-il, selon nos informateurs, possible ou souhaitable de remplacer le français en tant que langue officielle par une autre langue, ou encore d'introduire dans cette position une deuxième langue ? Laquelle ? Pourquoi ? Pourquoi pas ?

Nous nous basons dans cette section sur les questions suivantes : Q9 « Que pensez-vous du fait que le français est la seule langue officielle au Sénégal ? (C'est bien/ ce n'est pas bien/...) Pourquoi/ pourquoi pas? » ; Q10 « Une grande partie de la population ne le parle pas – est-ce que vous pensez que cela pose des problèmes ? Lesquelles ? (Si non, pourquoi pas?) » ; Q12 « Est-ce que vous pensez que donner au wolof un rôle plus grand au niveau officiel aurait pu être possible ? Est-ce souhaitable ? Pourquoi/pourquoi pas ? » ; Q13 « Selon vous, est-ce possible d'introduire aussi d'autres langues nationales dans la vie officielle ? Quelles fonctions pourraient occuper ces langues ? » ; Qq13 « Le français est la seule langue officielle de votre pays. A votre avis, est-ce un bon choix ? Pourquoi/ pourquoi pas ? » ; Qq14 « Est-ce qu'il y a une ou plusieurs langues locales qui pourraient devenir la langue officielle du pays à côté du français ou qui pourraient le remplacer ? Lesquels ? ».

De manière générale, nos informateurs semblent avoir des attitudes positives envers le français en tant que langue officielle, un point de vue qui est manifesté par tous sauf deux (WF3, WM7) de nos interviewés, ainsi que par 44 (soit 65%) de nos enquêtés. Certains parmi ceux-ci sont également positifs envers une éventuelle introduction d'une deuxième langue

officielle à côté du français.

Tableau 6.8a.⁴⁵ Réponses à la question Qq13 : « **Le français est la seule langue officielle de votre pays. A votre avis, est-ce un bon choix ?** [Pourquoi ? Pourquoi pas ?] »

	Réponse	« Oui »	« Non »	« Ça dépend »
L1 de l'enquêté				
L1 = wolof (n=29)		20 (69%)	7 (24%)	2 (7%)
L1 = une autre langue (n=39)		24 (62%)	10 (26%)	5 (13%)
Total (n=68)		44 (65%)	17 (35%)	7 (10%)

Nous ne voyons pas ici de divergence entre les locuteurs du wolof L1 et ceux dont la L1 est une autre langue, et non plus de tendance concernant le sexe.

Regardons maintenant quels sont les arguments exprimés par les 44 enquêtés favorables au français en tant que langue officielle :

Tableau 6.8b. Réponses à la question Qq13 : « [Le français est la seule langue officielle de votre pays. A votre avis, est-ce un bon choix ?] **Pourquoi ?** [Pourquoi pas ?] »

Réponse	On a été colonisés par la France	Communication nationale	C'est la langue d'éducation	C'est une langue facile	Communication internationale	Pour mieux la maîtriser	Autres
Total (n=44)	12 (27%)	9 (20%)	8 (18%)	4 (9%)	3 (7%)	3 (7%)	5 (11%)

Une majorité relative (12, soit 27%) ont mentionné la colonisation française comme argument en faveur du français comme langue officielle. 9 (20%) ont cité comme argument la communication nationale ou interethnique, 8 (18%) le fait que le français soit langue d'enseignement, 4 (9%) la facilité du français, 3 (7%) la communication internationale, et 3 (7%) le fait qu'avoir le français comme langue officielle leur permet de mieux le maîtriser. Enfin 5 (11%) ont évoqué d'autres raisons ou n'ont pas trouvé de justification.

Quant à nos interviewés, l'argument le plus souvent cité en faveur du français comme langue officielle est sa **capacité internationale**, mentionnée par 9 d'entre eux (ce qui constitue donc un écart par rapport aux enquêtés, dont seulement 3 ont évoqué ce point). L'importance accordée à l'utilité internationale de la langue officielle est soulignée également par la proposition d'inclure l'anglais comme seule langue officielle ou langue officielle à côté du français, souhait qui est exprimé explicitement par 5 de nos interviewés et 1 des enquêtés (voir tableau 6.6c. ci-dessous), mais qui est contesté par d'autres du fait qu'il est difficile à apprendre. L'admiration pour l'anglais, et le regret de ne pas pouvoir lui donner un rôle plus grand au Sénégal est toutefois présente chez une grande partie de nos informateurs. Nous

⁴⁵ Quand, dans plusieurs tableaux, les informations présentées sont tirées d'une même question, nous utilisons les dénominations a), b), etc.

traiterons plus en profondeur les attitudes envers l'anglais *infra* 6.3.

Un deuxième argument en faveur du français comme langue officielle, cité par 3 de nos interviewés et par 9 (20%) des enquêtés (cf. tableau 6.7), est la **communication nationale**, interethnique. A cet égard, nous reconnaissons la rhétorique politique des années - 60. Notons également que nos informateurs accordent très souvent la fonction d'unificateur nationale au wolof, la langue la plus parlée au pays, et désignée par certains comme « la langue nationale sénégalaise » (nous y reviendrons *infra* 6.2). Le wolof est également, comme nous allons le voir, la langue la plus souvent proposée comme langue officielle à côté du français.

La **colonisation**, l'argument majeur en faveur du français comme langue officielle de la part des enquêtés (mentionné par 12 d'entre eux (27%)), a été cité également par 2 des 17 interviewés :

AM15 On n'a fait que récolter ce que les Français ont laissé sur place. On n'y peut rien, on ne peut pas changer ça.

WM6 Ça, on n'y peut rien, parce qu'on a subi le phénomène de la colonisation, les Français nous ont colonisés.

Cet argument manifeste une attitude assez « passive » par rapport à la situation sociolinguistique du pays, qui paraît immuable. Les informateurs ne prennent pas position par rapport au français comme langue officielle, mais laissent sa présence servir comme argument en sa faveur.

*

Tous les arguments évoqués par les interviewés en faveur du français comme langue officielle se retrouvent dans nos deux groupes d'informateurs, mais la représentation de ces arguments diffère d'un groupe à l'autre. Ceci est le plus marquant concernant la communication internationale, mentionnée par 9 des 17 interviewés, mais seulement par 3 (soit 7%) des enquêtés. Cet écart peut probablement s'expliquer par la forme de la question. Dans les questionnaires, nous avons demandé si le choix du français comme langue officielle était bon ou pas, ce qui a peut-être orienté les réponses vers une justification de ce choix. Les interviewés ont, quant à eux, répondu à la question « Que pensez-vous du fait que le français est la seule langue officielle au Sénégal ? (C'est bien/ ce n'est pas bien/...) Pourquoi/ pourquoi

pas? » (Q9). Cette formulation incite une réflexion plus orientée vers la situation actuelle. La divergence entre interviewés et enquêtés s'estompe quand il s'agit d'arguments en défaveur du français :

Tableau 6.8c. Réponses à la question Qq13 : « [Le français est la seule langue officielle de votre pays. A votre avis, est-ce un bon choix ? Pourquoi ?] **Pourquoi pas ?** »

Réponse	Ce n'est pas la langue la mieux maîtrisée	C'est une langue étrangère	Avec le français on n'est pas indépendant	C'est une menace aux autres langues	Il vaut mieux prendre l'anglais	Pas de réponse
Total (n=17)*	4	4	3	2	1	3

* sur un total de 17 enquêtés, nous ne faisons pas de pourcentages.

Pour ce qui est des enquêtés, 4 ont évoqué le fait que c'est une langue qui est mal comprise ou qui n'est pas comprise par tout le monde, 4 également ont souligné que c'est une langue étrangère, 3 ont fait allusion à la colonisation et considèrent que l'on n'est pas indépendant avec la langue de l'ancien colonisateur comme langue officielle et une personne aurait préféré l'anglais comme langue officielle à la place du français. 3 personnes n'ont pas donné de justification pour leur attitude en défaveur du français en tant que langue officielle.

L'argument principal évoqué par les deux interviewés manifestant des attitudes entièrement négatives envers le français en tant que langue officielle est la manque de compréhension :

WM7 En tout cas, pour ceux qui sont scolarisés peut-être que ça fonctionne, mais pour les autres, je ne sais pas. Parce que le gouvernement [...] tire profit de cette langue-là, parce qu'il peut duper la population analphabète. Parce que tout simplement depuis quelques années, on sait que le Sénégal vit des difficultés. Et pourtant, ceux qui votent, la plupart de ceux qui sont dans la banlieue [...] c'est eux qui votent pour le président, alors qu'ils ne comprennent pas beaucoup de choses (.) les fonctionnements, les structures internationales, etc. Donc ça pose problème. Ils sont dupés par le président de la République sans le savoir, je pense qu'il y a un véritable problème là-dedans. Parce que si on avait le wolof comme langue nationale, c'est sûr qu'on comprendrons tout.

WF3 Si c'était à moi de choisir, je ne choisirais pas le français comme langue officielle, non. Peut-être le wolof, le pulaar (.) nos langues nationales, quoi. (.) Le français, ça nous bloque (.) parce que (.) je pense que ça nous bloque beaucoup, surtout sur le plan scolaire. Ça nous bloque parce qu'on a du mal à parler français, il y a certains mots qu'on ignore, qu'on connaît pas.

Ces interviewés évoquent deux problèmes bien connus dus au français comme langue officielle : le problème démocratique (WM7) et le problème scolaire (WF3), les deux sont mentionnés par Manessy dans sa description du français en Afrique noire : « Dans un État où l'information politique, sociale, économique et politique [sic] a pour support principal, sinon exclusif, le français classique, sont exclus de la vie publique les citoyens qui ne comprennent pas cette langue, et y participent seuls pleinement ceux qui en ont une connaissance suffisante » (1994a: 36). Pour le problème scolaire, il cite un rapport soumis à l'UNESCO : « Réussite ou échec dans le système scolaire sont basés entièrement sur l'aptitude de l'étudiant à maîtriser la langue française⁴⁶ » (Center for Applied Linguistics 1974, in Manessy 1994a : 40, c'est nous qui traduisons).

La faible compréhension du français a également été évoquée par nous dans la question Q10 : « Une grande partie de la population ne le [le français] parle pas – est-ce que vous pensez que cela pose des problèmes ? Lesquels ? (Si non, pourquoi pas?) ». A cette question, la quasi-totalité de nos interviewés ont effectivement répondu « oui », trouvant (pour la plupart) que la compréhension est un point important pour qu'une langue puisse bien fonctionner comme langue officielle. Pour certains, cela a été un argument en défaveur du français, mais la tendance semble plutôt être que le peuple, la pauvreté, ou tout simplement l'existence des langues nationales sont considérés comme étant le problème, et non pas le fait que le français soit la langue officielle. On reconnaît qu'une grande partie de la population ne parlent pas français, mais semble considérer cela plutôt comme un obstacle pour ceux qui sont au pouvoir : « Ils [les Sénégalais] ont la difficulté de comprendre. Par exemple les campagnes [électorales], on est obligé de les faire en d'autres langues (.) Ça perd du temps » (WM8).

Un deuxième argument utilisé en faveur aussi bien qu'en défaveur du français en tant que langue officielle est moins pragmatique que celui de la compréhension, et porte sur l'association entre colonisation et langue française : pour certains, la colonisation justifie, comme nous l'avons vu, le choix du français comme langue officielle, alors que pour d'autres, c'est au contraire un argument pour le remplacer : « Il faudrait peut-être remplacer le français (.) inclure d'autres langues (.) parce que ça va faire que nous serons mieux ancrés, enracinés dans notre culture (.) décolonisés. C'est mieux que de se déraciner. Et parce que, tout simplement, on a ce problème d'identité nationale. Parce que c'est très important aussi de s'identifier à une culture, à une langue aussi » (WM7).

La majeure partie de nos interviewés manifestant des attitudes positives envers le

⁴⁶ *Success or failure in the school system is based entirely on the student's ability to master the French language.*

français comme langue officielle ont également exprimé des attitudes favorables pour insérer une deuxième langue à côté de celui-ci. Seules 2 personnes ont revendiqué le remplacement total du français comme langue officielle, tandis que 3 souhaitent garder le français comme seule langue officielle. La tendance semble être la même pour les enquêtés :

Tableau 6.9a. Réponses à la question Qq14 « Est-ce qu'il y a une ou plusieurs langues locales qui pourraient devenir la langue officielle du pays à côté du français ou qui pourraient le remplacer ? [Lesquelles ?] ».

	Réponse	Oui	Non
L1 de l'enquêté			
L1 = wolof (n=29)		23 (79%)	6 (21%)
L1 = une autre langue (n=39)		32 (82%)	7 (18%)
Total (n=68)		55 (81%)	13 (19%)

Tableau 6.9b. Réponses à la question Qq14 « [Est-ce qu'il y a une ou plusieurs langues locales qui pourraient devenir la langue officielle du pays à côté du français ou qui pourraient le remplacer ?] **Lesquelles ?** ».

Réponse	Wolof	Wolof et pulaar	Wolof, pulaar et une autre langue	Wolof et une autre langue que le pulaar	Autre langue africaine que le wolof	Langue non africaine
L1 = wolof (n=23)	9 (39%)	7 (30%)	4 (17%)	2 (9%)	-	1 (4%)
L1 = une autre langue (n=32)	11 (34%)	11 (34%)	4 (13%)	2 (6%)	3 (9%)	1 (3%)
Total (n=55)	20 (36%)	18 (33%)	8 (15%)	4 (7%)	3* (5%)	2** (4%)

*Il s'agit dans tous les cas de la L1 de l'enquêté

** Les langues proposées sont l'anglais et l'arabe.

55 des enquêtés (soit 81%, voir tableau 6.8a.) sont favorable à insérer une ou plusieurs autres langues que le français dans la position de langue officielle. Une majorité relative parmi eux (20, soit 36%) ont proposé un bilinguisme officiel français/wolof, 18 (33%) proposent une trilinguisme officiel avec le français, le wolof et le pulaar. Cette dernière option, proposée par 7 enquêtés ayant comme L1 le wolof, et par 11 enquêtés ayant pour L1 une autre langue, ne semble pas, comme on pourrait le croire, avoir de correspondance avec la L1 de l'informateur.

8 enquêtés ont proposé d'inclure 3 langues locales à côté du français comme langues officielles : le wolof, le pulaar et, le plus souvent, la L1 du locuteur (si celle-ci n'est ni le wolof ni le pulaar). 4 enquêtés ont proposé un trilinguisme officiel français/wolof et une langue locale autre que le pulaar (dans 3 sur 4 cas le serer), et 3 ont proposé un bilinguisme français/une autre langue locale que le wolof, le plus souvent le pulaar. 2 enquêtés souhaitent un bilinguisme officiel français/une autre langue non-africaine : l'anglais ou l'arabe.

Quant aux interviewés, ils ont de manière générale manifesté des attitudes positives envers un bilinguisme officiel français/wolof, mais des attitudes négatives envers

l'introduction d'autres langues dans cette position. Ceci à l'exception de 2 personnes ayant comme L1 le pulaar (AM15, AM16), revendiquant un trilinguisme officiel français/wolof/pulaar.

Nous voyons que, à part le wolof, c'est la langue pulaar qui est le plus souvent considérée comme apte à remplir la position de langue officielle, aussi par ceux qui ont une autre langue que celle-ci comme L1. En fait, nous ne voyons pas de différence significative entre les informateurs ayant des L1 différentes, à l'exception des Pulaar interviewés. Le taux des informateurs qui sont positifs envers le pulaar comme (une des) langue(s) officielle(s) est effectivement le même qu'ils aient ou non L1 le wolof comme L1. Que le pulaar soit, après le wolof, la langue la plus souvent mentionnée n'est par contre pas étonnant, étant la deuxième langue véhiculaire du pays, et aussi une langue importante dans l'alphabétisation.

*

La quasi-totalité de nos interviewés et enquêtés sont positifs envers la langue française en tant que langue officielle, celle-ci permettant la communication internationale et nationale. Le fait que c'est une langue qui a eu cette position depuis la colonisation a aussi servi comme argument. Une légère majorité de nos informateurs ont également manifesté des attitudes positives envers l'introduction d'une deuxième langue dans la position de langue officielle à côté du français, le plus souvent le wolof. Après le wolof, le pulaar est la langue la plus souvent mentionnée. Dans le sous-chapitre suivant, nous examinerons les attitudes envers ces deux langues ainsi qu'envers les autres langues africaines.

6.2 Attitudes envers les langues africaines

Nous concentrant essentiellement sur les attitudes envers le français, nous n'avons pas posé de question directe concernant les attitudes envers le wolof et les autres langues africaines. Les informations obtenues au cours des entretiens se sont toutefois montrées suffisamment importantes pour leur consacrer un sous-chapitre. Ces informations sont pour la plupart tirées des réponses aux questions Q1 : « Quelles langues parlez-vous ? Comment évalueriez-vous votre compétence dans chacune de ces langues ? » et Q2 : « Dans quelles situations utilisez-vous le français ? Le wolof ? Votre langue première ? », ainsi que des questions portant sur la possibilité d'inclure ces langues dans le domaine officiel et celui de l'éducation.

Ce sous-chapitre est divisé en trois sections. Nous commencerons par dégager

quelques tendances concernant les attitudes envers le wolof (6.2.1), pour ensuite regarder celles envers d'autres langues africaines (6.2.2) et envers une éventuelle introduction des langues nationales dans le système éducatif (6.2.3). Les deux premières sections se basent, pour les raisons évoquées plus haut, essentiellement (mais pas uniquement) sur les informations obtenues au cours des entretiens, alors que la troisième prend en considération également les informations obtenues à l'aide des questionnaires.

6.2.1 *Le wolof, langue véhiculaire*

Nous avons précédemment constaté que le wolof est la langue qui domine toutes les sphères informelles non familiales que nous avons étudiées (cf. *supra* 5.2-5.4). Etant la première langue véhiculaire du pays, la motivation la plus importante pour son usage est l'intercompréhension. Les attitudes envers cette langue et envers d'autres langues africaines, qu'elles soient favorables ou défavorables, sont, à notre avis, essentiellement intégratives.

Un premier aspect de la langue wolof souligné par la quasi-totalité des interviewés (indépendamment de leur L1 et de leur sexe) est sa nature « nationale », étant une langue commune à tous : « Wolof, c'est la langue **nationale** [...] c'est la langue naturelle. C'est une langue qui unit le Sénégal, qui a aussi beaucoup d'autres langues. C'est pourquoi c'est la langue **nationale**, parce que tout le monde le comprend » (WM7) ; « C'est la langue, comment dirais-je encore (.) **nationale** » (AF9) ; « Le wolof, c'est devenue une langue **de tout le monde** » (AM16). Que le wolof soit désigné comme **la** langue nationale implique, quoique vaguement, l'idée de l'Etat-nation monolingue, où la population partage la même identité culturelle, dont la langue. Il est en effet souligné que le wolof « est devenu une langue de tout le monde » et qu'il est apte à être **la** langue nationale justement « parce que tout le monde le comprend ». Le wolof n'est donc pas associé principalement à l'ethnie wolof, mais à la nation sénégalaise entière, et ce point de vue n'est contesté par aucun de nos interviewés. Cette association est confirmée dans de nombreuses études précédentes, dont celles de Daff (1995) et de Juillard (1991) : « Le wolof serait alors la langue d'unification nationale » (Daff 1995 : 145) ; « du wolof, comme signe catégoriel de l'appartenance urbaine et, au travers de l'unification citadine, de l'appartenance à la nation » (Juillard 1991 : 436). La wolofisation (cf. *supra* 3.2.2) témoigne de ce rôle d'unificateur national. Revenons aux citations ci-dessus, et remarquons le rapprochement fait entre le wolof et le « naturel », faisant allusion à ce qui est acquis naturellement, ce qui n'appartient pas à la socialisation, à l'éducation. Cette image est à considérer comme la contrepartie de celle du français, qui est une langue apprise,

appartenant à l'éducation et au côté formel de la société, et qui n'est pas utilisé dans la conversation intime, « naturelle » (cf. *supra* 5).

L'association étroite entre la nation sénégalaise et le wolof est mise en évidence également par le fait que celui qui ne parle pas cette langue est stigmatisé: « Au Sénégal, si tu parles pas wolof, c'est comme si tu es, tu es décablé (.) tu es un peu déconnecté » (AF10) ; « Si ici au Sénégal tu ne parles pas wolof, on dit que tu n'es pas un Sénégalais » (WM8) ; « Un politicien qui ne maîtrise pas le wolof, la population va dire qu'il est déraciné » (WM7). Au sujet du déracinement, rappelons-nous que l'on y a fait allusion également à propos du français : utiliser cette langue dans des situations informelles peut vouloir dire s'éloigner de la tradition et de la nation sénégalaises, celles-ci représentées justement par le wolof, dont l'aspect traditionnel est souligné par certains : « C'est la langue de nos mères, c'est la langue avec laquelle nous naissons, la langue que la plupart des Sénégalais comprend, bien qu'il y ait d'autres ethnies » (WM7). La tradition semble cependant liée davantage au wolof L1 qu'au wolof langue véhiculaire. Le wolof est donc en général moins souvent associé à la tradition par ceux ayant une autre langue comme L1.

Un deuxième aspect plutôt positif de la langue wolof souligné par nos interviewés est son accessibilité : « Le wolof, c'est une langue qui est facile à comprendre » (AM16) ; « C'est une langue assez accessible » (WF3) ; « Wolof, c'est plus explicite, quoi » (WF1). L'accessibilité est effectivement l'un des traits caractérisant la langue véhiculaire : étant parlée en grande partie par des personnes dont la L1 est une autre langue, elle se retrouve souvent « simplifiée », notamment par une réduction et une régularisation du système grammatical (Calvet 1993 : 41). Rappelons-nous également que nos informateurs font la différence entre le wolof profond, rural, vernaculaire, et le wolof urbain, dakarois, véhiculaire.

Si la quasi-totalité de nos informateurs considèrent le wolof comme **la** langue nationale, lié sûrement à une identité commune, sénégalaise, les attitudes envers cette langue ne sont pas toutes positives. Indépendamment de la L1 et du sexe de l'informateur, le wolof est remarquablement souvent associé à l'obligation de le parler, étant en quelque sorte perçu comme une menace soit pour les autres langues nationales, soit pour l'usage du (et la compétence en) français :

AM15 On est **obligé** de parler wolof avec tout le monde pratiquement. J'aime pas beaucoup, je suis **obligé** de le parler, mais j'aime pas beaucoup. Si je pouvais ne pas le parler ça, j'allais le faire [...] C'est une question d'ethnie, ensuite glorifier ma langue aussi.

AF10 Une langue aussi (.) nationale. **Il faut** parler wolof pour communiquer avec

certain [...] Je préfère parler le serer au wolof.

- AM12 On est **obligé** de parler wolof, parce que c'est la langue la mieux parlée au Sénégal.
- WM7 Je parle le wolof plus souvent que le français, parce que on a pas la chance, parce qu'ici, tout le monde comprend pas le français, donc on est **obligé** de parler le wolof, la langue nationale.
- WM8 Il y a des gens qui n'ont pas accès à l'université, qui n'ont pas fait des études. Là, on est **obligé** de parler wolof.

En ce qui concerne les deux premiers interviewés, ils affirment préférer leur L1 (le pulaar et le serer) au wolof, et, concernant les informateurs ayant le pulaar comme L1, ceci semble en effet être le point de vue dominant, tous manifestant des attitudes négatives envers le wolof. A cet égard, il faut remarquer que les Pulaar sont réputés conservateurs et soucieux de leurs traditions et de leur langue, étant plus « racistes »⁴⁷ que les autres groupes ethniques du pays. Pour les autres L1, nous n'avons pas pu dégager des attitudes systématiques en faveur de la L1 ou en défaveur du wolof. Le point de vue exprimé par les deux derniers informateurs, locuteurs natifs du wolof, implique une préférence pour le français avant le wolof. L'idée que le wolof (et les autres langues nationales) soient une menace pour le français n'est cependant pas réservée aux informateurs dont le wolof est la L1 : « Même les étudiants, ils ne parlent parfois pas si bien le français. Parce qu'il y a le wolof qui domine le plus » (AF9) ; « On parle toujours des langues nationales, et on oublie la langue française » (AM15).

6.2.2 *Les langues premières*

Quant aux langues africaines autres que le wolof (il s'agit le plus souvent la L1 des informateurs), les informations obtenues sont plus éparpillées et portent sur certains points précis. Les L1 sont en effet évoquées moins souvent au cours des entretiens, n'étant pas sujet d'ambiguïté ou d'obligation comme le wolof, et leur utilisation n'ayant donc pas besoin d'être discutée ou justifiée. La dispersion de l'information concernant ces langues peut en effet être due à une utilisation plus instinctive, moins « forcée » que celle du wolof. Prenons en considération également que la langue wolof concerne tout le monde, qu'elle touche l'identité nationale, alors que les autres langues africaines ont une utilisation plus restreinte et plus individuelle.

⁴⁷ Raciste peut vouloir dire au Sénégal que l'on est attaché à sa langue et à son groupe ethnique (Dreyfus et Juillard 2004 : 290).

En tant que L1, les langues africaines sont clairement liées aux valeurs traditionnelles de la société africaine, dont la famille ; elles sont par la quasi-totalité de nos interviewés désignées justement comme « langues de famille ». Ce rôle qui doit évidemment être vu en relation avec le champ d'usage de ces langues, qui se limite pour une bonne partie d'entre elles à la famille. Les attitudes générales envers les langues africaines sont plutôt positives, et derrière ces attitudes se trouvent des motivations intégratives. Seuls 2 parmi nos interviewés, deux filles ayant le wolof comme L1, expriment ouvertement des attitudes négatives envers ces langues, les considérant comme « une perte de temps » (WF1) et « pas intéressantes » (WF2). Ces deux interviewés appartiennent à une couche sociale aisée, elles ont parlé le français avec leurs pères depuis le bas âge et, étudiant une langue européenne à l'université, elles mettent toutes deux en avant la perspective internationale de leur propre situation et de celle du pays. De manière générale, il ne semble pas y avoir de correspondance entre les attitudes vis-à-vis des langues africaines autres que le wolof et la L1 ou le sexe de l'informateur, mais la classe sociale peut jouer un rôle – même si nous n'avons pas assez d'indications à cet égard pour pouvoir en tirer des conclusions.

L'impression que les attitudes de nos informateurs envers les langues africaines sont pour la plupart positives se renforce par l'information obtenue à l'aide des questionnaires. Dans les réponses provenant de la question Qq17 « Est-ce que vous êtes gêné de parler une/des langue(s) locale(s) ? Si oui, dans quelle situation(s) ? », seulement 6 (soit 9%) des 68 enquêtés affirment qu'ils se sentent gênés, dans certaines situations, en parlant une langue locale. Il s'agit principalement de l'usage des langues nationales dans des situations formelles comme les cours à l'université où, comme nous l'avons vu, le français est la seule langue formellement permise.

L'image positive des langues nationales se confirme également par les réponses provenant des questions Qq16 « A votre avis, est-ce qu'il serait bon d'utiliser plus souvent les langues africaines à l'écrit ? » et Q14 « Est-ce que vous souhaiteriez utiliser votre propre langue à l'écrit ? Est-il important de savoir lire et écrire sa propre langue ? Pourquoi/pourquoi pas ? », où tous sauf un (WF2) de nos interviewés et 59 (soit 87%) des 68 enquêtés ont répondu « oui ». Leurs justifications dépassent d'ailleurs le domaine de l'écrit.

AF11 Parce que (.) je pense que c'est important de, de pouvoir connaître sa langue maternelle, lire ta langue maternelle. Ecrire, comme tu écris la langue maternelle des autres [...] Tu te sens fier, tu te sens fier, parce que tu sais l'écrire (.) mais si tu sais le parler comme ça, et tu ne sais pas l'écrire, et tu sais écrire les autres langues (.) ça, c'est pas bon !

- AM13 Oui, parce qu'on est plus à l'aise à s'exprimer dans sa langue maternelle qu'une autre langue.
- WF3 Je pense que c'est très utile de connaître sa propre langue, ses propres traditions (.) Bon, il est encore plus utile d'aller chercher, de découvrir ailleurs, parce que ça nous permet de nous améliorer, bon. Mais il faut d'abord se connaître soi-même. C'est la base, quoi.
- AM17 Ça sera très mieux, quoi. De pouvoir parler ta langue, et l'écrire. Ça permettrait que tu, que tes enfants, ou bien tes parents (.) bon, je sais pas, mais c'est avantageux.

Nous pouvons dégager deux tendances différentes quant à l'utilisation des L1 à l'écrit, toutes deux correspondant à une motivation intégrative. La première est le fait que l'on est plus à l'aise dans sa propre langue que dans une langue étrangère. Ceci est souligné par une grande partie de nos interviewés, et par 19 (soit 28%) des 68 enquêtés. La deuxième tendance est de nature culturelle et politique : si le français symbolise la colonisation et le déracinement, les langues africaines permettent aux Africains de « devenir indépendants » (WF3) et de s'enraciner – les écrire serait un pas important dans cette direction. Nous allons d'ailleurs voir que ces deux tendances reviennent dans la discussion sur l'utilisation des langues nationales dans le domaine éducatif (cf. *infra* 6.2.3). Notons enfin que 2 de nos interviewés savent lire et écrire leur L1, le pulaar, l'un ayant suivi avec sa mère pendant l'enfance des cours d'alphabétisation, et l'autre ayant choisi la langue pulaar comme option à l'université. Aucun des deux ne déclarent pourtant utiliser leur langue à l'écrit, mais ils affirment toutefois l'importance de cette connaissance.

Parmi les enquêtés qui ont exprimé des attitudes négatives envers l'utilisation des langues africaines à l'écrit (9, soit 13%), 2 trouvent que « les langues africaines sont difficiles à écrire », 3 justifient leur point de vue par le fait qu'élargir le champ d'application des langues nationales « n'est pas internationaliser », et 4 trouvent qu'il y a trop de langues au Sénégal pour qu'il soit possible de créer une infrastructure pour l'écriture de celles-ci.

6.2.3 Les langues africaines dans le domaine de l'enseignement

Depuis 2002 il existe au Sénégal, comme nous l'avons mentionné, un projet pilote d'écoles primaires bilingues (français/langue nationale) qui, malgré de bons résultats, ont rencontré dès le début de nombreux obstacles, dont celui des attitudes négatives des parents : pourquoi apprendre à lire et écrire une langue africaine si elle ne sert pas, s'il n'y a pas de suivi

politique, si c'est le français (ou l'anglais) qu'il faut maîtriser pour réussir et pour gagner la vie ?⁴⁸ Ce problème n'est pas unique au Sénégal, il est souvent cité, par exemple par Manessy (1994a : 42) et Martha A.S. Qorro (2009). Nos informateurs ont suivi l'enseignement uniquement en français depuis leur première année à l'école (CP⁴⁹), et seulement deux d'entre eux savent lire et écrire une langue africaine, le pulaar, qui est leur L1. Quelles sont donc les attitudes de nos informateurs envers l'apprentissage en langues africaines à l'école ?

Nous nous basons dans cette section sur les réponses provenant de la question Q15 du guide d'entretien : « Depuis 2002, les langues nationales les plus répandues sont introduites dans l'enseignement dans quelques écoles pilotes. Qu'est-ce que vous en pensez ? Est-ce qu'il est possible/souhaitable de donner au wolof un rôle plus grand dans l'enseignement en général? Aux autres langues nationales ? Pourquoi/ pourquoi pas? », et de la question Qq15 des questionnaires : « Le français est la langue dominante dans l'enseignement. À votre avis, est-ce que les langues nationales doivent/devraient être matière/moyen d'enseignement ? Moyen d'enseignement seul ou à côté du français ? Moyen d'instrument pendant combien d'années ? ».

La majeure partie de nos interviewés et enquêtés ont manifesté des attitudes clairement positives envers l'introduction des langues nationales (le wolof et les L1 dominantes dans la région) à l'école, notamment dans l'école primaire, soit pendant les 6 premières années.

Tableau 6.10. Réponses à la question Qq15 : « À votre avis, est-ce que les langues nationales doivent/devraient être matière/moyen d'enseignement ? »

	Réponse	« Oui »	« Non »	Pas de réponse
L1 de l'enquêté				
Matière d'enseignement ?	L1 = wolof (n=29)	19 (66%)	9 (31%)	1 (3%)
	L1 = une autre langue (n=39)	21 (54%)	9 (23%)	9 (23%)
	Total (n=68)	40 (59%)	18 (26%)	10 (15%)
Moyen d'enseignement ?	L1 = wolof (n=29)	14 (48%)	11 (38%)	4 (14%)
	L1 = une autre langue (n=39)	27 (69%)	5 (13%)	7 (18%)
	Total (n=68)	41 (60%)	16 (24%)	11 (16%)

Parmi les enquêtés, 40 (soit 59%) sont favorables à l'utilisation des langues nationales comme matière d'enseignement, et 41 (soit 60%) sont favorables à leur utilisation comme moyen d'enseignement. 32 parmi ces derniers (ce chiffre ne ressort pas du tableau) souhaitent l'utilisation des langues nationales à côté du français, pour aller au fur et à mesure vers un enseignement entièrement en français. La plupart proposent un enseignement bilingue à

⁴⁸ Conversation personnelle de Mme Bathily le 24 janvier 2008, voir aussi *supra* 3.2.

⁴⁹ Cours Préparatoire.

l'école primaire, mais l'utilisation unique du français au collège, au lycée et dans l'enseignement supérieur.

En ce qui concerne nos interviewés, un seul a manifesté une attitude négative envers toute utilisation des langues nationales dans l'enseignement. Parmi les 16 dont les attitudes sont positives à l'égard d'un tel usage, 15 proposent un enseignement bilingue où le français serait la seule langue utilisée à partir de la 7^e année à l'école. Le model proposé par nos informateurs a, malgré son caractère bilingue, toujours comme but la maîtrise du français, et il est ainsi adapté à une répartition fonctionnelle des langues, où le français continuerait à être langue officielle. Ceci est exprimé explicitement par certains de nos interviewés, souhaitant l'introduction des langues nationales dans l'enseignement, tout en laissant au français sa place comme seule langue officielle.

Deux arguments sont dominants en faveur des langues nationales dans l'enseignement : la compréhension et l'enracinement dans la culture africaine. Ces deux arguments sont, comme nous l'avons vu, également utilisés en faveur des langues nationales dans le domaine de langue officielle, et correspondent aux qualités fréquemment associées à ces langues : la tradition, la compréhension, la facilité, l'explicité, etc. Les arguments portants sur l'identité, évidemment intégratives, sont rarement mentionnés. Quant à ceux portant sur la compréhension, la motivation est très souvent instrumentale :

AM15 : L'enfant qui a, qui a cinq ans, si tu parles pulaar en classe, il comprend vite. Mais si il s'agit de comprendre français, il peut mettre trois à quatre mois pour dire 'un' par exemple (.) ou pour pouvoir compter jusqu'à dix. Tu vas enseigner toute une année, et il peut pas compter jusqu'à vingt, par exemple. Mais si c'est en pulaar, il peut te compter jusqu'à cent déjà. Même si c'est en calcul, tu lui parle en pulaar, tu lui dis quels sont tel et tel [un chiffre additionné par un autre] en pulaar, il te dit ça. Mais en français, l'expression cause problème.

Concernant les attitudes en défaveur de l'introduction des langues nationales dans l'enseignement, un argument est dominant : apprendre les langues nationales influencerait négativement l'apprentissage du français. Cela est mentionné par un certain nombre de nos interviewés, aussi par ceux qui sont, de manière générale, en faveur de l'utilisation de ces langues dans l'enseignement : « C'est un peu avantageux de pouvoir d'abord maîtriser sa langue, avant de maîtriser la langue étrangère. Il faut commencer avec le wolof, passer petit à petit au français (.) C'est bien (.) Mais cela va peut-être amener que (.) nos frères vont peut-être pas comprendre assez bien la langue étrangère » (AM17). Cet argument va cependant à l'encontre du point de vue communément accepté dans les milieux spécialisés (cf. Brock-Utne

et Skattum 2009).

Un deuxième argument cité en défaveur des langues nationales dans l'éducation est le suivant : « Mais ici on a tendance à parler ça en famille. Tu peux apprendre ça en famille. Alors on n'a pas besoin d'aller à l'école, c'est pour se spécialiser. Pour moi, il y a pas trop d'intérêt » (WF2). Le point de vue exprimé par cette interviewée correspond à l'image de la société africaine tranchée en deux : la sphère moderne, représentée par la langue française et les institutions officielles, et la sphère traditionnelle, représentée par la famille et les langues africaines.

Bien que nos informateurs ne soient pas tous positifs envers l'introduction des langues nationales dans le système éducatif, nos résultats montrent une tendance plus positive que celle citée par Dreyfus et Juillard, également étudiant les jeunes (essentiellement scolarisés), mais pas seulement à Dakar : « Très peu réclament des cours en wolof [...]. Certains jeunes, mais peu, souhaiteraient un enseignement de toutes les langues à l'école et aimeraient apprendre à écrire le wolof et leur langue d'origine » (2004b : 303). Il n'est pas clair s'il s'agit ici de toutes les langues à la fois, où d'un système à l'instar de celui du Mali, où la langue dominante dans la région est la langue enseignée à côté du français à l'école fondamentale (Traoré 2009). L'écart entre l'étude de Dreyfus et Juillard (*op.cit.*) et la nôtre peut être lié à la population étudiée, car la nôtre est clairement plus éduquée que la leur.

*

Selon Baker (1992 : 16), les attitudes linguistiques peuvent indiquer le comportement futur. Le fait qu'une (légère) majorité de nos informateurs se soient exprimés en faveur de l'introduction des langues nationales dans l'éducation peut ainsi vouloir dire que l'environnement sera plus favorable pour un tel système dans l'avenir qu'aujourd'hui, où justement les attitudes linguistiques chez les parents d'élèves constituent un problème important. Certes, d'autres facteurs tels que l'économie et la volonté politique sont évidemment décisifs pour qu'un tel projet puisse marcher. Mais nos informateurs sont jeunes et feront peut-être partie des décideurs de demain.

6.3 Attitudes envers l'anglais

Nous nous basons dans cette section sur la question Q17 : « Est-ce que vous pensez qu'il est utile de connaître l'anglais ? Pourquoi/ pourquoi pas ? » ; et Qq30 « Que représente l'anglais

pour vous ? ». Ces deux questions sont de nature différente, la première exprimant une approche instrumentale et la deuxième, une approche intégrative, mais cela ne nous empêche pas de traiter les résultats comme un ensemble, car les informations provenant de ces deux approches méthodologiques semblent concorder.

Les attitudes envers l'anglais sont majoritairement positives. Personne n'a exprimé une attitude négative envers cette langue, mais 5 (soit 7%) des 68 enquêtés ne sont ni positifs, ni négatifs à son égard, affirmant qu'elle ne représente « rien » pour eux. Les restants 63 (93%), aussi bien que tous nos interviewés, ont manifesté uniquement des attitudes positives envers l'anglais. Comme pour le français, il n'est pas toujours facile de déterminer les motivations des attitudes positives : elles sont, dans le cas de l'anglais, associées à un travail bien payé et au business, ce qui est à son tour lié au statut et à l'argent ; elles ont donc avant tout un aspect instrumental. Les attitudes envers l'anglais semblent cependant avoir aussi un côté identificateur que l'on retrouve aussi dans les attitudes à l'égard du « français de la rue » ; ces motivations sont uniquement intégratives, concernant l'identification avec les Noirs américains et la culture hip hop associée à ces derniers.

La motivation instrumentale à l'égard de l'anglais concerne, comme pour le français, l'utilité de la langue au niveau international et dans la vie professionnelle (des métiers et secteurs tels que « homme d'affaires », « hôtesse », « hôtellerie » et « tourisme » sont souvent évoqués). Il est aussi perçu comme une langue quasi nécessaire pour émigrer. Ici, nous nous concentrerons cependant uniquement sur les éléments qui diffèrent dans les visions du français et de l'anglais aux yeux de nos informateurs :

WF2 Pour communiquer avec l'extérieur, et aussi pour le travail que tu vas faire au futur. C'est pour le troisième (.) c'est en général pour le **troisième millénaire**, où il faut maîtriser le français, l'anglais et l'informatique.

AM17 C'est une **langue universelle** [...] le français, ça se limite à Ouakam⁵⁰, si tu prends l'avion, c'est fini, on est obligé de parler l'anglais.

La notion du « troisième millénaire » fait allusion à la modernité et à une nouvelle époque, et l'association entre l'anglais et l'avenir revient dans de nombreux énoncés faits par nos informateurs. Cette association peut être liée à différents aspects de l'histoire de la langue française au Sénégal, correspondant à la pratique et à l'imaginaire. Être éduqué en français assurait autrefois au Sénégalais un travail et un statut social élevé. Or, aujourd'hui, le français ne garantit plus l'emploi, et le statut social lié à cette langue est donc aussi moins important

⁵⁰ Ouakam est l'endroit où se trouve l'aéroport de Dakar. C'est donc la porte vers l'extérieur.

qu'avant (voir *supra* 3.2 ou McLaughlin 2008 : 97). La connaissance de l'anglais gagne par contre de plus en plus d'importance : l'anglais semble être perçu par nos informateurs comme une langue qui (davantage que le français) ouvre les portes à un travail intéressant et bien payé, à un avenir à l'étranger (et non seulement dans le monde francophone) et au prestige social. Remarquons à cet égard que l'anglais est désigné comme la « langue **universelle** », adjectif qui fait allusion à ce qui « s'étend à tout ou à tous »⁵¹. L'anglais a aujourd'hui un champ d'utilisation bien plus grand que le français : c'est une langue qui, semble-t-il aux yeux de nos informateurs, est accessible à tout le monde, et qui n'appartient à personne.

Un deuxième aspect « historique » de l'opposition entre l'anglais et le français est lié aux attitudes négatives envers ce dernier : le français représente en quelque sorte la répression, la colonisation et la dominance française au Sénégal, alors que l'anglais symbolise la liberté, l'avenir, où l'accès au pouvoir dépend des connaissances (quoique le français soit aussi mentionné comme un des savoirs importants dans le futur). L'image est certainement plus nuancée que celle dessinée ci-dessus. Nous nous appuyons néanmoins sur la supposition d'Auzanneau, que l'anglais peut être vu comme un moyen de se libérer des faits historiques : « il semblerait que l'anglais soit aussi un moyen pour les jeunes Africains francophones de s'émanciper vis-à-vis de la domination historique et culturelle du français » (2001 : 176).

Quant aux attitudes de motivation intégrative, deux tendances dominent : le souhait de « s'enrichir intellectuellement » (WF1), et l'identification avec les (noirs) Américains, cette dernière étant la plus souvent citée :

AM17 Ici au Sénégal, les gens aiment la culture américaine. La langue américaine, l'habillement, la façon de marcher, de faire (.) Et là, on est obligé de prendre des mots anglais [...] Parce que l'Amérique est une super-puissance et aussi l'Amérique est médiatisée. On regarde des films américains, les sports américains. Et on est donc obligé de prendre des mots pour montrer qu'on est américain.

En effet, l'anglais semble de manière générale être associé à l'Amérique plutôt qu'à la Grande Bretagne (ou à d'autres pays anglophones), dû à l'influence américaine entre autres dans les médias et à la popularité de la musique américaine, notamment le rap. D'autres aspects de la culture américaine ont aussi été évoqués par nos informateurs, avant tout le rêve américain : « Là-bas tout le monde peut réussir » (AM15).

⁵¹ *Petit Larousse illustré* (1986 : 1045).

6.4 Remarques conclusives

Nous avons, dans ce chapitre, abordé les attitudes linguistiques qu'ont nos informateurs envers les différentes langues qui les entourent, en nous concentrant cependant sur le français.

Dans un premier sous-chapitre nous nous sommes intéressée aux attitudes envers le français. Nous avons montré que nos informateurs distinguent, à travers certains traits phonétiques, le français parlé au Sénégal des variétés parlées en France et de celle parlée par des *niak*. Ils ne reconnaissent cependant pas l'existence d'une norme endogène sénégalaise de la langue française, telle qu'identifiée entre autres par Daff (1998b), à travers des traits morphosyntaxiques distincts. Pour la plupart de nos informateurs, la norme de référence (et le « bon » français) est identique au français scolaire, classique. Nous ne pouvons donc parler d'une appropriation langagière.

Toutefois, le français du Sénégal est généralement jugé « bon », souvent meilleur que celui de France, ce qui indique une sécurité linguistique par rapport à ce dernier. Paradoxalement, environ la moitié de nos informateurs souhaitent adopter une prononciation « à la française » (notamment le /r/), auparavant peu valorisée (Corréard 1998 : 81). Cette ambiguïté s'inscrit dans un ordre plus global des valeurs ambivalentes de la langue française, fortement associée aux Français, à la France et à la colonisation française, et non à l'Afrique ou au Sénégal. Le français symbolise ainsi à la fois la communication internationale, la modernité et l'aliénation culturelle.

Le souhait d'adopter la prononciation « française » peut également être l'indice d'un changement concernant la norme de référence, dont les traits (phonétiques) s'approcheraient du français de France. Entre dans cette logique également le fait que nos informateurs font tous la différence entre les manières de parler le français des jeunes et des « vieux » : le français parlé par les jeunes est décrit comme moins normatif et moins correct, mais aussi comme plus proche du français de France, notamment en ce qui concerne la prononciation du /r/. Soulignons qu'il n'est pas question d'un vrai « parler jeune », le français étant une langue quasi-limitée aux sphères formelles, et ainsi très peu utilisée par les jeunes entre eux.

Nos informateurs considèrent que les jeunes ne parlent pas bien le français, ce qui se confirme dans leurs autoévaluations, où une légère majorité déclarent ne pas bien maîtriser cette langue, indice donc d'une insécurité linguistique personnelle. Ceux qui déclarent bien parler le français ont pour la plupart parlé français avec leur père depuis la petite enfance, et le degré d'insécurité linguistique personnelle le semble ainsi corrélér avec les usages du français et aussi (en partie) avec l'appartenance sociale.

La quasi-totalité de nos informateurs ont des attitudes positives envers le français en tant que langue officielle. Une majorité de nos informateurs sont également positifs envers l'introduction d'une ou plusieurs langues dans cette position à côté du français, le plus souvent le wolof. Remplacer le français n'est pour la grande majorité ni souhaitable ni envisageable.

Dans un deuxième sous-chapitre, nous nous sommes intéressée aux attitudes envers les langues africaines. Le wolof est associé par nos informateurs à la nation et à l'accessibilité, mais il est aussi sujet d'attitudes négatives : étant la première langue véhiculaire nationale, son usage est souvent conçu comme une obligation, et son étendue est considérée comme une menace pour les autres L1 aussi bien que pour le français. Les attitudes envers le wolof ne correspondent pas, contrairement à ce que l'on pourrait croire, avec les L1 des informateurs. Quant aux autres langues premières, elles sont associées à la famille et à la tradition, et les attitudes à leur égard sont presque toutes positives.

Nos informateurs sont pour une grande partie positifs envers l'introduction des langues nationales dans le système éducatif public, notamment à l'école primaire. Etant donné qu'un des problèmes majeurs pour le fonctionnement d'un tel système aujourd'hui est l'attitude linguistique négative des parents, les attitudes positives des étudiants, eux-mêmes futurs parents, sont peut-être l'indice d'un changement à venir dans le système éducatif.

Nous nous sommes, dans un dernier sous-chapitre, intéressée aux attitudes envers l'anglais. Cette langue, qui permet d'avoir plus facilement un travail et qui ouvre les portes à l'étranger, fait l'objet d'attitudes uniquement positives. L'anglais se distingue du français sur deux points majeurs : le premier en est son utilité sur le marché du travail, où le français perd de l'importance, et l'autre est lié à l'histoire de la langue française au Sénégal. L'anglais semble pour certains être le moyen de s'émanciper de l'histoire.

*

La répartition entre les langues commentées par nos informateurs est assez claire : alors que l'anglais est le symbole par excellence de la réussite, de la modernité et du monde entier, le français représente l'Etat, la communication internationale, l'élite et la vie officielle nationale. Le wolof est le symbole du peuple sénégalais et de la communication nationale, et aussi de Dakar. Les langues premières représentent la tradition et la famille.

Nous avons vu très peu de variation systématique en corrélation avec les paramètres L1 et sexe dans les attitudes. Nous proposons deux raisons à cela : le niveau élevé et homogène d'éducation et la manière de vivre estudiantine. Le niveau éducatif doit être vu en

relation avec le paramètre sexe, car parmi la population générale, celui-ci n'est pas le même chez les deux sexes. Les différences entre les sexes trouvées dans d'autres études peuvent donc également être liées au niveau d'éducation. Un autre facteur lié aux sexes, probablement plus crucial que ce dernier, est la manière de vivre, qui est assez homogène chez les étudiants ; les filles, rarement occupées par les tâches ménagères, vivent de manière assez similaire à celle des garçons.

Conclusion

Dans cette étude, nous avons examiné quelques aspects de la réalité sociolinguistique des étudiants sénégalais, à savoir les usages des différentes langues qui les entourent et les attitudes envers celles-ci, facteurs externes à la langue. En focalisant sur les étudiants, nous sommes principalement intéressée aux perspectives sociolinguistiques liées au français et au rôle social de cette langue dans la réalité de l'élite de demain. Les étudiants se distinguent du reste de la population (entre autres) par le fait qu'ils sont tous francophones et que le français est la seule langue qui leur est commune : ils pourraient donc, en théorie, choisir de parler le français entre eux.

Une des tâches que nous nous sommes donnée pour cette étude a été de savoir si la L1 influence l'usage du français dans la communication entre étudiants dans des domaines informels. Nous sommes partie de l'hypothèse que des attitudes négatives envers le wolof chez ceux ayant une autre langue comme L1 entraîneraient un usage prépondérant du français dans la sphère informelle. Cette hypothèse ne s'est pas confirmée : nous n'avons observé aucune correspondance significative entre l'usage du français et la L1 de l'étudiant. Même notre présupposition que les locuteurs natifs d'autres langues que le wolof seraient négatifs envers cette langue dominante s'est avérée fausse. Les attitudes envers le wolof, positives et négatives, ne diffèrent pas beaucoup entre les étudiants ayant des L1 différentes : le wolof est associé d'un côté à l'identité nationale et à l'intercompréhension, et de l'autre à l'obligation de le parler et à la menace pour d'autres langues (les L1 aussi bien que le français). Parler le wolof est toutefois, à l'UCAD comme à Dakar, un signe d'intégration à la vie urbaine et à la nation pluriethnique, et les attitudes envers cette langue concernent rarement son acceptation ou son rejet en tant que langue véhiculaire nationale.

Nous avons également cherché, au travers de cette étude, à connaître d'éventuelles correspondances entre le sexe de l'informateur et ses usages et attitudes linguistiques, correspondances dont l'existence parmi la population générale a été montrée dans des études précédentes (par exemple Dreyfus et Juillard 2004b). Or, le sexe de l'étudiant semble très peu influencer son comportement linguistique, fait que nous expliquons par deux facteurs liés au statut d'étudiant : la vie estudiantine et le niveau d'études élevé. La manière de vivre des étudiantes sénégalaises à l'UCAD se rapproche en effet d'une situation traditionnellement réservée aux hommes : le contexte social à l'université est peu marqué par la ségrégation entre les sexes que l'on trouve dans d'autres parties de la société sénégalaise, où les femmes sont souvent occupées par des tâches ménagères, tandis que les hommes, étant responsables des

revenues de la famille, se trouvent hors de la maison. Quant au niveau d'étude, il est dans la population en générale plus élevé chez les hommes que chez les femmes (ANSD)⁵², alors qu'il est pour tous nous informateurs, filles comme garçons, le même. Ceux-ci appartiennent aussi (à des degrés variables) tous aux couches favorisées de la société sénégalaise.

La répartition fonctionnelle des langues, propre à la relation diglossique entre le français et le wolof et à celle entre le wolof et les autres L1, est très nette pour les étudiants comme pour la reste de la population (cf. Dumont 1983, Dreyfus et Juillard 2004b, McLaughlin 2008). Le français n'est utilisé par les étudiants pratiquement que dans les sphères formelles, où il est la langue dominante. Le wolof, seule langue véhiculaire au niveau national, est la principale langue utilisée aussi dans la communication informelle entre étudiants : bien que cette langue ne soit pas maîtrisée par tout le monde. Les L1 autres que le wolof sont utilisées tout d'abord en famille, elles ne figurent que faiblement dans la communication au campus social, sphère informelle de l'université. Certaines nuances dans cette image sont à remarquer : le wolof est utilisé à un certain degré dans des familles où il n'est pas la L1 des enfants, mais seulement par les jeunes entre eux (l'étudiant avec ses frères et sœurs). Pas seulement le wolof et la L1, mais aussi le français est parlé par certains étudiants dans la communication familiale, notamment avec le père. Les étudiants qui parlent le français en famille ont un usage de cette langue beaucoup plus important que les autres, aussi dans les domaines informels non familiaux. Cette différence correspond au degré de sécurité linguistique personnelle en français, plus élevée chez les informateurs qui ont pratiqué cette langue en famille. Il faut en conclure que l'usage du français en famille et l'appartenance sociale (facteurs liés, certes) ont la plus grande importance pour l'usage du français aussi dans des domaines non familiaux.

L'usage restreint du français chez la plupart de nos informateurs peut être vu en relation avec les attitudes fortement ambiguës envers cette langue. La plus grande ambiguïté se manifeste chez les étudiants peu ou pas habitués à l'utiliser dans l'informel, et qui se sentent en insécurité linguistique en français : donc par ceux qui sont le plus « pris » par la diglossie. Le français est d'un côté lié à la communication internationale et à la modernité, et son usage est un symbole de prestige. De l'autre côté, cette langue est fortement associée à la colonisation et au déracinement culturel, association contestée par Daff (1995), mais apparente dans nos données. Parler le français est effectivement un symbole de statut, mais peut aussi être un signe de acculturation et de soumission. Le français n'est ainsi pas perçu

⁵² Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie, Sénégal.

comme une langue appartenant au Sénégal ou à l'Afrique : aux yeux de nos informateurs, c'est la langue des Français, des étrangers.

La non reconnaissance du français comme langue africaine chez nos informateurs se reflète aussi par leur non conscience de la norme endogène sénégalaise de cette langue, norme caractérisée par des particularités lexicales et syntaxiques distinctes de la norme scolaire, et dont l'existence est confirmée par de nombreux chercheurs (Daff 1995, Corréard 2006, Moreau et *al.* 1998). Nos informateurs reconnaissent en effet certaines spécificités du français parlé au Sénégal, mais portant essentiellement sur des traits phonétiques. La norme française à laquelle ils se réfèrent, le « bon » français, concerne des traits lexicaux et syntaxiques, et correspond, selon eux, au français tel qu'il est écrit : au français scolaire.

Les étudiants constituent un groupe de jeunes privilégiés : l'élite de demain. Selon Baker (1992), les attitudes linguistiques peuvent indiquer le futur comportement linguistique : les attitudes linguistiques des étudiants peuvent ainsi avoir un aspect prospectif, renforcé justement par leur statut social élevé. Cet aspect est le plus explicite en ce qui concerne les deux domaines de langue officielle et de langue d'éducation, domaines sur lesquels nous avons posé des questions concernant l'avenir. Les étudiants se sont révélés positifs envers l'introduction des L1 dans l'enseignement public, primaire, et sont peut-être plus positifs que les parents d'élèves actuels. Le français semble toutefois être considéré comme le but de tout apprentissage, et il paraît difficile pour les étudiants de s'imaginer le Sénégal sans le français en position officielle ou les langues nationales utilisées à l'écrit ou dans l'administration, bien que certains soient positifs envers l'insertion d'une deuxième langue officielle à côté du français « dans le futur » (le plus souvent le wolof).

Un autre indice de la situation sociolinguistique à venir se trouve dans les différences générationnelles déclarées dans les usages et les attitudes linguistiques. Au niveau des usages, la communication avec les grands-parents a lieu exclusivement en L1, avec les parents surtout en L1 mais parfois en français, et avec les frères et sœurs, en L1, en langue véhiculaire et parfois aussi en français. Entre étudiants, elle a lieu en wolof et à un moindre degré en français. Quant aux attitudes linguistiques, les différences entre les générations paraissent également nettes : alors que les personnes de la génération des grands-parents des étudiants sont réticent à l'égard du français aussi bien que du wolof, il y a chez les parents une acceptation du français en famille, mais non du wolof si ce n'est pas leur L1. Les jeunes utilisent entre eux les langues véhiculaires et le français, et semblent ainsi « accepter » l'influence de leur environnement social. Les langues véhiculaires (surtout le wolof) gagnent ainsi du terrain aux dépens des L1 locales, qui risquent de mourir si l'on se base sur la théorie

de Fishman (in Baker 1996 : 66-67), sujet qui mérite sans doute d'être approfondi dans une prochaine étude.

Selon les étudiants, les différences générationnelles existent aussi en ce qui concerne la *manière* de parler français : si les « vieux » parlent le français le plus normatif et le plus correct, les jeunes ont la meilleure prononciation (selon eux), s'approchant de l'accent « à la française » (notamment le /r/). Cette prononciation, auparavant rejeté comme aliénante, paraît aujourd'hui jouir d'un certain prestige parmi les étudiants. Cependant, comme le français est peu utilisé par les étudiants entre eux, il ne peut être qualifié de « parler jeune » dans le sens d'un jargon identitaire, sujet d'étude sociolinguistiques surtout dans les sociétés où le français est la L1 (cf. Ledegen 2007).

Les facteurs internes à la langue ne sont pas pris en considération au cours de ce travail, et une telle analyse du français parlé par de jeunes étudiants pourrait constituer le sujet d'une prochaine étude. Il serait particulièrement intéressant de savoir en quoi consiste véritablement les différences prétendues par nos informateurs entre le parler des jeunes et celui des « vieux ». Une étude phonétique aussi bien que syntaxique et lexicale de ces variations pourrait donner des informations intéressantes d'un point de vue descriptif aussi bien que prospectif de la situation sociolinguistique sénégalaise et de l'avenir du français dans ce pays.

Ouvrages cités et consultés

- Adegbija, Efurosibina (2000) : « Language Attitudes in West Africa » in *International Journal of the Sociology of Language* (Paris, Mouton), n°141 : 75-100
- Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), Sénégal :
http://www.ansd.sn/senegal_indicateurs.html (consulté le 06/06/09)
- Auzanneau, Michelle (2000) : « Discours et réalités linguistiques dynamiques à Saint-Louis du Sénégal » in P. Dumont (éd.) : 95-103
<http://www.bibliotheque.refer.org/biblio/chapitres.php?numpubli=5> (consulté le 06/04/08)
- (2001) : « Identités africaines : le rap comme lieu d'expression » in *Cahiers d'études africaines*, 3-4 : 711-734
<http://www.cairn.info/revue-cahiers-d-etudes-africaines-2001-3.htm> (consulté le 28/04/09)
- Baker, Colin (1992) : *Attitudes and Language*, Clevedon, Philadelphia, Adelaide, Multilingual Matters Ltd.
- (1996) (1^{er} éd 1993) : *Foundations of Bilingual Education and Bilingualism*, Clevedon, Multilingual Matters Ltd.
- Bal, Willy (1979) : « Élités africaines face au français et aux langues nationales » in G. Manessy et P. Wald : *Plurilinguismes, normes, situations, stratégies*, Paris, Harmattan
- Bavoux, Claudine (2003) : « Les parlers jeunes comme indice d'une évolution de la diglossie réunionnaise » in *France, pays de contacts de langues*, tome 2, Louvain-la-neuve (Cahiers de l'Institut de linguistique de Louvain)
- Berdal-Masuy, Françoise (1998) : « La diversité linguistique au coeur des familles sénégalaises : enquête à Dakar » in *DiversCité Langues*. En ligne. Vol. III
<http://www.uquebec.ca/diverscite> (consulté le 07/12/07)
- Blanchet, Alain et Anne Gotman (2001) : *L'enquête et ses méthodes: l'entretien*, Paris, Nathan
- Bordal, Guri (2006) : *Traces de la créolisation dans un français régional : le cas du /R/ à l'île de la Réunion*, Mémoire de master, Université d'Oslo
- Brock-Utne, Birgit et Ingse Skattum (2009) : *Languages and Education in Africa. A Comparative and Transdisciplinary Analysis*. Oxford, Symposium Books
- Bulot, Thierry (2004) : « Les parlers jeunes et la mémoire sociolinguistique. Questionnements

- sur l'urbanité langagière » in *Cahiers de Sociolinguistique* (Presses Universitaires de Rennes), n°9 : 133-147
<http://www.sociolinguistique-urbaine.com/spip.php?article49> (consulté le 06/11/08)
- Calvet, Louis-Jean (1991) : « Le facteur urbain dans le devenir linguistique des pays africains. Le facteur linguistique dans la constitution des ville africaines » in *Cahiers des sciences humaines* (Paris, ORSTOM), n°27 : 3-14
- (1993) : *La sociolinguistique*. Paris, Presses Universitaires de France. (Que sais-je ?)
- (1994) : *Les voix de la ville. Introduction à la sociolinguistique urbaine*. Paris, Éditions Payot & Rivages
- (1998) : « Insécurité linguistique et représentations. Approche historique » in Calvet et Moreau : 9-17
- (1999) : *La guerre des langues et les politiques linguistiques*. Paris, Hachette
- Calvet, Louis-Jean et Pierre Dumont (éds.) (1999) : *L'enquête sociolinguistique*, Paris, L'Harmattan
- Calvet, Louis-Jean et Marie-Louise Moreau (éds.) (1998) : *Une ou des normes ? Insécurité linguistique et normes endogènes en Afrique francophone*. Paris, CIRELFA/ACCT/Didier Erudition. (Coll. Langues et développement)
- Canut, Cécile (éd.) (1998) : *Imaginaires linguistiques en Afrique*, Paris, L'Harmattan
- Chaudenson, Robert (2001) : *Grille d'analyse des situations linguistiques*. Paris, Didier Erudition. http://www.odf.auf.org/IMG/pdf/grille_lafdef.pdf (consulté le 03.01.09)
- Chaudenson, Robert et Dorothée Rakotomalala (éds.). (2004) : *Situations linguistiques de la francophonie – état des lieux*. Paris, AUF.
http://www.odf.auf.org/rubrique.php3?id_rubrique=43 (consulté le 03/12/07)
- Cheramy, Bruno (1979) : « Nouvelle révision constitutionnelle au Sénégal » in *Ethiopiques. Revue socialiste de culture négro-africain*, n°18
http://www.refer.sn/ethiopiques/article.php3?id_article=956&artsuite=1 (consulté le 22/10/08)
- Cissé, Mamadou (2005) : « Langues, Etat et société au Sénégal » in *SudLangues*, (Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université Cheikh Anta Diop, Dakar), n°5 : 99-133.
www.sudlangues.sn (consulté le 21/10/08)
- La Constitution de la République Sénégalaise du 22 janvier 2001
http://www.gouv.sn/textes/Constitution_du_senegal_consolidee.pdf (consulté le 20/10/08)

- Cooper, Robert L. et Joshua A. Fishman (1974) : « The Study of Language Attitudes » in Joshua A. Fishman (éd.) : *Language Attitudes, 1. International Journal of the Sociology of Language*, (Paris, Mouton) n°3: 5-19
- Corréard, Geneviève N'Diaye (1998) : « Le français du Sénégal et le classement des particularités lexicales » in Michel Francard et Danièle Latin (éds.) : *Le régionalisme lexical*, Louvain-la-Neuve, Duculot
- (dir.) (2006) : *Les Mots du patrimoine : le Sénégal*, Paris, Éditions des archives contemporaines
- Cuq, Jean-Pierre (1991) : *Le français langue seconde*, Paris, Hachette
- Daff, Moussa (1991) : « Sénégal » in R. Chaudenson (éd.) : *La francophonie : représentations, réalités, perspectives*, Paris, Provence, Institut d'Études Créoles et Francophones, Université de Provence, Didier Érudition : 138-159 (Coll. Langues et développement)
- (1995). « Situations et représentations du français au Sénégal » in Juillard et Calvet (éds.) : 143-148
- (1998a) : « L'aménagement linguistique et didactique de la coexistence du français et des langues nationales au Sénégal » in *DiversCité Langues*. En ligne. Vol. III. <http://www.uquebec.ca/diverscite> (consulté le 03/12/07)
- (1998b) : « Norme scolaire, norme endogène et stratégies d'enseignement du français langue seconde en Afrique noire francophone : le cas du Sénégal » in Calvet et Moreau (éds.) : 93-106
- (2004) : « Sénégal » in Chaudenson et Rakotomalala (éds.) : 235-237
- Dahou, Tarik et Vincent Foucher (2004) : « Le Sénégal, entre changement politique et révolution passive » in *Politique Africaine* (Karthala, Paris), n°96 : « Sénégal 2000-2004, l'alternance et ses contradictions » : 5-22
- Diallo, Ibrahima (2006) : *Language Planning, Language-in-education Policy and Attitudes towards Languages in Senegal*, Thèse de doctorat, School of Languages and Linguistics, Griffith University, Brisbane
www4.gu.edu.au:8080/adt-root/uploads/approved/adtQGU20070105.113405/public/02Whole.pdf
(consulté le 01/04/09)
- Diop, Cheikh Anta (1990), (1^e éd. 1948) : « Quand pourra-t-on parler d'une renaissance africaine ? » in *Alerte sous les tropiques. Articles 1946-1960. Culture et Développement en Afrique noire*, Paris, Présence Africaine : 33-44
- (1979), (1^e éd. 1954) : *Nations nègres et culture : de l'antiquité nègre égyptienne aux*

- problèmes culturels de l'Afrique noire d'aujourd'hui*, Paris, Présence Africaine
- Diop, Momar-Coumba (2002) : *Le Sénégal contemporain*, Paris, Karthala
- Diouf, Mamadou (2001) : *Histoire du Sénégal*, Paris, Maisonneuve & Larose
- Dreyfus, Martine (1996) : « Politiques linguistiques familiales et individuelles, quels modèles ? » dans Juillard et Calvet (éds) : 175-181
- (2000) : « À propos de quelques situations de coexistence entre le français et les langues nationales en Afrique », in Dumont (éd.) : 123-130
<http://www.bibliotheque.refer.org/biblio/chapitres.php?numpubli=5> (consulté le 05/04/09)
- Dreyfus, Martine et Caroline Juillard (2004a) : « Enseignement non formel dans la banlieue de Dakar. Un espace scolaire alternatif entre activités novatrices et pratiques ritualisées » in *Penser la francophonie. Concepts, actions et outils linguistiques*, Paris, Editions des archives contemporaines, AUF
- (2004b) : *Le plurilinguisme au Sénégal. Langues et identités en devenir*, Paris, Karthala
- Dumont, Pierre (1983) : *Le français et les langues africaines au Sénégal*, Paris, ACCT – Karthala
- (1990) : *Le français langue africaine*, Paris, L'Harmattan
- (éd.) (2000) : *La coexistence des langues dans l'espace francophone, approche macrosociolinguistique*, Paris, AUPELF-UREF
- Dumont, Pierre et Bruno Maurer (1995) : *Sociolinguistique du français en Afrique francophone – Gestion d'un héritage, devenir d'une science*, Vanves, EDICEF/AUPELF
- Fasold, Ralph (1984) : *The Sociolinguistics of Society*, Oxford, Blackwell (Language in society, n° 5)
- Ferguson, Charles A. (1977) (1^e éd. 1959) : « Diglossia » in P. P. Giglioli (éd.) : 232-251
- Fishman, Joshua A. (2000a) (1^e éd. 1965) : « Who Speaks Which Language to Whom and When ? » in Wei (éd.) : 89-106
- (2000b) (1^e éd. 1967) : « Bilingualism With and Without Diglossia ; Diglossia With and Without Bilingualism » in Wei (éd.) : 81-88
- (1977) (1^e éd. 1969) : « The Sociology of Language » in Giglioli (éd.) : 45-58
- (1971) : *Sociolinguistique* (Trad. de *Sociolinguistics : a Brief Introduction* 1970), Paris/Bruxelles, Nathan Labor
- FN-sambandet : globalis.no (consulté le 07/12/07)
- Gadet, Françoise (2000) : « Derrière les problèmes méthodologiques du recueil des données » in *Les Cahiers de l'Université de Perpignan*, n° 31 : « Linguistique sur corpus »

- [http://www.revue-texto.net/Inedits/Gadet_Principes.html#\[1\]](http://www.revue-texto.net/Inedits/Gadet_Principes.html#[1]) (consulté le 07/11/08)
- Gasquet-Cyrus, Médéric (2003) : « Sociolinguistique : sortir de la culpabilité » in *Cahiers de sociolinguistique*, (Université de Rennes), n° 8 : « Langues, contacts, complexité – perspectives théoriques en sociolinguistique » : 129-140
- Gellar, Shelon (2005) : « Language, Communication, and Group Identity in Senegal » in Shelon Gellar : *Democracy in Senegal: Tocquevillian Analytics in Africa*, New York, Palgrave Macmillan. Non paginé.
- www.indiana.edu/~workshop/seminars/papers/y673_spring_2003_gellar.pdf (consulté le 26/10/08)
- Giglioli, Pier Paolo (éd.) (1977) : *Language and Social Context*, London, Penguin Books
- Gouvernement du Sénégal : gouv.sn (consulté le 01/10/08)
- Hesseling, Gerti (1985) : *Histoire politique du Sénégal. Institutions, droit et société*, Paris, L'Harmattan
- Holmes, Janet (1992) : *An Introduction to Sociolinguistics*, London, Longman (Learning about language)
- Houdebine, Anne-Marie (1993) : « De l'imaginaire des locuteurs et de la dynamique linguistique » in *Cahiers de l'Institut de linguistique de Louvain* (Louvain-la-Neuve) : « L'insécurité linguistique dans les communautés francophones périphériques » n° 19/3-4 (vol.1) : 31-40
- Johnson, G. Wesley (1991) : *Naissance du Sénégal contemporain. Aux origines de la vie politique moderne (1900-1920)*, Paris, Karthala
- Juillard, Caroline (dir.) (2005) : *Dynamiques sociolinguistiques (scolaires et extrascolaires) de l'apprentissage et de l'usage du français dans le cadre bi- ou plurilingue (langue de migrants, langues locales) sur les axes ouest-africain et franco-africain, Rapport définitif* Rapport de recherche, Paris, AUF http://www.sdl.auf.org/rubrique.php3?id_rubrique=7 (consulté le 01/05/09)
- Juillard, Caroline, Marie-Louise Moreau, Pape Alioune Ndao et Ndiassé Thiam (1994) : « Leur wolof dit-il qui ils sont ? La perception des appartenances régionales et ethniques au travers du wolof urbain parlé par les adolescents » in *Langage et société* (Maison des sciences de l'Homme, Paris), n°68 : 35-62
- Juillard, Caroline et Louis-Jean Calvet (éds.) (1995) : *Les Politiques linguistiques, mythes et réalités. Actes des Premières Journées Scientifiques du réseau thématique de recherche Sociolinguistique et dynamique des langues*, Beyrouth, Montréal, FMA-AUPELF-UREF

- Ki-Zerbo, Joseph (1978) : *Histoire de l'Afrique noire. D'hier à demain*, Paris, Hatier
- Knutsen, Anne Moseng (2007) : *Variation du français à Abidjan (Côte d'Ivoire), Etude d'un continuum linguistique et social*. Thèse de doctorat, Université d'Oslo
- Labov, William (1979) : *Sociolinguistic Patterns*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press
- Ledegen, Gudrun (2007) : « Le 'parlage des jeunes' à la Réunion : bilan et perspective » in *Cahiers de sociolinguistique* (Presses universitaires de Rennes), n° 9 : 9-40
- Lexander, Kristin Vold (2004) : *Les pratiques de l'écrit : l'alphabétisation en wolof dans un village du Sénégal*, Mémoire de master, Université d'Oslo
- (2009) : « La communication médiatisée par les technologies de l'information et de la communication : la porte d'accès au domaine de l'écrit pour les langues africaines ? » in Brock-Utne et Skattum (éds.) : 289-300
- Manessy, Gabriel (1994a) : *Le français en Afrique noire. Mythe, stratégies, pratiques*, Paris, St.Denis, L'Harmattan
- (1994b) : « Pratique du français en Afrique noire francophone » in *Langue française*, Vol. 104, n°1 : 11-19
- Manzano, Francis (2003) : « Diglossie, contacts et conflits de langues... à l'épreuve de trois domaines géolinguistiques : Haute Bretagne, Sud Occitano roman, Maghreb » in *Cahiers de sociolinguistique* (Université de Rennes) n°8 : « Langues, contacts, complexité. Perspectives théoriques en sociolinguistique » : 51-66.
- Masuy, Françoise (1994) : « Y-a-t-il une insécurité linguistique au Sénégal ? Enquête auprès d'universitaires dakarois » in *Cahiers de l'institut de linguistique de Louvain* (Louvain-la-Neuve) : « L'insécurité linguistique dans les communautés francophones périphériques » n°19/3-4 (vol.2) : 57-70
- McLaughlin, Fiona (2001) : « Dakar Wolof and the Configuration of an Urban Identity » in *Journal of African Cultural Studies* (Taylor & Francis Ltd.), Vol. 14, n°2 : 153-172.
- (2008) : « Senegal : The Emergence of a National Lingua Franca » in Andrew Simpson (éd) : *Language & National Identity in Africa*, Oxford, Oxford University Press : 79-97
- Moïse, Claudine (2002) : « Pour quelle sociolinguistique urbaine ? » in Bernard Bier (éd) : *Ville-Ecole-Intégration Enjeux*, n° 130. www.cndp.fr/archivage/valid/39759/39759-5458-5243.pdf (consulté le 20/02/09)
- Moreau, Marie-Louise (dir.) (1997) : *Sociolinguistique : concepts de base*, Bruxelles, Mardaga
- (1999) : « La pluralité des normes dans la francophonie » in *DiversCité Langues*, En ligne.

- Vol. IV <http://www.uquebec.ca/diverscite> (consulté le 07/04/07)
- Moreau, Marie-Louise, Thiam, Ndiassé, Bauvois, Cécile (1998) : « Le marquage identitaire dans le français d'Afrique : étude exploratoire au Sénégal » in Calvet et Moreau (éds.) : 111-127
- Ndao, Papa Alioune (1996) : *Contacts de langues au Sénégal. Étude du code switching wolof-français en milieu urbain : approches linguistique, sociolinguistique et pragmatique*, Thèse de doctorat, Dakar, Université Cheikh Anta Diop
- (2002) : « Le français au Sénégal : une approche polynomique » in *SudLangues*, (Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université Cheikh Anta Diop, Dakar), n° 1
www.sudlangues.sn/IMG/pdf/doc-23.pdf (consulté le 29/10/08)
- Queffélec, Ambroise (2008) : « L'évolution du français en Afrique noire, pistes de recherche » in Karin Holter et Ingse Skattum (éds.) : *La francophonie aujourd'hui. Réflexions critiques*, Paris, L'Harmattan (Coll. Langues et développement) : 63-77
- Qorro, Martha A.S. (2009) : « Parents' and Policy makers' Insistence on Foreign Languages as Media of Education in Africa : restricting access to quality education – for whose benefit ? » in Brock-Utne et Skattum (éds.) (2009) : 57-82
- Racelle-Latin, Danièle (coord.) (1988) : *Inventaire des particularités lexicales du français en Afrique Noire*, Paris, EDICEF/AUPELF
- Rafitson, Elisa (1996) : « Aspects de la diglossie français/malgache. Bilinguisme et diglossie », in Juillard et Calvet (éds.) : 271-275
- Senghor, Léopold Sédar (1974) : « L'enseignement du français » in Senghor, Léopold Sédar (1977) : *Liberté 3. Négritude et civilisation de l'universel* : 515-524
- (1983) : « Préface » in Dumont : 7-20
- Singly, François de (1992) : *L'enquête et ses méthodes : le questionnaire*, Paris, Nathan
- Skattum, Ingse (2006) « La francophonie subsaharienne : Afrique de l'Ouest, Afrique centrale, Djibouti » in John Kristian Sanaker, Karin Holter et Ingse Skattum (2006) : *La francophonie – une introduction critique*, Oslo, Oslo Academic Press : 161-247
- (2007) : guide d'entretien. hf-lager/cfa (consulté le 09/12/07)
- Smith, Etienne (2005) : « The 'Informal' Politics of Linguistic Pluralism: the Case of Senegal » communication au colloque *Pluralism and Politics* à Washington University, Saint-Louis (MO) le 26 septembre 2005
oxpo.politics.ox.ac.uk/projects/state_and_ethnic_definition/smith_paper.pdf (consulté le 02/01/09)
- Sylla, Abdou (1982) : « Les valeurs de civilisation sénégalaises d'hier à aujourd'hui (aspects

- philosophiques) » in *Ethiopiques. Revue socialiste de culture négro-africain*, n° 31 (3^e trimestre). http://www.refer.sn/ethiopiques/article.php3?id_article=894&artsuite=6 (consulté le 20/02/09)
- Thagaard, Tove (2003) : *Systematikk og innlevelse. En innføring i kvalitativ metode*, Oslo, Fagbokforlaget
- Thiam, Ndiassé (1991) : « Nouveaux modèles de parlers et processus identitaires en milieu urbain : le cas de Dakar » in Elhousseine Gouaini et Ndiassé Thiam (éds) : *Des langues et des villes*, Paris, Dider Erudition
- (1998) : « Catégorisations de locuteurs et représentations sur le mélange wolof-français à Dakar », in Cécile Canut (éd.) : *Imaginaires linguistiques en Afrique. Actes du colloque de l'Inalco, Attitudes, représentations et imaginaires linguistiques en Afrique. Quelles notions pour quelles réalités (9 Nov. 1996)*, Paris, L'Harmattan : 91-105.
- Traoré, Mamadou Lamine (2009) : « L'utilisation des langues nationales dans le système éducatif malien : historique, défis et perspectives » in Brock Utne et Skattum (éds.) : 155-162
- Wei, Li (éd.) (2001) : *The Bilingualism Reader*, London et New York, Routledge

ANNEXE 1

Liste des tableaux

Tableau 4.1.	Répartition des interviewés selon les paramètres L1 et sexe	41
Tableau 4.2.	Caractéristiques des interviewés	41
Tableau 5.1.	Langue(s) utilisée(s) dans la communication entre les étudiants et leurs grands-parents	46
Tableau 5.2.	Langue(s) utilisée(s) dans la communication entre les étudiants et leurs parents	46
Tableau 5.3.	Langue(s) utilisée(s) dans la communication entre les étudiants et leurs frères et sœurs	49
Tableau 5.4.	Langue(s) utilisée(s) par les étudiants au marché	52
Tableau 5.5.	Langue(s) utilisée(s) par les étudiants dans la communication avec un inconnu	53
Tableau 6.1.	Réponses à la question Qq18 « Est-ce qu'au Sénégal il y a une façon spécifique de parler français ? »	67
Tableau 6.2.	Réponses à la question Qq28 « Est-ce qu'il existe un français correct ? »	70
Tableau 6.3.	Réponses à la question Qq27 « Si oui où est-il parlé ? »	70
Tableau 6.4.	Réponse à la question Qq21 « Est-ce que au Sénégal les gens parlent français de différentes manières ? »	71
Tableau 6.5.	Réponses à la question Qq29 : « Est-ce que vous souhaitez parler comme un Français beaucoup/un peu/pas du tout ? »	73
Tableau 6.6.	Réponses à la question Qq24 : « Est-ce qu'il existe une façon de parler le français propre aux jeunes Sénégalais ? »	74
Tableau 6.7.	Réponses à la question Qq28 : « Est-ce que vous parlez le français bien/ assez bien/ mal ? »	78
Tableau 6.8a.	Réponses à la question Qq13 : « Le français est la seule langue officielle de votre pays. A votre avis, est-ce un bon choix ? [Pourquoi ? Pourquoi pas ?] »	85 85
Tableau 6.8b.	Réponses à la question Qq13 : « [Le français est la seule langue officielle de votre pays. A votre avis, est-ce un bon choix ?] Pourquoi ? [Pourquoi pas ?] »	85
Tableau 6.8c.	Réponses à la question Qq13 : « [Le français est la seule langue officielle de votre pays. A votre avis, est-ce un bon choix ? Pourquoi ?] Pourquoi pas ? »	87
Tableau 6.9a.	Réponses à la question Qq14 « Est-ce qu'il y a une ou plusieurs langues locales qui pourraient devenir la langue officielle du pays à côté du français ou qui pourraient le remplacer ? [Lesquelles ?] ».	89
Tableau 6.9b.	Réponses à la question Qq14 « [Est-ce qu'il y a une ou plusieurs langues locales qui pourraient devenir la langue officielle du pays à côté du français ou qui pourraient le remplacer ?] Lesquelles ? ».	89
Tableau 6.10.	Réponses à la question Qq15 : « À votre avis, est-ce que les langues nationales doivent/devraient être matière/moyen d'enseignement ? »	96

ANNEXE 2

Guide d'entretien semi-directif

I Fichier personnel

Date et lieu _____
Nom _____
Sexe _____
Année de naissance _____
Étudiant depuis _____
Type d'études _____
Origine (ethnique) _____
Origine (géographique) _____
Langue première (la langue que vous maîtrisez le mieux) _____
Où est-ce que vous habitez à Dakar ? _____
Depuis quand habitez-vous à Dakar ? _____

II Choix et usages des langues

- Q1** Quelles langues parlez-vous ? Comment évalueriez-vous votre compétence dans chacune de ces langues ?
- Q2** Dans quelles situations utilisez-vous le français ? Le wolof ? Votre langue première ?
- Q3** Vous parlez quelle langue avec vos amis/vos professeurs/votre petit(e) ami(e)/votre père et mère(s)/grands-parents/soeurs et frères/un inconnu ?
- Q4** Quelle langue utilisez-vous en parlant de politique/ amour/ science/ filles(garçons)/sport/ économie/chiffon(fringes) ?
- Q5** Est-ce que les jeunes au Sénégal parlent français d'une manière différente de celle des adultes ?

III Attitudes linguistiques

- Q6** Est-ce que vous pensez que les Sénégalais parlent bien le français ?
- Q7** Est-ce que les Sénégalais parlent le français d'une manière différente de celle des Français ? Si oui, quelles sont les différences ?

- Q8** Est-ce que vous souhaitez parler français comme un Français ? Pourquoi/pourquoi pas ?
- Q9** Que pensez-vous du fait que le français est la seule langue officielle au Sénégal ? (C'est bien/ ce n'est pas bien/...) Pourquoi/ pourquoi pas?
- Q10** Une grande partie de la population ne le parle pas – est-ce que vous pensez que cela pose des problèmes ? Lesquels ? (Si non, pourquoi pas?)
- Q11** Quels sont d'après vous les avantages de parler français ?
- Q12** Est-ce que vous pensez que donner au wolof un rôle plus grand au niveau officiel aurait pu être possible ? Est-ce souhaitable ? Pourquoi/pourquoi pas ?
- Q13** Selon vous, est-ce possible d'introduire aussi les autres langues nationales dans la vie officielle ? Quelles fonctions pourraient occuper ces langues ?
- Q14** Est-ce que vous souhaiteriez utiliser votre propre langue à l'écrit ? Est-il important de savoir lire et écrire sa propre langue ? Pourquoi/pourquoi pas ?
- Q15** Depuis 2002, les langues nationales les plus répandues sont introduites dans l'enseignement dans quelques écoles publiques. Qu'est-ce que vous en pensez ? Est-ce que c'est possible de donner au wolof/aux autres langues nationales un rôle équivalent au français ici au Sénégal ? Pourquoi/pourquoi pas?
- Q16** Est-ce que vous pensez qu'il est utile de connaître l'anglais ? Pourquoi/pourquoi pas ?

ANNEXE 3

Questionnaire sociolinguistique

Date et lieu : _____

I Fiche signalétique de l'enquête

Nom patronymique (facultatif) _____

Prénom(s) _____

Lieu(x) d'habitation (éventuellement successifs, avec durée approximative de séjour dans chaque lieu) _____

Durée du séjour actuel _____

Année de naissance _____

Sexe _____

Religion _____

Niveau de scolarisation du père _____

Niveau de scolarisation de la mère _____

II Usages de langues

Qq1 Langue première (L1) (langue la mieux maîtrisée) _____

Qq2 D'autres langues parlées et/ou comprises (par ordre de maîtrise) _____

Qq3 Langue(s) du père (par ordre de maîtrise) _____

Qq4 Langue(s) de la mère (par ordre de maîtrise) _____

Qq5 Langue(s) parlée(s) en famille

1) avec les parents (père, mère/co-épouse(s) du père) _____

2) avec les grands-parents _____

3) avec les frères et sœurs _____

4) avec le/la conjoint(e)/époux/épouse(s) _____

Qq6 Langue(s) parlée(s) en dehors de la famille

1) avec les amis (de la même ethnie/d'autres ethnies) _____

2) à l'Université _____

3) dans le quartier/l'environnement immédiat _____

4) au marché _____

5) avec un inconnu _____

Qq7 Est-ce que vous parlez français

a) Souvent ☐

b) Assez souvent ☐

c) Rarement ☐

Qq8 Est-ce qu'il vous arrive de parler le français en famille

Oui ☐ Non ☐

Qq9 Est-ce qu'il vous arrive de parler le français avec un(e) ami(e) de votre ethnie ?

Oui ☐ Non ☐

Qq10 Est-ce que vous passez d'une langue à une autre au cours d'une conversation ?

Oui ☐ Non ☐

Qq11 Si oui, quelles sont les langues que vous utilisez ?

Français ☐

Wolof ☐

Anglais ☐

Autres ☐ Lesquelles _____

Qq12 Si oui, dans quelles circonstances est-ce que vous vous servez de plus d'une langue?

III Représentations et attitudes linguistiques

Qq13 Le français est la langue officielle de votre pays. À votre avis, est-ce un bon choix ?

Oui ☐ Pourquoi ? _____

Non ☐ Pourquoi pas ? _____

Ça dépend ☐ Approfondissez : _____

Qq14 Est-ce qu'il y a une ou plusieurs langues locales qui pourraient devenir la langue officielle du pays à côté du français ou qui pourraient le remplacer ?

Oui ☐ Lesquelles ? _____

Non ☐

Qq15 Le français est la langue dominante dans l'enseignement. A votre avis, est-ce que les langues nationales doivent/devraient être :

a) Matière d'instruction

Oui ☐ Non ☐

b) Moyen d'instruction

Oui ☐ Non ☐

Pendant combien d'années ? _____

A côté du français ou seule ? _____

Dans quelles matières ? _____

Qq16 A votre avis, est-ce qu'il serait bon d'utiliser plus souvent les langues africaines à l'écrit ?

Oui ☐ Pourquoi ? _____

Non ☐ Pourquoi pas ? _____

Qq17 Est-ce qu vous êtes gêné de parler une/des langue(s) locale(s) ?

Oui ☐ Dans quelles situations ? _____

Non ☐

Qq18 Est-ce qu'au Sénégal il y a une façon spécifique de parler français ?

Oui ☐ Non ☐

Qq19 Si oui, quelle(s) en est/sont la/les spécificité de ce parler ? _____

- Qq20** Est-ce que selon vous le français parlé au Sénégal est du « bon » français ?
Oui ☐
Non ☐ Pourquoi pas ? _____
- Qq21** Est-ce que au Sénégal les gens parlent français de différentes manières ?
Oui ☐ Non ☐
- Qq22** Si oui, qui parlent « le mieux » le français ? _____

- Qq23** Est-ce que vous pouvez distinguer l'origine ethnique d'une personne par sa façon de parler français ?
Oui ☐ Non ☐
- Qq24** Est-ce qu'il existe une façon de parler le français propre aux jeunes Sénégalais ?
Oui ☐ Non ☐
- Qq25** Si oui, quelle(s) en est (sont) la (les) particularités ? _____

- Qq26** Est-ce qu'il existe un français « correct » ?
Oui ☐
Non ☐
- Qq27** Si oui, où est-il parlé ? _____

- Qq28** Est-ce que vous parlez le français
Bien ☐
Assez bien ☐
Mal ☐
- Qq29** Est-ce que vous souhaitez parler comme un Français ?
Beaucoup ☐
Un peu ☐
Pas du tout ☐
- Qq30** Que représente l'anglais pour vous ? _____

ANNEXE 4

Sammendrag

Oppgaven tar for seg språkbruk og språkholdninger blant studenter i Dakar, Senegal, med fokus på fransk. Fransk er Senegals eneste offisielle språk, men er lite i bruk i uformelle sammenhenger. De mellom 20 og 30 nasjonale og lokale språkene i landet er derimot utbredt i bruk, men innehar ingen formell funksjon og brukes nærmest ikke i skrift. Relasjonen mellom fransk og de nasjonale og lokale språkene betegnes som diglossisk, og en tilsvarende relasjon finnes også mellom majoritetsspråket wolof, som er det desidert største og mest brukte kommunikasjonspråket på landsbasis, og de andre nasjonale og lokale språkene. Oppgaven tar sikte på å vise hvordan unge studenter, fremtidens elite, forholder seg til denne språksituasjonen, og om der er systematiske ulikheter i deres bruk og holdninger som kan settes i sammenheng med førstespråk og kjønn.

Oppgaven har et mikroperspektiv og har en i hovedsak kvalitativ metodisk tilnærming. Den baserer seg på data innsamlet under to opphold i Dakar, det første i januar og februar 2008, og det andre i november samme år. Jeg har foretatt dybdeintervjuer med 17 studenter ved universitet i Dakar (UCAD⁵³), samt omtrent 70 timer deltagende observasjon, først og fremst på universitetsområdet i samvær med mine informanter. 68 utfylte spørreskjemaer utgjør også en del av datamaterialet.

Studenter som studieobjekt er i senegalesisk sosiolingvistisk kontekst særlig interessant både fordi deres status som ung sosial elitegruppe gir en slik studie en viss prospektiv verdi og fordi de alle snakker fransk. Fransk er det eneste språket alle studentene har til felles, og man kunne dermed tro at de hadde tilbøyelighet til å kommunisere seg imellom på dette språket.

Vår studie viser imidlertid at fransk er lite brukt blant studenter og at majoriteten av uformell kommunikasjon foregår på wolof. Dette settes i sammenheng med studentenes generelle holdninger til fransk og med det faktum at de ofte er språklig usikre når de snakker dette språket.

Førstespråk så vel som kjønn viser seg i vår studie å ha liten eller ingen innvirkning på studenters språkbruk og holdninger, i motsetning til hva som har blitt vist i studier som tar i betraktning andre sosiale grupper. Derimot ser det ut til at sosial tilhørighet og bruk av fransk i familien er viktige faktorer for studentenes språkvalg og for deres språkholdninger.

⁵³ Université Cheikh Anta Diop.